



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

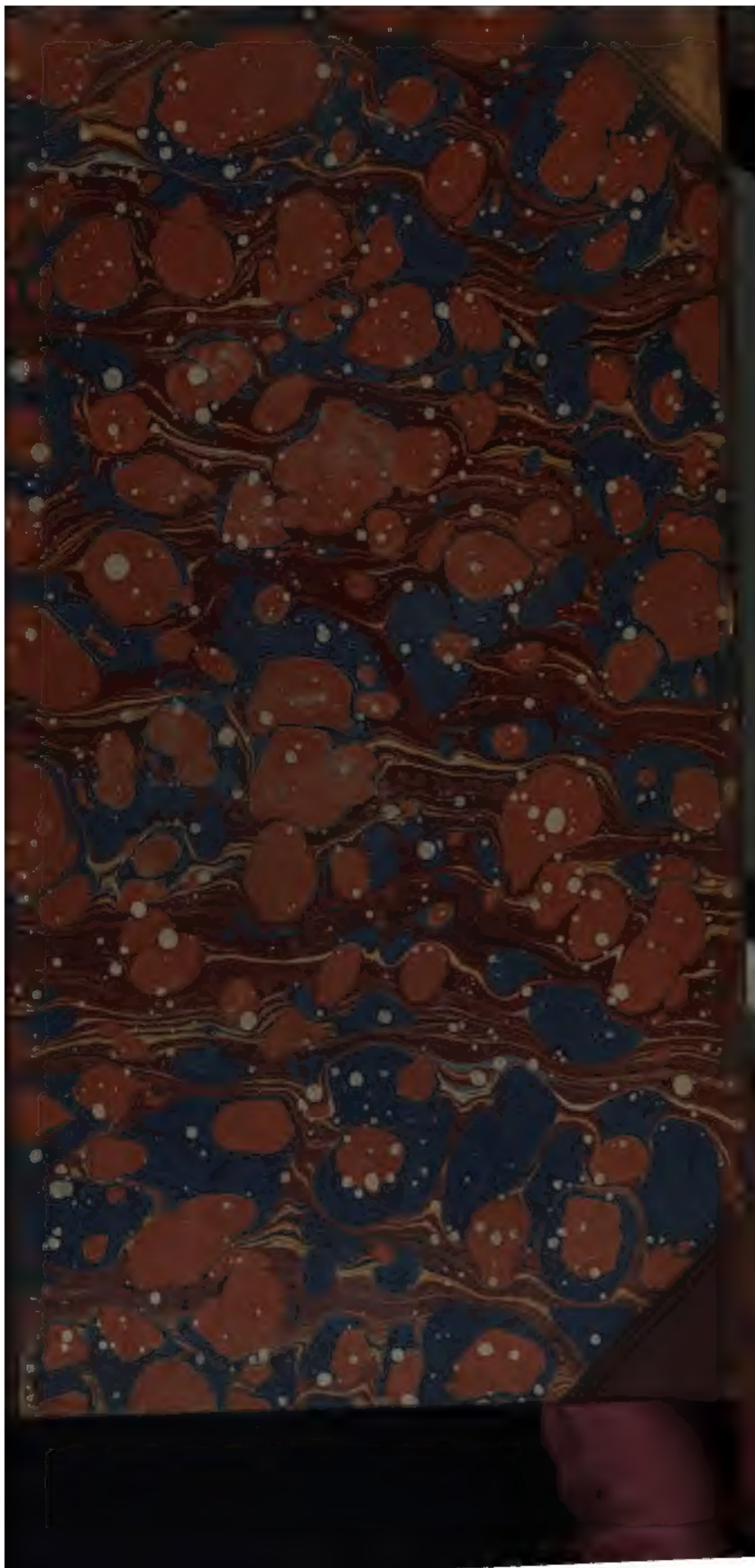
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

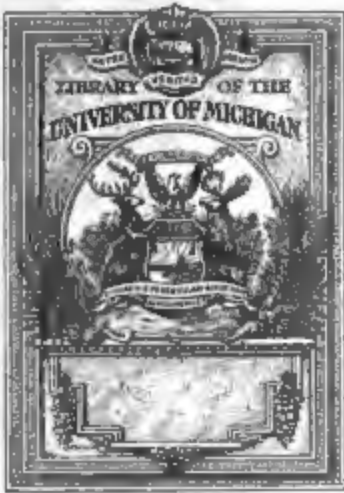
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





FROM THE LIBRARY OF
Professor Karl Heinrich Rau
OF THE UNIVERSITY OF HEIDELBERG

PRESENTED TO THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
BY
Mr. Philo Parsons
OF DETROIT
1871



1002
NOUVEAU RECUEIL
DE



T R A I T É S

*d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité,
de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de
plusieurs autres actes servant à la connoissance
des relations étrangères*

des Puissances et états

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL

QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES

ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

depuis 1808 jusqu'à présent.

*Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections
particulières de traités et des auteurs les plus estimés.*

PAR

G E O. F R É D. D E M A R T E N S

continué par

F R É D É R I C S A A L F E L D.

Tome IX.

1827 — 1851.

À GOTTINGUE,

DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1853.

AVANT-PROPOS.

En publiant ce nouveau tome de la continuation du recueil de traités de feu Mr. de Martens, l'éditeur se croit obligé pour obvier à tous les jugemens vagues et inconsiderés qu'on pourroit porter sur son ouvrage, d'ajouter quelques observations préliminaires. C'est un recueil de traités qu'il présente au public. Or les traités ne sont souvent publiés que plus ou moins longtemps après leur conclusion, souvent, pendant longtemps, il est tout à fait impossible à un particulier de s'en procurer des copies exactes, à moins qu'il ne veuille se contenter d'extraits falsifiés ou tronqués, tels qu'ils sont ordinairement publiés par les journaux. C'est pour attendre des copies exactes et authentiques que l'éditeur doit souvent remettre la publication de tel ou tel traité à un tems futur plutôt, que de publier une pièce, qu'il seroit bientôt obligé de désavouer. Outre cela, il est bien souvent très-difficile pour un simple particulier de se procurer des copies exactes même des traités publiés officiellement, surtout dans les pays lointains. Non seulement la correspondance assez souvent s'égare, mais aussi dans le cas le plus heureux,

si même elle est réellement arrivée à sa destination, elle reste néanmoins sans effet, triste expérience que l'éditeur de ce recueil n'a faite que trop souvent ! C'est ainsi par exemple, que, bien qu'il se soit donné toutes les peines possibles, il n'a cependant pas encore réussi à se procurer une collection complète des protocoles sur la Grèce, et sur la Belgique et qu'il se voit obligé à les remettre au tome prochain de ce recueil. Quiconque pesera toutes ces difficultés, comprendra aisément, avec quelle injustice on se plaindrait de ce qu'un tel recueil ne seroit pas tout à fait complet dès le commencement ; il ne peut l'être et ne le sera que long-tems peut-être après sa première publication ; ceci est fondé dans la nature des choses et l'attendre autrement, ne seroit que trahir la plus grosse ignorance.

1.

*Traité entre les Etats- Unis de l' Amé- 1827
rique septentrionale, et les Chippe-
ways, les Menomonies et les Winne-
bagos, conclu à la Butte des Morts
le 11 Août 1827 et ratifié par le prési-
dent des Etats - Unis le 23 Février
1829.*

*(Actes passed at the second session of the twentieth
congress of the United States. Appendix p. 83).*

Articles of a treaty made and concluded at the Butte des Morts, on Fox river, in the Territory of Michigan, between Lewis Cass and Thomas L. M'. Kenney, Commissioners on the part of the United States, and the Chippeway, Menomonie, and Winnebago tribes of Indians.

ART. I. Whereas, the southern boundary of the Chippeway country, from the Plover Portage of the Ouisconsin easterly, was left undefined by the treaty concluded at Prairie du Chien, August 19, 1825, in consequence of the non-attendance of some of the principal Menomonie chiefs; and, whereas it was provided by the said treaty, that, whenever the President of the United States might think proper, such of the tribes, parties to the said treaty, as might be interested in any particular line, should be convened, in order to agree upon its establishment;

1827

Therefore, in pursuance of the said provision, it is agreed between the Chippeways, Menomonies and Winnebagoes, that the southern boundary of the Chippeway country shall run as follows, namely: From the Plover Portage of the Ouisconsin; on a northeasterly course, to a point on Wolf river, equidistant from the Ashawano and Post lakes of said river, thence to the falls of the Pashaytig river of Green Bay; thence to the junction of the Neesau Kootag or Burnt-wood river, with the Menomonie; thence to the big island of the Shoskinaubic or Smooth rock river; thence following the channel of the said river to Green Bay, which it strikes between the little and the great Bay de Noquet.

ART. II. Much difficulty having arisen from the negotiations between the Menomonie and Winnebago tribes and the various tribes and portions of tribes of Indians of the State of New York, and the claims of the respective parties being much contested, as well with relation to the tenure and boundaries of the two tracts, claimed by the said New York Indians, west of Lake Michigan, as to the authority of the persons who signed the agreement on the part of the Menomonies, and the whole subject having been fully examined at the Council this day concluded, and the allegations, proofs, and statements, of the respective parties having been entered upon the Journal of the Commissioners, so that the same can be decided by the President of the United States; it is agreed by the Menomonies and Winnebagoes, that so far as respects their interest in the premises, the whole matter shall be referred to the President of the United States, whose decision shall be final. And the President is authorized, on their parts, to establish such boundaries between them and the New York Indians as he may consider equitable and just.

ART. III. It being important to the settlement of Green Bay that definite boundaries should be established between the tract claimed by the former French and British governments, and the lands of the Indians, as well to avoid future disputes as to settle the question of jurisdiction. — It is therefore agreed between the Menomonie tribe and the United

States, that the boundaries of the said tracts, the jurisdiction and title of which are hereby acknowledged to be in the United States, shall be as follows, namely: — Beginning, on the shore of Green Bay, six miles due north from the parallel of the mouth of Fox river, and running thence in a straight line, but with the general course of the said river, and six miles therefrom to the intersection of the continuation of the westerly boundary of the tract at the Grand Kaukaulin, claimed by Augustin Grignon; thence on a line with the said boundary to the same; thence with the same to Fox river; thence on the same course, six miles; thence in a direct line to the southwestern boundary of the tract, marked on the plan of the claims at Green Bay, as the settlement at the bottom of the Bay; thence with the southerly boundary of the said tract to the southeasterly corner thereof; and thence with the easterly boundary of the said tract to Green Bay. Provided, that if the President of the United States should be of opinion that the boundaries thus established interfere with any just claims of the New York Indians, the President may then change the said boundaries in any manner he may think proper, so that the quantity of land contained in the said tract be not greater than by the boundaries herein defined. And provided also, that nothing herein contained shall be construed to have any effect upon the land claims at Green Bay; but the same shall remain as though this treaty had not been formed.

ART. IV. In consideration of the liberal establishment of the boundaries as herein provided for, the Commissioners of the United States have this day caused to be distributed among the Indians, goods to the amount of fifteen thousand six hundred and eighty-two dollars, payment for which shall be made by the United States.

ART. V. The sum of one thousand dollars shall be annually appropriated for the term of three years; and the sum of fifteen hundred dollars shall be annually thereafter appropriated as long as Congress think proper, for the education of the children of the tribes, parties hereto, and of the New York Indians, to be expended under the direction of the President of the United States.

1827 ART. VI. The United States shall be at liberty, notwithstanding the Winnebagoes are parties to this treaty, to pursue such measures as they may think proper for the punishment of the perpetrators of the recent outrages at Prairie du Chien, and upon the Mississippi, and for the prevention of such acts hereafter.

ART. VII. This treaty shall be obligatory after its ratification by the President and Senate of the United States.

Done at the Butte des Morts, on Fox river, in the Territory of Michigan, this eleventh day of August, 1827.

LEWIS CASS.

THOS. L. MCKENNEY.

2.

Traité entre les États-Unis de l'Amérique septentrionale et les Pottawatamies, conclu à St. Joseph le 19 Septembre 1827 et ratifié par le président des États-Unis le 23 Février 1829.

(Acts passed at the second session of the twentieth congress of the United States. Appendix p. 87).

A treaty between the United States and the Pottawatamie Tribe of Indians.

In order to consolidate some of the dispersed bands of the Pottawatamie Tribe in the Territory of Michigan at a point removed from the road leading from Detroit to Chicago, and as far as practicable from the settlements of the Whites, it is agreed that the following tracts of land, heretofore reserved for the use of the said Tribe, shall be, and they are hereby, ceded to the United States.

Two sections of land on the river Rouge at Seg- 1827
insairn's village.

Two sections of land at Tonguish's village, near
the river Rouge.

That part of the reservation at Macon on the river
Raisin, which yet belongs to the said tribe, con-
taining six sections, excepting therefrom one half of
a section where the Pottawatamie Chief Moran re-
sides, which shall be reserved for his use.

One tract at Mang ach qua village, on the river
Pebble; of six miles square.

One tract at Mickesawbe, of six miles square.

One tract at the village of Prairie Ronde, of three
miles square.

One tract at the village of Match e be nash she
wish, at the head of the Kekalamazoo river, of three
miles square, which tracts contain in the whole ni-
nety nine sections and one half section of land.

And in consideration of the preceding cession,
there shall be reserved for the use of the said tribe,
to be held upon the same terms on which Indian reser-
vations are usually held, the following tracts of land.

Sections numbered five, six, seven and eight in
the fifth township, south of the base line, and in
the ninth range west of the principal meridian in the
Territory of Michigan.

The whole of the fifth township, south, in the
tenth range, west, not already included in the Nottawa
Sape reservation.

Sections numbered one, two, eleven, twelve,
thirteen, fourteen, twenty three, twenty four, twenty
five, twenty six, thirty five, and thirty six, in the
fifth township, south, and eleventh range, west.

The whole of the fourth township, south, in
the ninth range, west.

Sections numbered eight, seventeen, eighteen,
nineteen, twenty, twenty nine, thirty, thirty one and
thirty two, in the fourth township, south, and ninth
range, west.

Sections numbered one, two, eleven, twelve,
thirteen, fourteen, twenty three, twenty four, twenty
five, twenty six, thirty five and thirty six, in the
fourth township, south, and eleventh range, west.

1827 Which tracts of land will form a continuous reservation, and contain ninety nine sections.

After this treaty shall be ratified by the President and Senate, the same shall be obligatory on the United States and the said tribe of Indians.

In testimony whereof, Lewis Cass, Commissioner on the part of the United States, and the Chiefs and Warriors of the said tribe, have hereunto set their hands at St. Joseph, in the Territory of Michigan, this nineteenth day of September, A. D. one thousand eight hundred and twenty-seven.

LEWIS CASS,

3.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Creeks, conclu le 15 Novembre 1827 et ratifié par le président des Etats-Unis le 4 Mars 1828.

(Acts passed at the first session of the twentieth congress of the United States. Appendix p. 188).

Articles of agreement made and concluded at the Creek Agency, on the fifteenth day of November, one thousand eight hundred and twenty-seven, between Thomas L. McKenney, and John Crowell, in behalf of the United States, of the one part, and Little Prince and Others, Chief and Head Men of the Creek Nation, of the other part.

Whereas a Treaty of Cession was concluded at Washington City in the District of Columbia, by James Barbour, Secretary of War, of the one part, and Opothleoholo, John Stidham, and Others, of the other part, and which Treaty bears date the twenty fourth day of January, one thousand eight hundred and twenty six; and whereas, the object of said Treaty

being to embrace a cession by the Creek Nation, of 1827 all the lands owned by them within the chartered limits of Georgia, and it having been the opinion of the parties, at the time when said Treaty was concluded, that all, or nearly all, of said lands were embraced in said cession, and by the lines as defined in said Treaty, and the supplemental article thereto: and whereas it having been since ascertained that the said lines in said Treaty, and the supplement thereto, do not embrace all the lands owned by the Creek Nation within the chartered limits of Georgia, and the President of the United States having urged the Creek Nation further to extend the limits as defined in the Treaty aforesaid, and the Chiefs and head men of the Creek Nation being desirous of complying with the wish of the President of the United States, therefore, they, the Chiefs and head men aforesaid, agree to cede, and they do hereby cede to the United States, all the remaining lands now owned or claimed by the Creek Nation, not heretofore ceded, and which, on actual survey, may be found to lie within the chartered limits of the State of Georgia.

In consideration whereof, and in full compensation for the above cession, the undersigned, Thomas L. McKenney, and John Crowell, in behalf of the United States, do hereby agree to pay to the Chiefs and head men of the Creek Nation aforesaid as soon as may be after the approval and ratification of this agreement, in the usual forms, by the President and Senate of the United States, and its sanction by a council of the Creek Nation, to be immediately convened for the purpose, or by the subscription of such names, in addition to those subscribed to this instrument, of Chiefs and head men of the nation, as shall constitute in the act of the Creek Nation — the sum of twenty-seven thousand four hundred and ninety one dollars.

It is further agreed by the parties hereto, in behalf of the United States, to allow, on account of the cession herein made the additional sum of fifteen thousand dollars, it being the understanding of both the parties, that five thousand dollars of this sum shall be applied, under the direction of the President of the United States, towards the education and support

1827 of Creek children at the school in Kentucky, known by the title of the „*Choctaw Academy*,” and under the existing regulations; also, one thousand dollars towards the support of the Withington, and one thousand dollars towards the support of the Asbury stations, so called, both being schools in the Creek Nation, and under regulations of the Department of War; two thousand dollars for the erection of four horse mills, to be suitably located under the direction of the President of the United States; one thousand dollars to be applied to the purchase of cards and wheels, for the use of the Creeks, and the remaining five thousand dollars, it is agreed, shall be paid in blankets and other necessary and useful goods, immediately after the signing and delivery of these presents.

In witness whereof, the parties have hereunto set their hands and seals this fifteenth day of November, one thousand eight hundred and twenty-seven.

THOMAS L. M'KENNEY,

JOHN CROWELL.

4.

1828 *Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et une partie des Miamis, conclu le 11 Février 1828 et ratifié par le président des Etats-Unis le 7 Mai 1828.*

(Acts passed at the first session of the twentieth congress of the United States. Appendix p. 192).

Articles of a Treaty made and concluded at the Wyandot village, near the Wabash in the State of Indiana between John Tipton, Commissioner for that purpose, on the part of the United States, and the Chiefs, Head Men and Warriors, of the Eel River, or Thornton party of Miami Indians.

ART. I. The Chiefs, Head Men, and Warriors 1828 of the Eel River or Thornton party of Miami Indians, agree to cede, and by these presents do cede, and relinquish to the United States all their right, title, and claim to a reservation of land about ten miles square, at their village on Sugartree Creek in Indiana, which was reserved to said party by the second article of a Treaty between Commissioners of the United States, and the Miami nation of Indians, made and entered into at St. Mary's in the State of Ohio, on the sixth day of October, one thousand eight hundred and eighteen.

It is understood and agreed on by said Indians, that they will not burn or destroy the houses or fences on said reservation, and that they will leave them in as good condition as they now are; and remove to the five mile reservation on Eel River by the fifteenth day of October next.

ART. II. The Commissioner of the United States has delivered to said party of Indians, goods to the value of two thousand dollars, in part consideration for the cession herein made, and it is agreed that in case this treaty should be ratified by the President and Senate of the United States, that the United States shall pay said party an additional sum of eight thousand dollars in goods next summer, build twelve log houses, ten on the five mile reservation, and two on the Wabash; clear and fence forty acres of land on the five mile reservation, furnish them one wagon and two yoke of oxen, furnish two hands to work three months in each year for two years, five hundred dollars worth of provisions delivered on the Wabash; furnish them five horses, five saddles and five bridles.

Provided however, that if this Treaty should not be ratified by the President and Senate of the United States, that said party agree to pay for the goods this day received, two thousand dollars, to be deducted from their annuity for this present year.

ART. III. At the request of the Indians, and in part consideration for the cession aforesaid, the United States agree to pay to Peter Langlois, one thousand dollars in silver, and three thousand dollars in

1828 goods next summer, for provisions and goods heretofore delivered to said party.

ART. IV. The United States agree to appropriate one thousand dollars per year for five years, and longer if Congress think proper, to be applied under the direction of the President, to the education of the youths of the Miami nation.

ART. V. It is distinctly understood and agreed on by and between the contracting parties, that the President and Senate may, if they think proper, modify or expunge from this treaty, the fourth article, without affecting any other of its provisions.

ART. VI. This treaty, after the same shall be ratified by the President and Senate of the United States, shall be binding on the contracting parties.

In testimony whereof, the said John Tipton, Commissioner as aforesaid on the part of the United States, and the Chiefs, Head Men, and Warriors, of said party, have hereunto set their hand and seals at the Wyandot village, near the Wabash, this eleventh day of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-eight.

JOHN TIPTON.

5.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Cherokees, conclu le 6 Mai 1828 et ratifié par le président des Etats-Unis le 28 Mai de la même année.

(Acts passed at the first session of the twentieth congress of the United States. Appendix p. 194).

Articles of a convention, concluded at the City of Washington this sixth day of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-

eight, between James Barbour, Secretary of War, being 1828 especially authorized therefor by the President of the United States, and the undersigned, Chiefs, and Head Men of the Cherokee Nation of Indians, West of the Mississippi, they being duly authorized and empowered by their Nation.

Whereas, it being the anxious desire of the Government of the United States to secure to the Cherokee nation of Indians, as well those now living within the limits of the Territory of Arkansas, as those of their friends and brothers who reside in States East of the Mississippi, and who may wish to join their brothers of the West, *a permanent* home, and which shall, under the most solemn guarantee of the United States, be, and remain, theirs forever — a home that shall never, in all future time, be embarrassed by having extended around it the lines, or placed over it the jurisdiction of a Territory or State, nor be pressed upon by the extension, in any way, of any of the limits of any existing Territory or State; and, Whereas, the present location of the Cherokees in Arkansas being unfavorable to their present repose, and tending, as the past demonstrates, to their future degradation and misery; and the Cherokees being anxious to avoid such consequences, and yet not questioning their right to their lands in Arkansas, as secured to them by Treaty, and resting also upon the pledges given them by the President of the United States, and the Secretary of War, of March, 1818, and 8th October 1821, in regard to the outlet to the West, and as may be seen on referring to the records of the War Department, still being anxious to secure a permanent home, and to free themselves, and their posterity, from an embarrassing connexion with the Territory of Arkansas, and guard themselves from such connexions in future; and, Whereas, it being important, not to the Cherokees only, but also to the Choctaws, and in regard also to the question which may be agitated in the future respecting the location of the latter, as well as the former, within the limits of the Territory or State of Arkansas, as the case may be, and their removal therefrom; and to avoid the cost which may attend negotiations to rid the Territory or State of Arkansas whenever it

1828 may become a State, of either or both of those Tribes, the parties hereto do hereby conclude the following Articles, viz;

ART. I. The Western boundary of Arkansas shall be, and the same is, hereby defined, viz: A line shall be run commencing on Red River, at the point where the Eastern Choctaw line strikes said River, and run due North with said line to the River Arkansas, thence in a direct line to the South West corner of Missouri.

ART. II. The United States agree to possess the Cherokees, and to guarantee it to them forever, and that guarantee is hereby solemnly pledged, of seven millions of acres of land, to be bounded as follows, viz: Commencing at that point on Arkansas River where the Eastern Choctaw boundary line strikes said River, and running thence with the Western line of Arkansas, as defined in the foregoing article, to the South-West corner of Missouri, and thence with the Western boundary line of Missouri till it crosses the waters of Neasho, generally called Grand River, thence due West to a point from which a due South course will strike the present North West corner of Arkansas Territory, thence continuing due South, on and with the present Western boundary line of the Territory to the main branch of Arkansas River, thence down said River to its junction with the Canadian River, and thence up and between the said Rivers Arkansas and Canadian, to a point at which a line running North and South from River to River, will give the aforesaid seven millions of acres. In addition to the seven millions of acres thus provided for, and bounded, the United States further guarantee to the Cherokee Nation a perpetual outlet, West, and a free and unmolested use of all the Country lying West of the Western boundary of the above described limits, and as far West as the sovereignty of the United States, and their right of soil extend.

ART. III. The United States agree to have the lines of the above cession run without delay, say not later than the first of October next, and to remove, immediately after the running of the Eastern line from the Arkansas River to the South-West corner of Missouri, all white persons from the West to the

East of said line, and also all others, should there 1828
be any there, who may be unacceptable to the Cherokees, so that no obstacles arising out of the presence of a white population, or a population of any other sort, shall exist to annoy the Cherokees — and also to keep all such from the West of said line in future.

ART. IV. The United States moreover agree to appoint suitable persons whose duty it shall be, in conjunction with the Agent, to value all such improvements as the Cherokees may abandon in their removal from their present homes to the District of Country as ceded in the second Article of this agreement, and to pay for the same immediately after the assessment is made, and the amount ascertained. It is further agreed, that the property and improvements connected with the agency, shall be sold under the direction of the Agent, and the proceeds of the same applied to aid in the erection, in the country to which the Cherokees are going, of a Grist, and Saw Mill, for their use. The aforesaid property and improvements are thus defined: Commence at the Arkansas River opposite William Stinnetts, and run due North one mile, thence due East to a point from which a due South line to the Arkansas River would include the Chalybeate, or Mineral Spring, attached to or near the present residence of the Agent, and thence up said River (Arkansas) to the place of beginning.

ART. V. It is further agreed, that the United States, in consideration of the inconvenience and trouble attending the removal, and on account of the reduced value of a great portion of the lands herein ceded to the Cherokees, as compared with that of those in Arkansas which were made theirs by the Treaty of 1817, and Convention of 1819, will pay to the Cherokees, immediately after their removal which shall be within fourteen months of the date of this agreement, the sum of fifty thousand dollars; also an annuity, for three years, of two thousand dollars, towards defraying the cost and trouble which may attend upon going after and recovering their stock which may stray into the Territory in quest of the pastures from which they may be driven — also, eight thousand

1828 seven hundred and sixty dollars, for spoliations committed on them, (the Cherokees), which sum will be in full of all demands of the kind up to this date, as well those against the Osages, as those against citizens of the United States — this being the amount of the claims for said spoliations, as rendered by the Cherokees, and which are believed to be correctly and fairly stated. — Also, one thousand two hundred dollars for the use of Thomas Graves, a Cherokee Chief, for losses sustained in his property, and for personal suffering endured by him when confined as a prisoner, on a criminal, but false accusation; also, five hundred dollars for the use of George Guefs, another Cherokee, for the great benefits he has conferred upon the Cherokee people, in the beneficial results which they are now experiencing from the use of the Alphabet discovered by him, to whom also, in consideration of his relinquishing a valuable saline, the privilege is hereby given to locate and occupy another saline on Lee's Creek. It is further agreed by the United States, to pay two thousand dollars, annually, to the Cherokees, for ten years, to be expended under the direction of the President of the United States in the education of their children, in their own country, in letters and the mechanic arts; also, one thousand dollars towards the purchase of a Printing Press and Types to aid the Cherokees in the progress of education, and to benefit and enlighten them as a people, in their own, and our language. It is agreed further, that the expense incurred other than that paid by the United States in the erection of the buildings and improvements, so far as that may have been paid by the benevolent society who have been, and yet are, engaged in instructing the Cherokee children, shall be paid to the society, it being the understanding that the amount shall be expended in the erection of other buildings and improvements, for like purposes, in the country herein ceded to the Cherokees. The United States relinquish their claim due by the Cherokees to the late United States Factory, provided the same does not exceed three thousand five hundred dollars.

ART. VI. It is moreover agreed, by the United States, whenever the Cherokees may desire it, to give

them a set of plain laws, suited to their condition — 1828
also, when they may wish to lay off their lands, and
own them individually, a surveyor shall be sent to
make the surveys at the cost of the United States.

ART. VII. The Chiefs and Head Men of the
Cherokee Nation, aforesaid, for and in consideration
of the foregoing stipulations and provisions, do here-
by agree, in the name and behalf of their Nation, to
give up, and they do hereby surrender, to the United
States, and agree to leave the same within fourteen
months, as herein before stipulated, all the lands to
which they are entitled in Arkansas, and which were
secured to them by the Treaty of 8th January, 1817,
and the Convention of the 27th February, 1819.

ART. VIII. The Cherokee Nation, West of the
Mississippi having, by this agreement, freed them-
selves from the harrassing and ruinous effects conse-
quent upon a location amidst a white population, and
secured to themselves and their posterity, under the
solemn sanction of the guarantee of the United States,
as contained in this agreement, a large extent of
unembarrassed country; and that their Brothers yet
remaining in the States may be induced to join them
and enjoy the repose and blessings of such a State in
the future, it is further agreed, on the part of the
United States, that to each Head of a Cherokee fa-
mily now residing within the chartered limits of Geor-
gia, or of either of the States, East of the Mississippi,
who may desire to remove West, shall be given, on
enrolling himself for emigration, a good Rifle, a Blan-
ket, and Kettle, and five pounds of Tobacco: (and
to each member of his family one Blanket), also, a
just compensation for the property he may abandon,
to be assessed by persons to be appointed by the
President of the United States. The cost of the emi-
gration of all such shall also be borne by the United
States, and good and suitable ways opened, and pro-
visions procured for their comfort, accommodation,
and support, by the way, and provisions for twelve
months after their arrival at the Agency; and to each
person, or head of a family, if he take along with
him four persons, shall be paid immediately on his
arriving at the Agency and reporting himself and his

1828 family, or followers, as emigrants and permanent settlers, in addition to the above, *provided he and they shall have emigrated from within the Chartered limits of the State of Georgia*, the sum of fifty dollars, and this sum in proportion to any greater or less number that may accompany him from within the aforesaid Chartered limits of the State of Georgia.

ART. IX. It is understood and agreed by the parties to this Convention, that a Tract of Land, two miles wide and six miles long, shall be, and the same is hereby, reserved for the use and benefit of the United States, for the accommodation of the military force which is now, or which may hereafter be, stationed at Fort Gibson, on the Neasho, or Grand River, to commence on said River half a mile below the aforesaid Fort, and to run thence due East two miles, thence Northwardly six miles, to a point which shall be two miles distant from the River aforesaid, thence due West to the said River, and down it to the place of beginning. And the Cherokees agree that the United States shall have and possess the right of establishing a road through their country for the purpose of having a free and unmolested way to and from said Fort.

ART. X. It is agreed that Captain James Rogers, in consideration of his having lost a horse in the service of the United States, and for services rendered by him to the United States, shall be paid, in full for the above, and all other claims for losses and services, the sum of Five Hundred Dollars.

ART. XI. This Treaty to be binding on the contracting parties so soon as it is ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate.

Now, therefore, be it known, that I, John Quincy Adams, President of the United States of America, having seen and considered the said Treaty, do, in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed by their resolution of the twenty third instant, accept, ratify, and confirm the same, and every clause and article thereof, with the following Proviso :

„Provided, nevertheless, that the said Convention shall not be so construed as to extend the Northern Boundary of the ‘Perpetual Outlet West’, provided for and guaranteed in the second article of said Convention, North of the thirty sixth degree of North latitude, or so as to interfere with the lands assigned, or to be assigned, West of the Mississippi River, to the Creek Indians who have emigrated, or may emigrate, from the States of Georgia and Alabama, under the provisions of any Treaty or Treaties heretofore concluded between the United States and the Creek tribe of Indians; and provided further, That nothing in the said Convention shall be construed to cede or assign to the Cherokees any lands heretofore ceded or assigned to any tribe or tribes of Indians, by any Treaty now existing and in force, with any such tribe or tribes.”

In testimony whereof, I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

Done at the City of Washington, this twenty eighth day of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-eight, and of the Independence of the United States the fifty-second.

JOHN QUINCY ADAMS.

By the President:

H. CLAY, Secretary of State.

6.

Concordat conclu entre le Saint-Siège et les cantons Suisses de Berne, de Lucerne, de Zug et de Soleure pour réorganiser l'évêché de Bâle, signé à Lucerne le 28 Mai 1828.

(*Allgemeine Zeitung* 1828. Beil. 144. *Neueste Staatsakten und Urkunden.* (Stuttg. und Tübing.) Bd. XI. p. 423).

ART. I. Die Kantons Luzern, Solothurn und der Theil des Kantons Bern, der durch den Wiener Kon-

1828 greß abgetreten wurde, so wie der Kanton Zug, werden in Zukunft für ihre katholische Bevölkerung das Bisthum Basel bilden.

ART. II. Die Residenz des Bischofs und des Domkapitels wird in die Stadt Solothurn verlegt; dem zufolge wird die Kollegiatkirche zu St. Urs und Victor (welche jedoch fortwährend Pfarrkirche bleiben wird) zur Domkirche und das Kollegiatkapitel zum Domkapitel des Bisthums Basel erhoben werden.

ART. III. Das Domkapitel wird aus siebenzehn Domherren bestehen, wovon wenigstens zwölf werden zur Residenz verpflichtet sein, sowohl zur Aushilfe zum Gottesdienste, als um dem Bischofe behülflich zu sein. Aus der Zahl der siebenzehn Domherren werden zehn auf alle den Bisthumsprenkel bildende Kantone vertheilt, als konstituierende Domherren angesehen, mit dem Titel von Domkapitularen. Unter diesen siebenzehn Domherren sind die noch lebenden Mitglieder des ehemaligen Basel'schen Domkapitels mitbegriffen; sie haben das Recht der Residenz und sollte sich unter ihnen ein Würdeträger befinden, so wird ihm die Dekanswürde übertragen werden. Das Domkapitel wird zwei Würdeträger haben, einen Probst und einen Dekan.

ART. IV. Die Domkapitularen werden den geistlichen Rath des Bischofs bilden.

ART. V. Ihnen steht bei Erledigung des bischöflichen Stuhls die Wahl des Bischofs nach den Vorschriften des Art. XII. zu.

ART. VI. Die zehn Kaplane der Kollegiatkirche zu St. Urs und Victor werden für den Gottesdienst und andern religiösen Verrichtungen dem Domkapitel angeschlossen.

ART. VII. Die Fabrik des gleichen Kapitels, deren jährliches Einkommen auf ungefähr 2000 Schweizer Franken geschätzt werden kann, wird den Kirchenschmuck, die Verzierungen und überhaupt die zum Gottesdienst nöthigen Geräthschaften herbeischaffen und unterhalten. Um für die erwähnten Gegenstände auf angemessene Weise sorgen zu können, werden die für den Unterhalt des Bischofs angewiesene Kin-

künfte während der Erledigung des bischöflichen Stuhls 1828 der gleichen Fabrik zugerechnet.

ART. VIII. Zu Solothurn, dem Sitze des Bischofs und des Domkapitels, wird ein Seminarium errichtet, für welches die Regierungen hinsichtlich der nöthigen Stiftungen und Gebaulichkeiten Bedacht nehmen; wenn noch andere Seminarien für nöthig erachtet werden, so wird der Bischof solche im Einverständniß mit den betreffenden Regierungen, die dafür die nöthigen Stiftungen und Gebäude hergeben werden, errichten. Vereint mit vier Domherren verschiedener Kantons, wovon zwei durch den Bischof und zwei durch das Domkapitel ernannt werden, leitet und verwaltet dieser die Seminarien.

ART. IX. Die Einkünfte des Bischofs sind auf 8000 Schweizerfranken festgesetzt. Die Einkünfte des Probstes der Kollegiatstifte zu St. Urs und Victor sind dem Domprobste angewiesen. Die Pfründe der Domdekans erhält einen jährlichen Zuschuss von 800 Franken. Die jährlichen Einkünfte jedes residirenden Domherren der Stände Luzern und Bern sind auf 2000 Franken festgesetzt. Die Domherren so wie die Kaplane von Solothurn und ihre Nachfolger bleiben in vollen Genusse ihrer dem Kollegiatkapitel zu St. Urs und Victor gehörigen Pfründen. Hinsichtlich der nicht residirenden Domherren verpflichten sich die Regierungen jedem derselben jährlich 300 Franken zu geben.

ART. X. Ausser den oben bestimmten Gehalten werden den Bischof und den residirenden Domherren ihrer Würde angemessene Wohnungen angewiesen.

ART. XI. Die Regierungen der Diöcesanstände werden für den Unterhalt des Bischofs, die Dompfründen und die Ausstattung der Seminarien, sich mit dem heiligen Stuhle in einer späteren Unterhandlung verständigen, inzwischen werfen sie dafür gesicherte und bestimmte Einkünfte aus. Die Regierungen werden ihren freien und regelmässigen Bezug, so wie ihre Unveräußerlichkeit gewährleisten; sie werden auch für den Unterhalt der Domherrenwohnungen sorgen. Für den Unterhalt der Domkirche, der bischöflichen Wohnung und der Gebäude des in Solothurn zu errichtenden Seminariums, wird durch

1828 die Regierung von Solothurn gesorgt werden. Die Gebäude vom Seminarien, die anderswo errichtet werden sollen, sind von denjenigen Kantonen zu erhalten, die es betreffen mag.

ART. XII. Die Domkapitulare haben das Recht, aus der Diöcesangeistlichkeit den Bischof zu wählen. Der zum Bischofe gewählte, wird vom heil. Vater die Einsetzung erhalten, sobald dessen kanonische Eigenschaften nach den für die schweizerischen Kirchen üblichen Formen werden dargethan sein. Die Regierung von Solothurn ernennt den Probst auf die bisher übliche Weise. Die Ernennung des Dekans steht dem heiligen Vater zu. Die Regierung von Luzern hat das Ernennungsrecht zu den diesem Kanton angehörigen Pfründen. Für die von dem Kanton Bern zu gebenden Domherren wird das Domkapitel zu jeder Wahl der Regierung dieses Standes ein Verzeichniß von sechs Kandidaten vorlegen, welche drei davon streichen kann, worauf der Bischof den Domherren ernennt. Die zehn vom Kollegiatkapitel zu St. Urs und Victor herrührenden Pfründen werden auf die bisher übliche Weise besetzt. Die Regierung von Solothurn wird unter den Besitzern dieser Pfründen, die sie betreffende Zahl von Domkapitularen bezeichnen, worunter sich der von diesen gewählte Probst befinden wird. Der dem Kanton Zug vorbehalten, nicht zur Residenz verpflichtete Domherr wird von der Regierung dieses Standes ernannt. Der zum Domherren gewählte, muß entweder Angehöriger des Kantons sein, dem die Pfründe gehört, oder in demselben geistliche Verrichtungen versehen, und in diesen beiden Fällen die folgenden Eigenschaften besitzen. Er muß Weltpriester sein, eine mit Seelsorge verbundene Pfründe, wenigstens vier Jahre lang, mit Eifer und Klugheit versehen haben, oder dem Bischofe in der Verwaltung der Diöcese oder der Seminarien behülflich gewesen sein, oder sich als Professor der Theologie oder des kanonischen Rechts ausgezeichnet haben. Die erste Ernennung der Domherren ist dem heil. Vater vorbehalten.

ART. XIII. Dem gleichen Domherren kann nicht mehr als Eine Würde übertragen werden; die des Probstes und des Dekans können nicht durch Domherren des gleichen Kantons bekleidet werden.

ART. XIV. Der Bischof wird in die Hände der Abgeordneten der das Bisthum Basel bildenden Stände den folgenden Eid leisten: „Ich schwöre und gelobe auf das heilige Evangelium Treue und Gehorsam den Regierungen der Kantone aus denen das Bisthum Basel besteht. Ueberdies gelobe ich, weder in noch ausser der Schweiz ein Verständniss zu pflegen, an einem Rathschlage Theil zu nehmen, und eine verdächtige Verbindung zu unterhalten, welche die öffentliche Ruhe gefährden könnte, und sollte ich je Kenntniss erhalten von einem dem Staate schädlichen Komplotte, sei es in meiner Diöcese oder anderswo, so werde ich die Regierung davon in Kenntniss setzen.“

ART. XV. Es wird hier die feierliche Versicherung gegeben, daß wenn früher oder später der Sitz des Bischofs und des Domkapitels ausser der Stadt Solothurn verlegt werden sollte, alsdann das Stift zu St. Urs und Victor wieder auf den gleichen Fuß werde hergestellt werden, auf dem es sich zur Zeit seiner Erhebung zum Domkapitel befunden hatte.

ART. XVI. Der Beitritt zur neuen Umschreibung des Bisthums Basel, ist den Kantonen Basel und Aargau für ihre katholische Bevölkerung, die nicht schon einbegriffen ist, vorbehalten und gesichert, so wie dem Kanton Thurgau, nach den durch obigen Vertrag festgesetzten Grundlagen. Im Falle daß einer oder der andere der benannten Kantone beitreten würde, so wird das bischöfliche Tafelgut bis auf das Maximum von zehn tausend Schweizer Franken nach dem Maafsstabe der katholischen Bevölkerung des beitretenden Kantons vermehrt. Wenn die Vereinigung aller oben genannten Kantone statt finden sollte, so soll die Diöcese mit einem Weih-Bischofe versehen werden, den der Bischof wählen, und dem die Diöcesenkantone ein jährliches Einkommen von 2000 Schweizer Franken sichern werden. Jede weitere Anordnung in Bezug auf den Beitritt der erwähnten Kantone ist einer späteren Uebereinkunft vorbehalten.

Die Ratifikationen dieser gegenwärtigen Uebereinkunft, die in Doppel ausgefertigt und gesiegelt worden, sollen, sobald immer möglich, ausgefertigt werden.

So geschehen zu Luzern den 20sten März 1828.

7.

1828 *Convention entre l'Autriche et la Suisse sur l'extradition réciproque des criminels, signée à Zurich le 14 Juillet 1828.*

(*Wiener Hofzeitung* 1828. 4 Octbr. *Neueste Staatsakten* Bd. 13. p. 104).

Nachdem Sr. k. k. apostol. Majestät und die Kantons der hochlöblichen schweizerischen Eidgenossenschaft sich entschlossen haben, zur Befestigung des freundnachbarlichen Vernehmens und größerer Sicherheit beiderseitiger Staaten über die wechselseitige Auslieferung der Verbrecher einen Vertrag zu Stande zu bringen, so haben die Bevollmächtigten beider Regierungen, nämlich: von Seiten Sr. obgedachten k. k. apostol. Majestät Allerhöchstdero wirklicher Geheimenrath, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft, Inhaber des silbernen Civilehrenkreuzes, Großkreuz mehrerer hohen Orden, Franz Freiherrn v. Binder-Kriegelstein, und von Seiten der hochlöblichen schweizerischen Eidgenossenschaft Herr Vinzenz von Ruttimann, Altamann der Schweiz, Schultheiß der Stadt und Republik Luzern, Kommandeur der königl. französischen Ehrenlegion, H. Franz von Meyenburg, Bürgermeister des Standes Schaffhausen und Herrn Albrecht Gottlieb von Steiger, Mitglied des kleinen und des geheimen Raths der Stadt und Republik Bern, mit Vorbehalt der unmittelbaren Genehmigung Sr. k. k. apost. Majestät und der eidgenössischen Kantone, über folgende Punkte sich vereinigt:

Art. I. Die wechselseitige Auslieferung der Verbrecher, welche in dem gegenwärtigen Vertrage festgesetzt wird, soll nur schwerer Verbrechen wegen statt finden. Unter schweren Verbrechen werden verstanden: Hochverrath und Aufruhr, ein mit Vorsatz und Ueberlegung unternommener Mord; Giftmischung; vorsätzliche Brandstiftung, Diebstahl mit Einbruch

oder Gewalt gegen die Person; Diebstahl auf öffentlichen Bleichen; Entführung von Pferden und Vieh von öffentlichen Weiden; Straffenraub; Entwendung oder Veruntreuung öffentlicher Gelder; Verfälschung von Staatspapieren, die entweder als Münze gelten oder als Schuldverschreibungen von einer öffentlichen Kasse ausgestellt worden; Verfälschung von Privatschuldscheinen und Wechseln; Falschmünzerei und betrügerische Bankerutte. 1828

ART. II. Oesterreichische Unterthanen, welche a) in den österreichischen Staaten ein schweres Verbrechen, oder b) welche in der Schweiz ein auf die österreichischen Staaten sich beziehendes Verbrechen des Hochverraths, des Aufruhrs, der Verfälschung der Staatskreditpapiere oder der Münzen begangen haben, und in der Schweiz betreten werden, sollen an Oesterreich ausgeliefert werden. Schweizerische Angehörige, welche a) in der Schweiz ein schweres Verbrechen, oder b) welche in den österreichischen Staaten ein auf die Eidgenossenschaft oder auf die verschiedenen Kantone derselben sich beziehendes Verbrechen des Hochverraths, des Aufruhrs, der Verfälschung der Staatskreditpapiere oder der Münzen begangen haben, und in den österreichischen Staaten betreten werden, sollen an die Schweiz ausgeliefert werden.

ART. III. Oesterreichische Unterthanen, welche in der Schweiz was immer für ein Verbrechen begangen haben, und in den österreichischen Staaten betreten werden, sind zur Untersuchung und Bestrafung an die Schweiz nicht abzuliefern. Schweizerische Angehörige, welche in den österreichischen Staaten was immer für ein Verbrechen begangen haben, und in der Schweiz betreten werden, sind zur Untersuchung und Bestrafung an Oesterreich nicht auszuliefern. Die Beurtheilung geschieht jedesmal nach den Gesetzen des Landes, dessen Behörden sprechen.

ART. IV. Wenn ein von einem der kontrahirenden Staaten reklamirter Verbrecher in dem Gebiete des anderen Staates ein schwereres oder eben so schweres Verbrechen begangen hätte, so hat die Auslieferung in diesem Falle nur nach erfolgtem Urtheile und vollzogener Strafe zu geschehen.

1828 **ART. V.** Wäre es nothwendig, daß zur Erhebung eines Verbrechens oder seiner Umstände österreichische Unterthanen oder schweizerische Angehörige zur Ablegung eines Zeugnisses vernommen werden müßten, so werden dieselben, auf vorläufige Ersuchungsschreiben, die Zeugnisse vor ihrem natürlichen Richter der Regel nach ablegen. Die persönliche Stellung der Zeugen kann auch in außerordentlichen Fällen, wenn nämlich solche zur Anerkennung der Identität eines Verbrechers oder der Sachen nothwendig ist, von der Regierungsbehörde begehrt, und insofern dadurch eine bloß freiwillige Aussage der Zeugen beabsichtigt wird, kann diese mündliche Abhörung nicht verweigert werden. Sollten hingegen diese Verhöre weiter als auf eine freiwillige Aussage oder gar auf eine Verflechtung des Zeugen mit dem Verbrecher zielen, so muß diese Absicht in dem Ersuchsschreiben ausgedrückt werden. Von dem natürlichen Richter des angerufenen Zeugen hängt es dann ab, ob die persönliche Stellung zu bewilligen, oder von ihm selbst gegen den Zeugen das angemessene zu verfügen sei.

ART. VI. Wenn ein österreichischer Unterthan oder ein schweizerischer Angehöriger, innerhalb des Gebiets des Staats, zu welchem er gehört, in Untersuchung kommt und eines schweren Verbrechens schuldig befunden wird, das er in dem Gebiete des andern kontrahirenden Staats begangen hat, so soll davon der betreffende Behörde dieses Staates Kenntniss gegeben, und insbesondere dasjenige was zur Aufindung allenfalsiger Mitschuldiger, die sich in dem letztern Staate befinden würden, oder für dessen Justizpflege von Wichtigkeit sein könnte, aus den Akten mitgetheilt werden.

ART. VII. In den zur Auslieferung geeigneten Fällen, ist beides weder das Geständniss noch die Ueberweisung des Verbrechers nothwendig, sondern es ist genug, daß von dem Staate, der die Auslieferung verlangt, der Beweis geleistet werde, daß von einer hiezu kompetenten Behörde, nach gesetzlicher Form und Vorschrift die Untersuchung wegen eines der im Art. I. benannten Verbrechen, gegen das reklamirte Individuum erkannt worden sei, und die Be-

weise oder erheblichen Inzichten, auf welche sich diese 1828 Erkenntniß gründet, mitgetheilt werden.

ART. VIII. Die Auslieferung soll auf diplomatischem Wege nachgesucht werden, inzwischen aber die Verhaftung auch auf das Ansuchen der Untersuchungsbehörden oder der Ortsobrigkeit vorgenommen werden. Zu diesem Ende haben sich die Oesterreichischen Gerichte an die Kantonsregierungen und diese sich hinwieder unmittelbar an die österreichischen Gerichte zu wenden. Die Vollziehung der Auslieferung wird aber erst dann statt finden, wenn die Identität des Angeschuldigten ausgemittelt und die im Art. VII bestimmte Mittheilung gemacht sein wird.

ART. IX. Bei der Auslieferung sind in der Regel a) für die erste Verhaftung oder Abführung des Beschuldigten aus dem Gefängnisse 2 Fl. k. M.; b) für jeden Bogen der Inquisitionsakten 10 Kr. k. M.; c) für Botengänge auf jede Meile 10 Kr. k. M.; d) für die Verpflegung der Beschuldigten täglich 20 Kr. k. M. nebst den bei seiner Ueberlieferung bis zum nächsten Gränzorte aufgelaufenen und jedesmal gehörig zu bescheinigenden Kosten zu vergüten. Für alle übrigen Verrichtungen als: Kommissionen, Verhöre, oder was sie sonst für einen Namen haben mögen, findet keine Zahlung statt.

ART. X. Sollten jedoch durch eingetretene Erkrankung des Verhafteten die Verpflegungskosten desselben vermehrt werden, so soll auch eine verhältnismäßige Erhöhung der Kostenvergütung statt finden.

ART. XI. Alle Gegenstände, die der Verbrecher in dem einen Lande, durch das Verbrechen an sich gebracht hat, und die in dem andern Lande vorgefunden worden, sind unentgeltlich zurückzustellen. Die Uebergabe sowohl dieser, als diejenige des Verbrechers selbst, soll jedesmal an die nächste Gerichts- oder Polizeistelle des reklamirenden Staates geschehen.

ART. XII. Sollten in der Folge einige Artikel des gegenwärtigen Vertrages einer Erläuterung bedürfen, so wird durch diplomatische Verhandlungen hierüber ein gütliches Uebereinkommen getroffen werden.

ART. XIII. Denjenigen eidgenössischen Ständen, welche dem gegenwärtigen Vertrage bis zum Zeit-

1828 punkte der Ratifikationen nicht beigetreten sind, soll, auch nach geschehener Auswechslung derselben, der Beitritt zu jeder Zeit freistehn.

ART. XIV. Gegenwärtiger Vertrag soll spätestens binnen sechs Wochen ratificirt werden, und nach förmlicher Auswechslung der Urkunden als ein Staatsvertrag von beiden Seiten unter allen Verhältnissen, während der nächsten fünf und zwanzig Jahre, vom Tage der Auswechslung an gerechnet, unwiderrufliche Gültigkeit erhalten, ohne jedoch früheren Verträgen des einen oder andern Staates mit einem dritten Staate Abbruch zu thun. Nach Ablauf des festgesetzten Termins kann dieser Vertrag mit gegenseitigem Einverständnisse erneuert werden. Zur Bestätigung desselben haben die beiderseitigen Bevollmächtigten ihn doppelt ausgefertigt, unterschrieben und ihre Siegel beigeschloßen.

Geschehen Zürich, den 14ten Jul. 1828.

Auf Auftrag des hohen Vororts haben die Unterzeichneten zugleich für den abwesenden zweiten Bevollmächtigten, Herrn Bürgermeister von Meyenburg, mit unterschrieben.

BINDER.

VINZENZ RUTTIMANN.

A. V. STEIGER.

8.

Traité entre l'amiral Codrington et Mehemed Ali Pascha d'Égypte concernant l'évacuation de la Morée, signé à Alexandrie le 6 Août 1828.

(*Preussische Staatszeitung* vom 13ten October 1828.

Neueste Staatsakten Bd. 13. p. 52).

Durch die verschiedenen von Seiten Ibrahim Pascha's, des Oberbefehlshabers der in Morea befindlichen ägyptischen Armee, nach einander eingelaufenen Berichte, ist Sr. Hoheit Mehemed Ali Pascha, Vessir von Ae-

gypten, von der absoluten Ummöglichkeit überzeugt 1828 worden, in welcher sich sein Sohn befand, sich länger in der schrecklichen Lage behaupten zu können, in die dessen Truppen durch Mangel an Lebensmitteln gerathen waren, und die ihn zu gleicher Zeit in die schmerzliche Nothwendigkeit versetzt, Ibrahim Pascha zu autorisiren, mit Ihren Excellenzen den kommandirenden Admiralen der Kriegsflotten der verbündeten Mächte in den Gewässern der Levante in Unterhandlungen zu treten, um für sich, für seine Armee und das Interesse der hohen Pforte, die er in Morea zu unterstützen und zu vertheidigen beauftragt ist, eine ehrenvolle Kapitulation abzuschließen.

In Folge dieser Autorisation hatte S. Hoheit Ibrahim Pascha, am 6ten Juli d. J. eine Konferenz mit Ihren Excellenzen den Admiralen de Rigny und von Heyden und dem Herrn Commodore Campbell. In dieser Unterredung gab Ibrahim Pascha die förmliche Erklärung ab: daß er zur Räumung bereit sei, seine Truppen aber nur in türkischen Schiffen absenden würde. Er machte sich verbindlich, keinen griechischen Sklaven mit seiner Armee wegzuführen. Er widersetzte sich der ihm gemachten Forderung, diejenigen Sklaven auszuliefern, die nach der Schlacht von Navarin nach Aegypten waren gesandt worden, mit der Aeußerung daß diese Bedingung nicht von ihm abhängen, und die Grenzen seiner Vollmacht überschreite.

Der von den ägyptischen Truppen besetzten *Festungen* geschah gar keine Erwähnung; die Entscheidung ihres Schicksals behielt man sich vor, bis Admiral Codrington sich in Corfu mit seinen Kollegen vereint haben würde. Ihre Excellenzen traten hierüber in Berathschlagung, in deren Folge bestimmt ward, daß Admiral Codrington sich nach Alexandrien begeben würde, um mit Sr. Hoheit Mehemed Ali Pascha über diejenigen Bedingungen definitiv zu unterhandeln, die von Sr. Hoheit selbst vorgeschlagen, und in der Konferenz vom 6ten Julius nicht abgeschlossen worden waren, und um sich zu gleicher Zeit über die besten Maafsregeln zur Bewerkstelligung der Räumung zu vereinigen.

Heute am 6ten Aug. 1828 hatte in Folge dieses Beschlusses der Admiral Codrington eine Privataudienz

1828 bei Sr. Hoheit Mehemed Ali Pascha; in des Admirals Begleitung befanden sich nur die Herren Drovetti, Generalkonsul Seiner allerchristlichen Majestät, Crocker, Großbritannischer Konsul, der Commodore Campbell, der Kapitän Richards, der Kapitän Curzon und der Kapitän W. Codrington.

Nach langer Diskussion über die Hauptartikel der Räumung, die von ägyptischen Truppen in Morea besetzten Festungen, und die Freilassung der nach der Schlacht von Navarin aus dem Peloponnes nach Aegypten geführten griechischen Sklaven, in welcher Diskussion der Vessier sich besonders angelegen sein liefs, die Unverschämtheit zu schildern, mit welcher französische und englische Zeitungschreiber die Anzahl dieser Sklaven übertrieben, und von der schlechten Behandlung gesprochen hätten, der sie in Aegypten ausgesetzt seien, kam man in Hinsicht der Räumung Morea's von Seiten der ägyptischen Truppen unter folgenden Bedingungen überein:

ART. I. Se. Hoheit Mehemed Ali Pascha macht sich verbindlich, die nach der Schlacht von Navarin aus Morea nach Aegypten geführten Sklaven wieder auszuliefern. Er wird damit den Anfang machen, alle diejenigen Sklaven, über welche er für den Augenblick disponiren kann, zur Verfügung des Admirals Codrington zu stellen.

Was diejenigen unter ihnen betrifft, welche das Eigenthum von Privatpersonen geworden, so verspricht Se. Hoheit seine guten Dienste wirksam eintreten zu lassen, damit die Konsuln der fremden Mächte, jene Sklaven so viel wie möglich und zu den möglichst guten Bedingungen loskaufen können. Der Admiral Codrington macht sich dagegen seinerseits verbindlich, sämtliche ägyptische Soldaten und Unterthanen, welche in griechischer Kriegsgefangenschaft sind, so wie auch die Offiziere und Mannschaft der von dem Hussar in den Gewässern von Modon aufgebrachten ägyptischen Korvetten in Freiheit setzen zu lassen.

ART. II. Se. Hoheit Mehemed Ali Pascha verspricht in möglichst kurzer Zeit, alle disponibelen Kriegs- und Transportschiffe abzusenden, welche nach Navarin segeln und dort die ägyptischen Trup-

pen an Bord nehmen sollen. Diese Truppen sollen, 1828 sobald wie möglich, Morea gänzlich räumen.

ART. III. Die Kriegs- und Transportschiffe sollen durch englische und französische Fahrzeuge eskortirt werden, welche sie begleiten und mit ihnen in den Hafen von Navarin oder einen andern Hafen von Morea zu dem obenerwähnten Zwecke einsegeln werden.

ART. IV. Dieselben Schiffe sollen bei ihrer Abfarth von Navarin gleichfalls bis zum Angesicht des Hafens von Alexandria eskortirt werden.

ART. V. Weder Se. Hoheit Ibrahim Pascha noch irgend ein Offizier seiner Armee, und überhaupt keine von den in die Räumung inbegriffenen Personen, darf einen Griechen weder männlichen noch weiblichen Geschlechts, mitnehmen, wenn letzterer es nicht selbst wünscht.

ART. VI. Se. Hoheit Ibrahim Pascha kann in den festen Plätzen Patras, Castel-Tornese, Modon, Koron und Navarin eine zu deren Vertheidigung hinreichende Besatzung zurücklassen.

Abgeschlossen zu Alexandria in Aegypten am obgedachten Tage, Monate und Jahre.

Siegel Sr. Hoheit des Pascha.

Zusatzartikel.

Se. Hoheit Mehemed Ali Pascha verpflichtet sich an Ibrahim Pascha den Befehl ergelen zu lassen, die Garnisonen von Patras, Castel-Tornese, Modon, Koron und Navarin so einzutheilen, daß in keinem Falle und unter keinem Vorwande mehr als 1200 ägyptische Soldaten für die Besatzung dieser Festungen zurückbleiben dürfen.

Siegel Sr. Hoheit des Pascha.

9.

1828 *Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le tribu des Winnebagos et les tribus unies des Potawatamies, des Chippewas et des Ottawas, conclu le 25 Août 1828 à Green Bay et ratifié par le président des Etats-Unis le 7 Janvier 1829.*

(Acts passed at the second session of the twentieth congress of the United States. Appendix p. 74).

The Government of the United States having appointed Commissioners to treat with the Sac, Fox, Winnebago, Potawatamie, Ottawa, and Chippewa, tribes of Indians, for the purpose of extinguishing their title to land within the State of Illinois, and the Territory of Michigan, situated between the Illinois river and the Lead Mines on Fever River, and in the vicinity of said Lead Mines, and for other purposes; and it having been found impracticable, in consequence of the lateness of the period when the instructions were issued, the extent of the country occupied by the Indians, and their dispersed situation, to convene them in sufficient numbers to justify a cession of land on their part; and the Chiefs of the Winnebago tribe, and of the united tribes of the Potawatamies, Chippewas, and Ottawas, assembled at Green Bay, having declined at this time to make the desired cession, the following temporary arrangement, subject to the ratification of the President and Senate of the United States, has this day been made, between Lewis Cass and Pierre Menard, Commissioners of the United States, and the said Winnebago tribe, and the United tribes of Potawatamie, Chippewa, and Ottawa, Indians, in order to remove the difficulties which have arisen in consequence of the occupation, by white persons, of that part of the mining

country which has not been heretofore ceded to the 1828
United States.

ART. I. It is agreed that the following shall be the provisional boundary between the lands of the United States and those of the said Indians: The Ouisconsin river, from its mouth to its nearest approach to the Blue Mounds; thence southerly, passing east of the said mounds, to the head of that branch of the Pocatolaka creek which runs near the Spotted Arm's village; thence with the said branch to the main forks of Pocatolaka creek; thence southeasterly, to the ridge dividing the Winnebago country from that of the Potawatamie, Chippewa and Ottawa tribes; thence southerly, with the said ridge, to the line running from Chicago to the Mississippi, near Rock Island. And it is fully understood, that the United States may freely occupy the country between these boundaries and the Mississippi river, until a treaty shall be held with the Indians for its cession; which treaty, it is presumed, will be held in the year 1829. But it is expressly understood and agreed, that if any white persons shall cross the line herein described, and pass into the Indian country, for the purpose of mining, or for any other purpose whatever, the Indians shall not interfere with nor molest such persons, but that the proper measures for their removal shall be referred to the President of the United States. In the mean time, however, it is agreed, that any just compensation to which the Indians may be entitled for any injuries committed by white persons on the Indian side of the said line, shall be paid to the said Indians at the time such treaty may be held — It is also agreed by the Indians that a ferry may be established over the Rock River, where the Fort Clark road crosses the same; and, also, a ferry over the same river at the crossing of the Lewiston road.

ART. II. The United States agree to pay to the Winnebago, Potawatamie, Chippewa, and Ottawa Indians, the sum of twenty thousand dollars, in goods, at the time and place when and where the said treaty may be held: which said sum shall be equitably divided between the said tribes, and shall be in full compensation for all the injuries and damages sustain-

1828 ed by them, in consequence of the occupation of any part of the mining country by white persons, from the commencement of such occupation until the said treaty shall be held. Excepting however, such compensation as the Indians may be entitled to, for any injuries hereafter committed, on their side of the line hereby established.

In testimony whereof, the said Commissioners and the Chiefs of the said tribes have hereunto set their hands, at Green Bay, in the Territory of Michigan, this 25th day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-eight.

LEWIS CASS.

PIERRE MENARD.

10.

Convention entre les trois amiraux et le plénipotentiaire d'Ibrahim Pascha concernant l'embarquement de ses troupes, du 7 Septembre 1828.

(*Oesterreichischer Beobachter. — Neueste Staatsakten Bd. 13. p. 63*).

Am siebenten September wurde zwischen den drei Admiralen und Baki-Effendi, dem Bevollmächtigten Ibrahim Pascha's, Folgendes über die Einschiffung der Truppen verabredet:

1. Dienstag den 9ten September beginnt die Einschiffung der Truppen nebst Pferden und Gepäck.

2. Da für die eingeschifften Pferde kein Futter da ist, so wird man von Zante 500 Ardebs Korn und Gerste, welche dort im Depot liegen, kommen lassen.

3. Da sämtliche Truppen nicht auf der ersten Abtheilung der Flotte eingeschifft werden können, so soll es Ibrahim Pascha freistehn, Lebensmittel von einem seiner Fahrzeuge zu beziehen, um die Truppen, welche erst bei Ankunft der zweiten Flottenabtheilung aus Aegypten abgehen können, Tag für Tag zu ernähren.

4. Da Ibrahim Pascha 3 bis 400 Kranke zu 1828 Patras gelassen hat, so kann derselbe eines oder zwei Schiffe dahin schicken, um sie abzuholen; er verpflichtet sich dafs keine Lebensmittel von diesen Fahrzeugen ausgeschifft werden.

5. Die Einschiffung der Truppen geschieht zu Navarin, und da erklärt worden ist, dafs kein griechischer Gefangener mitgenommen werden darf, so werden Offiziere mit Dolmetschern am Einschiffungs-orte zugesein, um sich von der Vollziehung dieser Disposition zu überzeugen.

6. Die Einschiffung, welche am 9ten beginnt, wird, wenn der Zustand der See nicht entgegen ist, ohne Unterbrechung fortgesetzt.

7. Unter keinem Vorwande dürfen andere Lebensmittel als die, welche zum Unterhalte der Truppen, die den zweiten Konvoi erwarten, bestimmt sind, ausgeschifft werden.

11.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Potawatamies, conclu à St. Joseph le 20 Septembre 1828 et ratifié par le président des Etats-Unis le 7 Janvier 1829.

(Acts passed at the second session of the twentieth congress of the United States. Appendix p. 77).

Articles of a treaty made and concluded at the Missionary Establishment upon the St. Joseph, of Lake Michigan, in the Territory of Michigan, this 20th day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty eight, between Lewis Cass and Pierre Menard, Commissioners, on the part of the United States, and the Potawatamie tribe of Indians.

1828 **ART. I.** The Potawatamie tribe of Indians cede to the United States the tract of land included within the following boundaries.

1. Beginning at the mouth of the St. Joseph, of Lake Michigan, and thence running up the said river to a point on the same river, half way between Lavache-qui-pisse and Macousin village; thence in a direct line, to the 19th mile tree, on the northern boundary line of the State Indiana; thence, with the same, west, to Lake Michigan; and thence, with the shore of the said Lake, to the place of beginning.

2. Beginning at a point on the line run in 1817, due east from the southern extreme of Lake Michigan, which point is due south from the head of the most easterly branch of the Kankekee river, and from that point running south ten miles; thence, in a direct line, to the northeast corner of Flatbelly's reservation; thence, to the northwest corner of the reservation at Seek's village; thence, with the lines of the said reservation, and of former cessions, to the line between the States of Indiana and Ohio; thence, with the same to the former described line, running due east from the southern extreme of Lake Michigan; and thence, with the said line, to the place of beginning.

ART. II. In consideration of the cessions aforesaid, there shall be paid to the said tribe an additional permanent annuity of two thousand dollars; and also an additional annuity of one thousand dollars, for the term of twenty years; goods, to the value of thirty thousand dollars, shall be given to the said tribe, either immediately after signing this treaty, or as soon thereafter as they can be procured; an additional sum of ten thousand dollars, in goods, and another of five thousand dollars, in specie, shall be paid to them in the year 1829.

The sum of seven thousand five hundred dollars shall be expended for the said tribe under the direction of the President of the United States, in clearing and fencing land, erecting houses, purchasing domestic animals and farming utensils, and in the support of laborers to work for them.

Two thousand pounds of tobacco, fifteen hundred weight of iron, and three hundred and fifty pounds of steel, shall be annually delivered to them.

One thousand dollars per annum shall be applied 1828 for the purposes of education, as long as Congress may think the appropriation may be useful.

One hundred dollars, in goods, shall be annually paid to To-pen-i-be-the, principal chief of the said tribe, during his natural life. The blacksmith, stipulated by the treaty of Chicago to be provided for the term of fifteen years, shall be permanently supported by the United States.

Three laborers shall be provided, during four months of the year, for ten years, to work for the band living upon the reservation south of the St. Joseph.

ART. III. There shall be granted to the following persons, all of whom are Indians by descent, the tracts of land hereafter mentioned, which shall be located upon the second cession above described, where the President of the United States may direct, after the country may be surveyed, and to correspond with the surveys, provided that no location shall be made upon the Elkheart Prairie, nor within five miles of the same; nor shall the tracts there granted be conveyed by the grantees, without the consent of the President of the United States.

To Sah-ne-mo-quay, wife of Jean B. Dutrist, one-half section of land.

To Way-pe-nah-te-mo-quay, wife of Thomas Robb, one-half section of land.

To Me-no-ka-mick-quay, wife of Edward McCarty, one-half section of land.

To Ship-pe-shick-quay, wife of James Wyman one-half section of land.

To Assapo, wife of Antoine Gamlin, one-half section of land.

To Moahquay, wife of Richard Chabert, one-half section of land.

To Me-shaw-ke-to-quay, wife of George Cicot, two sections of land.

To Mary Prejean, wife of Louis St. Combe, one section of land.

To To-pe-naw-koung, wife of Peter Langlois, one section of land.

To Au-bee-nan-bee, a Potawatamie chief, two sections of land.

36 *Tr. entre les États-Unis et les Potawatamies.*

1828 To Me-che-hee, wife of Charles Minie, a half section of land.

To Louison, a Potawatamie, a reservation of one section, to include his house and cornfield.

To Kes-he-wa-quay, wife of Pierre F. Navarre, one section of land.

To Benac, a Potawatamie, one section of land.

To Pe-pe-ne-way, a chief, one section of land.

To Pierre Le Clair, one section of land.

To Joseph Barron, a white man who has long lived with the Indians, and to whom they are much attached, two sections of land; but the rejection of this grant is not to affect any other parts of the treaty.

To Betsey Ducharme, one-half section of land. The section of land granted by the treaty of Chicago to Nancy Burnett, now Nancy Davis, shall be purchased by the United States, if the same can be done for the sum of one thousand dollars.

To Madeleine Bertrand, wife of Joseph Bertrand, one section of land.

ART. IV. The sum of ten thousand eight hundred and ninety-five dollars shall be applied to the payments of certain claims against the Indians, agreeably to a schedule of the said claims hereunto annexed.

ART. V. Circumstances rendering it probable that the missionary establishment now located upon the St. Joseph, may be compelled to remove west of the Mississippi, it is agreed that when they remove, the value of their buildings and other improvements shall be estimated, and the amount paid by the United States. But, as the location is upon the Indian reservation, the Commissioners are unwilling to assume the responsibility, of making this provision absolute, and therefore its rejection is not to affect any other part of the treaty.

ART. VI. This treaty shall be obligatory, after the same has been ratified by the President and Senate of the United States.

In testimony whereof, the Commissioners, and the Chiefs and Warriors of the said tribe, have hereunto set their hands, at the place, and upon the day aforesaid.

LEWIS CASS.

PIERRE MENARD,

12.

*Déclaration ministérielle tenant lieu 1828
d'une Convention renouvelée d'étap-
pes entre la Prusse et le grand-duché
de Hesse du 7 Octobre 1828.*

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten. 1832. Nr. 4. p. 17).

Nachdem die zwischen der Königlich Preussischen und der Großherzoglich - Hessischen Regierung am 1sten Januar 1827 zu Frankfurt am Main abgeschlossene Militair-Durchmarsch- und Etappen-Convention, der in dem §. 33. derselben enthaltenen Bestimmung zufolge, mit dem 1sten Januar 1827 abgelaufen ist, das Bedürfnis eines, die diesfälligen gegenseitigen Verhältnisse regelnden Uebereinkommens aber noch fort dauert; so haben die beiderseitigen Ministerien, Kraft der ihnen von ihren resp. Gouvernements ertheilten Auftrages nachstehende anderweite Uebereinkunft verabredet:

ART. I. Feststellung der Königlich - Preussischen Militairstraßen, der Haupt-Etappen-Oerter und der Etappenbezirke.

§. 1. A. Militairstrasse von Erfurt nach Coblenz.

Die Linie der Militairstrasse, welche von Coblenz nach Erfurt führt, berührt im Großherzogthum Hessen folgende Haupt-Etappen-Oerter mit den dazu bestimmten Etappenbezirken.

Von Hersfeld nach Alsfeld, zu vier Meilen gerechnet, ist Alsfeld der Hauptetappen-Ort. Der Etappenbezirk besteht aus den Orten: Romrod, Lindenbach, Altenburg, Zell, Billertshausen, Endorf, Eifa, Elbenrod, Dotzelrod und Reibertenrod.

Von Alsfeld nach Grünberg, zu vier Meilen an gerechnet, ist Grünberg der Haupt-Etappen-Ort. Der Etappenbezirk besteht aus den Orten: Reiskirchen, Lindenstruth, Eckingshausen, Münster, Seesen, Horbach, Göbelnrod, Türckborn, Wetterfeld, Lauter,

1828 Wirberg, Stangenrod, Flensungen, Weitpertsbain, Merlau und Ilsdorf.

Von Grünberg nach Giessen zu drei Meilen gerechnet, ist Giessen zwar der Haupt-Etappen-Ort; er nimmt aber bloß den Stab und die Hauptquartiere auf, und kommt mit seinen Feuerstellen nicht in Aufrechnung. Der Etappenbezirk besteht weiter:

Aus den Großherzoglich-Hessischen Orten: Heuchelsheim, Kleinlinden, Großlinden, Leihgestern, Wiseck, Großenbuhsek, Burkhardsfelden, Annerod, Trohn, Rödichen und Altenbusek. An Königlich-Preussischen Ortschaften wird diesem Etappenbezirke beigegeben: Atzbach, Dudenhofen, Münchholzhausen, Knizebach, Lützenlinden, Groß- und Kleinrechtenbach.

Von Giessen bis nach Braunfels werden drei Meilen gerechnet. Zu dem Etappenbezirke dieser letztern Etappe, so wie zu dem Rayon von Wetzlar, werden keine großherzogliche Orte zugezogen.

B. Militairstraße von Coblenz nach Mainz.

Auf dieser Militairstraße ist St. Goar die nächste Königlich-Preussische Etappe. — Von St. Goar bis Bingen zu vier Meilen gerechnet, ist Bingen der Haupt-Etappen-Ort. Der Etappenbezirk besteht sodann nebst Bingen noch aus den Großherzoglich-Hessischen Orten: Kempten, Galshain, Büdesheim und wird aus den Königlich-Preussischen Orten zu dem Etappenbezirke beigegeben: Münsler, Sarresheim, Weiler, Waldagelsheim, Niederheimbach, und Dreieckshausen.

C. Militairstraße von Mainz auf Trier, Luxemburg und Saarlouis.

Auf dieser Militairstraße ist die nächste Königlich-Preussische Etappe, Simmern.

Von Simmern bis Bingen, zu vier Meilen gerechnet, ist Bingen der Haupt-Etappen-Ort, dessen Etappenbezirk auch für diese Straße aus den vorstehend sub B. gedachten Großherzoglich-Hessischen und Königlich-Preussischen Ortschaften besteht.

Bei den Etappenbezirken, bei denen die Rayons gemeinschaftlich sind, wird die Einquartierung nach der Anzahl der Feuerstellen repartirt, und jede Feuerstelle, das Haus mag groß oder klein sein, als eine Einheit angenommen. — Rücksichtlich der einzuquartierenden Mannschaft wird der Soldat und Unteroffi-

zier als eine Einheit, für den Subaltern-Offizier das 1828 Dreifache und für den Kapltain das Vierfache derselben in Ansatz gebracht und nach diesen Verhältnissen die Vertheilung der Einquartierung auf die einzelnen Ortschaften des Etappenbezirks, durch die Großherzogliche Etappen-Behörde vorgenommen. Dem Königlichen Preussischen Etappen-Inspector steht in solchen gemeinschaftlichen Rayons die Einsicht der Etappenbücher zu, um sich hieraus zu überzeugen, daß die Vertheilung der Einquartierung durchgehends nach den Grundsätzen dieser Konvention geschehen sei, und sich im Zeitraume von drei Monaten die Last auf sämtliche Gemeinden des Etappenbezirks thunlichst vertheilt habe.

§. 2. Da man Königlich-Preussischer Seits gewünscht hat, zur Erleichterung der Stadt Mainz, einen Theil der dortigen Königlichen Garnison auf so lange nach Wetzlar zu verlegen, bis der Kasernenbau zu Mainz so weit vorgerückt ist, um den Königlich-Preussischen Antheil an der Besatzung vollständig aufnehmen zu können, so haben Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Hessen zu dieser Absicht gern die Hand geboten, und bewilligen, bis zur Beendigung des Kasernenbaus, daß die Königlichen Truppen der Garnison von Mainz, welche von da nach Wetzlar und von dort wieder zurückmarschieren, ihr Nachtlager in Friedberg nehmen. Auch gestatten Seine Königliche Hoheit eben dieses Nachtlager zu Friedberg für diejenigen zur Garnison von Mainz gehörigen Königlichen Truppen, welche über Höchst und Grünberg nach den rückwärts liegenden Königlichen Landen, oder von dort nach Mainz marschieren, mit der Bemerkung, daß diese Bewilligung auf andere zur Garnison von Mainz nicht gehörige Königlich-Preussische Truppen keine Anwendung findet. Für dieses Nachtlager treten alle jene Bedingungen und Vergütungspreise ein, welche diese Konvention für die auf den beiden Militairstraßen marschierenden Königlich-Preussischen Truppen festgesetzt. Es wird übrigens zur Unterstützung der Stadt Friedberg, derselben ein Rayon beigegeben, der aus den Ortschaften Ober- und Niederwöllstadt, Ockstadt, Ober- und Niedermörle, Fauerbach, und Bruchentrüben besteht. — Die Entfernung von Höchst nach

1828 Friedberg wird hierbei zu vier Meilen, jene von Friedberg nach Grünberg zu vier Meilen und jene von Friedberg nach Wetzlar zu 4½ Meile angenommen.

§. 3. Die Königlich - Preussischen Truppen sind gehalten, auf keinen anderen, als den bezeichneten Etappenstraßen zu marschieren, und nur die benannten Orte als Etappen - Orte zu betrachten. Kleinere dagegen handelnde Detachements und einzeln marschierende Militairpersonen werden von den Landesbehörden an die zunächst gelegene Preussische Militair - Behörde abgeliefert. Größere Korps, welche nicht angehalten werden können, werden der Preussischen Liquidationsbehörde angezeigt, welche die an dieselbe geschehenen Leistungen aller Art nicht in den Preisen dieser Konvention, sondern in den von den Beamten attestirten kostenden Preisen, so wie allen durch den Marsch entstandenen Schaden, nach der unter Zuziehung des Königlich - Preussischen Etappen - Inspecteurs vorzunehmenden pflichtmäßigen Taxation dreier Taxatoren, bezahlen wird.

§. 4. Die Königlich - Preussischen Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detachements bis 50 Mann (welche in die Barracken kommen, sobald dieselben eingerichtet sein werden), sind gehalten, nach jedem als zum Etappenbezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Großherzoglichen Etappen - Behörde angewiesen wird; es sei denn, daß dieselben Artillerie -, Munitions - oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. — Diesen Transporten, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militairstraße liegen. — In andere Ortschaften, als die obenerwähnten, dürfen die Truppen nicht gelegt werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeekorps in starken Echellons marschiren. — In solchen Fällen werden sich die mit der Dislokation beauftragten Königlich - Preussischen Offiziere mit den Großherzoglichen Etappen - Behörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

§. 5. An jedem Etappen - Orte wird eine Großherzoglich - Hessische Behörde aus dem betreffenden Landrathe oder einem sonstigen Civilbeamten bestehend, ernannt, welche die Einquartierungs - Verpfle-

gungs- und Transport-Angelegenheiten, so wie die 1828 Etappen-Polizei leiten und besorgen wird.

§. 6. Die Königlich-Preussischen Etappen-Inspectoren zu Mainz, Hersfeld und Wetzlar, und zwar ersterer in Hinsicht auf die Etappe Bingen, der zweite auf die Etappe Alsfeld und letzterer in Hinsicht auf die übrigen Etappen, unterstützen die Großherzoglichen Etappen-Behörden in der Weise, daß sie alle bei ihnen angebrachte Beschwerden gegen die durchmarschierenden Königlichen Truppen, auf der Stelle zu entscheiden, zu schlichten, oder sonst zu beseitigen, besonders beauftragt sind. — Es ist ferner ihres Amts, durch die geeignete Requisition und Einleitung bei den Großherzoglichen Landesbehörden dahin zu wirken, daß die Königlichen Truppen auf den Etappen nach den Bestimmungen dieser Konvention behandelt, und die Wege allenthalben in fahrbarem Stande erhalten werden.

ART. II. *Instradierung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.*

§. 7. Die Marschrouten für die Königlich-Preussischen Truppen können allein von dem Königlich-Preussischen Kriegsministerium und von dem Königlich-Preussischen Generalkommando in Sachsen zu Magdeburg, und am Niederrhein zu Coblenz, mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von anderen Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

§. 8. In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Offiziere, Unteroffiziere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, daß die Großherzoglichen Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniß gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht Folgendes bestimmt:

Den Detachements bis zu 50 Mann ist Tages zuvor ein Quartiermacher vorzuschicken um bei der Großherzoglichen Etappen-Behörde das Nöthige anzumelden.

Von der Ankunft größerer Detachements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Eskadron, müssen die Großherzoglichen Etappen-Behörden wenigstens drei Tage vorher benachrichtigt werden. — Wenn

1828 ganze Bataillons, Eskadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschieren; so müssen nicht allein die Großherzoglichen Etappen-Behörden wenigstens acht Tage zuvor hiervon in Kenntniß gesetzt werden, sondern es sollen auch die Großherzoglichen Landesbehörden, namentlich für die Provinz Oberhessen die Großherzogliche Regierung zu Gießen, und für den übrerrheinischen Theil des Großherzogthums die Großherzogliche Regierung zu Mainz, wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Außerdem soll, wenn eines oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschieren, dem Corps ein kommandirter Offizier oder Kriegskommissair, wenigstens drei Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislokation, Verpflegung der Truppen, Stellung der Transportmittel u. s. w. mit den erwähnten Landesbehörden gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämtlichen Etappen-Oertern für das ganze Corps zu bereiten; hierbei soll jedoch solche Einrichtung getroffen werden, daß an einem Etappen-Orte niemals mehr als ein Regiment Infanterie oder Kavallerie an demselben Tage eintrifft. — Dieser kommandirte Offizier muß von der Zahl, der Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tage der Ankunft u. s. w. sehr genau unterrichtet sein.

§. 9. Da der bisher ohne Ruhetag fortgesetzte Marsch der Königlich-Preussischen Truppen auf der Straße von Erfurt nach Mainz und umgekehrt, welcher 32 Meilen beträgt, und auf der Straße von Erfurt nach Coblenz über Braunsfels, welcher 27 Meilen beträgt, die nachtheiligsten Folgen herbeigeführt hat, so hat die Großherzoglich-Hessische Regierung, nach dem Wunsche des Königlich-Preussischen Gouvernements, für diese Truppenmärsche einen Ruhetag in Alsfeld zwar gestattet, jedoch ist man dahin übereingekommen, daß zur Erleichterung der Großherzoglichen Lande, auch von den beiden andern fremdherrlichen Regierungen, deren Gebiet jene Truppenmärsche berühren, nämlich von der Kurfürstlich-Hessischen und der Großherzoglich-Sachsen-Weimarschen Regierung, gleichmäßig zur Erreichung jenes Zweckes in der Art mitgewirkt werde, daß, für die Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft, eine jede derselben einen gleichen Zeitraum hindurch den Preussi-

schen Truppen einen Rasttag auf ihrem Gebiete ge- 1828
statte. — Das Königlich-Preussische Gouvernement
wird sich mit der Kurfürstlich-Hessischen und Groß-
herzoglich-Sachsen-Weimarschen Regierung hierüber
näher vereinigen, so daß die von der Großherzog-
lich-Hessischen Regierung nach dem Inhalt des ge-
genwärtigen Paragraphen übernommene Verpflichtung
zur Gewährung eines Rasttages in Alsfeld sich auf
die drei Jahre vom 1sten October dieses Jahres an
bis zum ersten October 1831 beschränkt.

Da nicht minder bedeutende Nachtheile aus den
großen und ununterbrochen fortgesetzten Tagemär-
schen, auch für die Remonte hervorgegangen sind, so
hat die Großherzoglich-Hessische Regierung sich ver-
pflichtet, zu gestatten, daß die Remonte-Kommandos,
nach dem Empfange der Remonten, in einem Tage
nicht mehr als 2 bis 2½ Meile zurückzulegen haben
und nach zwei Marschtagen jedesmal einen Ruhetag
halten, wonach die betheiligten Großherzoglichen Be-
hörden mit Anweisung versehen werden sollen.

ART. III. *Einquartierung und Verpflegung der
Truppen und die dafür zu zahlende Vergütung
betreffend.*

A. *Einquartierung und Verpflegung der Mann-
schaft.*

§. 10. Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im
Dienst befindlichen Militärpersonen, wird weder Recht
auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben. Diejeni-
gen Truppen aber, welche zum Quartier und Ver-
pflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei
den Einwohnern, oder in den Barracken, deren An-
lage der Großherzoglichen Regierung überlassen bleibt.
Die Geräthschaften in den im Winter zu heizenden
Barracken, bestehen für den Unteroffizier und Gemei-
nen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, um seine Ar-
matur daran aufzuhängen, Stühlen oder hinreichenden
Bänken. Jeder Unteroffizier und Soldat ist gehalten,
mit der Einquartierung und Verpflegung in den Bar-
racken zufrieden zu sein, sobald er dasjenige erhält,
was er reglementsmäßig zu fordern berechtigt ist.

Die durchmarschierenden Truppen, welche der
Marschroute gemäß, bei den Unterthauen einquartiert
werden, erhalten auf die Anweisung der Großherzog-
lichen Etappen-Behörden und gegen auszustellende

1828 Quittung der Kommandierenden, die Naturalverpflegung vom Quartierwirth, indem Niemand ohne Verpflegung ferner einquartiert werden soll. — Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgestellt, daß der Offizier sowohl, wie der Soldat, mit dem Tische seines Wirthes zufrieden sein muß.

In den Fällen, wo Quartierträger nur ein einziges heizbares Zimmer besitzen, in welches wegen Enge des Raums und Anzahl der zur Familie gehörenden Personen, die Einquartierten nicht aufgenommen werden können und diesen keine geheizte Schlafstube angewiesen werden kann, wird den Großherzoglichen Ortsvorständen aufgegeben werden, für die nach Verschiedenheit der Jahreszeit erforderliche Bedeckung zu sorgen.

§. 11. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermäßigen Forderungen von Seiten der Soldaten vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unteroffizier und Soldat und jede zum Militair gehörende Person, die nicht den Rang eines Offiziers hat, kann in jedem Nachtquartiere, sei es bei den Einwohnern oder in den Barracken, verlangen: zwei Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ein halb Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirth Bier, Brantwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen sollen die Obrigkeiten dafür sorgen, daß hinreichender Vorrath von Bier und Brantwein in jedem Orte vorhanden ist, und daß der Soldat nicht übertheuert werde. — Die Subaltern Offiziere bis zum Kapitain exclusive, erhalten außer Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ein halbes Pfund Fleisch, alles vom Wirth gehörig gekocht, auch Mittags und Abends bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebraut wird, in der Etappe Bingen aber eine Bouteille Wein, Morgens zum Frühstück Kaffee, Butterbrod und ein achtel Quart Brantwein. Der Kapitain kann außer der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen.

§. 12. In der Regel erhält der General drei, der

Staabs-Offizier zwei und der Subaltern-Offizier ein 1828 Zimmer. Wenn jedoch nach dem Ermessen der Etappen-Behörde, die Anzahl der Truppen oder die Gelegenheit des Orts nicht gestattet, die bemerkten Zimmer zu geben, so werden die Königlichen Offiziere sich auch mit Wenigerem gern begnügen.

§. 13. Für diese Einquartierung und Verpflegung wird nach vorgängiger Liquidation von dem Königlich-Preussischen Gouvernment folgende Vergütung bezahlt:

Für den Soldaten	vier gute Groschen in Gold,		
- - Unteroffizier . . vier	-	-	-
- - Subaltern-Offizier zwölf	-	-	-
- - Kapitain	sechszehn	-	-

Die übrigen Königlichen Militairbeamten werden nach ihrem militairischen Range behandelt.

Staabs-Offiziere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in den Orten, wo dies nicht thunlich sein sollte, bezahlt für seine Person der Staabs-Offizier einen Reichsthaler in Gold, der Oberst und General einen Reichsthaler zwölf gute Groschen in Gold; wegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muß. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabs-Offizieren unmittelbar an die Quartierträger berichtet.

Für eine jede der den Königlich-Preussischen Truppen auf der Etappen-Straße anzuweisende Wachtstube von erforderlicher Gröfse, mit den gewöhnlichen Wacht-Utensilien versehen, werden in den Wintermonaten, nämlich in den Monaten October, November, December, Januar, Februar und März, incl. für das Feuer- und Erleuchtungs-Material, acht gute Groschen, in den sechs Sommermonaten, nämlich im April, Mai, Juni, Juli, August und September aber vier gute Gröschchen für jeden Tag, wo sich eine Wache darin befindet, in Ansatz gebracht.

§. 14. Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschröute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen, als die Kinder, gleich den Soldaten gegen die, oben festge-

1828 setzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Offiziere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

§. 15. Sollten durchinmarschierende Soldaten unterwegs krank werden; so sollen dieselben an die nächsten Königlich-Preussischen Etappen-Inspecteurs überwiesen werden.

B. Transport, Verpflegung und nächtliche Bewachung der Militair-Arrestaten.

§. 16. a) Die Verpflegung der Militair-Arrestaten wird in demselben Betrage vergütet, welcher §. 12. der gegenwärtigen Konvention für die Verpflegung der durchziehenden Militairs überhaupt festgesetzt worden ist.

b) Die Eskortirung (durch Landdragoner oder Landwehr) wird mit vier guten Groschen auf die Meile für jeden Eskortirenden, sei dieser nun zu Fuß oder zu Pferde, bezahlt.

c) Die Zahl der eskortirenden Mannschaft wird jedesmal von den Königlich-Preussischen Behörden unter dem Vorbehalte bestimmt werden, daß es den Großherzoglich-Hessischen Behörden überlassen bleibe, die Eskorte in einzelnen Fällen, wo Widerseztlichkeit zu besorgen ist, zu verstärken.

d) In Etappenplätzen, wo Garnison liegt, wird für die nächtliche Bewachung und Verwahrung der Arrestaten keine besondere Vergütung geleistet. Dagegen wird an denjenigen Etappen-Orten, die keine Garnison haben, und in den Fällen, wo anders kein entbehrlicher, leerer und gut verwahrter Raum mehr vorhanden und die Bewachung in einem weniger gesicherten Lokale unvermeidlich ist, Königlich-Preussischer Seits eine Entschädigung von sechs guten Groschen für jeden Wächter bezahlt.

e) Auf allen Etappenplätzen ohne Ausnahme aber wird die Heizung und Beleuchtung der Verwahrungs-orte der daselbst eintreffenden Preussischen Militair-Arrestaten, wenn jener Aufwand bloß um dieser letztern willen geschieht, für jede Nacht in den sechs Wintermonaten mit vier guten Groschen, in den sechs Sommermonaten aber mit zwei guten Groschen vergütet.

f) Dem Großherzoglich-Hessischer Seits hinsichtlich der Transportirung der Militair-Arrestaten

durch die Großherzogliche Provinz Oberhessen ge- 1828
äußerten Wünsche: daß solche, statt wie bisher über
Alsfeld, künftig über Marburg erfolgen und dabei auf
Innehaltung der gewöhnlichen Korrespondenztage ge-
halten werden möge, erklärt man sich Preussischer
Seits zu genügen bereit, sobald in Folge einer die-
serhalb mit der Kurbessischen Regierung anzuknüpfen-
den Unterhandlung die hierzu nöthige Zustimmung
dieser letztern erlangt sein wird.

C. Einquartierung und Verpflegung der Pferde.

§. 17. Die Etappen-Behörden und Ortsobrigkei-
ten werden gehörig dafür sorgen, daß den Pferden
stets möglichst gute reinliche Stallung angewiesen
werde. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden
eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine
Beschwerde bei der Ortsobrigkeit anzubringen; dage-
gen wird es Königlich-Preussischer Seits bei großer
Verantwortung untersagt werden, daß die Militär-
personen, welchen Rang sie auch haben mögen, die
Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle
ziehen und die ihrigen dagegen hineinbringen lassen.

§. 18. Der Fouragebedarf wird durch Lieferanten,
in ein in den Haupt-Etappen-Orte zu errichtendes
Etappenmagazin, für dessen Lokal die Lieferanten
selbst zu sorgen haben, beigeschafft, die Lieferung soll
von der Großherzoglichen Etappen-Behörde, für ei-
nen von dem Königlich-Preussischen Etappen-In-
specteur zu bestimmenden Zeitraum öffentlich verstei-
gert und dem Mindestfordernden übertragen werden. —
Nur wenn der Königlich-Preussische Etappen-Inspec-
tor mit dem Erfolge der ersten Versteigerung zufrie-
den ist, hat es bei dieser Versteigerung sein Bewen-
den, wenn ihm aber die Preise zu hoch scheinen, so
kann er auf einen zweiten Versteigerungstermin an-
tragen, welcher jedoch entscheidend ist. — Den Ge-
meinden, in denen kein Etappen-Ort ist, die aber zu
den Etappen-Bezirken gehören, wird auf den Fall,
wenn die Fourage von ihnen geliefert werden muß,
solche im Preise der letzten Versteigerung vergütet.

§. 19. Die Fourage-Rationen werden auf An-
weisung der Großherzoglichen Etappen-Behörden und
gegen Quittung des Empfängers, von den Lieferanten
an die Königlichen Truppen verabreicht und die da-

1828 bei entstehenden Streitigkeiten von der Etappen-Behörde sofort entschieden. In Fällen, in denen die Zeit nicht erlaubt, die Fourage aus dem Etappen-Magazine herbeizuschaffen, diese also von den Gemeinden geliefert werden muß, empfängt solche ein Kommandirter des Detachements von der Orts-Obrigkeit, und besorgt die weitere Vertheilung.

§. 20. Die Königlich-Preussische Regierung bezahlt an die Großherzoglich-Hessische und diese an die Lieferanten den Werth der abgelieferten Fourage, worüber sich letztere mit ordnungsmässigen Quittungen ausweisen, nach dem Versteigerungs-Preise.

§. 21. Für kranke, zurückgelassene Pferde werden die Kurkosten auf, durch die Großherzoglichen Etappen-Behörden attestirte, Rechnungen von dem Königlich-Preussischen Gouvernement vergütet.

Alle Bedürfnisse an Wagenreparaturen, Beschlägen der Pferde, Schuhen und anderen Dingen mehr, werden von den Truppen baar bezahlt.

ART. IV. *Verabreichung des Vorspanns und Stellung der Fußboten.*

§. 22. Die Transportmittel werden den durchmarschierenden Truppen auf Anweisung der Großherzoglichen Etappen-Behörden und gegen Quittung nur in so fern verabreicht, als deshalb in den im §. 7. näher bezeichneten Marschrouten das Nöthige bemerkt worden; und werden in den Marschrouten nur Fuhren und Vorspann zum Transporte von Artillerie, schwerer Bagage und Kranken, nicht aber für nicht erkrankte Personen, für Tornister und Gewehre gefordert werden.

Nur diejenigen Militairpersonen, welche unterwegs erkrankt sind, können außerdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschieren, durch das Zeugniß eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Königlich-Preussische Hospital Anspruch machen.

Die Großherzoglichen Physici, Aerzte und Wundärzte, sollen für die, erkrankten Militairs auszustellenden Atteste, nach Vorschrift der Königlich-Preussischen Medizinal-Ordnung entschädigt werden.

§. 23. Die Großherzoglichen Etappen-Behörden werden dafür sorgen, daß die nöthigen und verlang-

ten Transportmittel zur rechten Zeit gestellt werden. 1828
Unter Transportmitteln werden nur zweirädrige und vierrädrige Karren und Leiterwagen, angeschirrte Vorspannpferde, und in dringenden Fällen Reitpferde für die Offiziere gerechnet. Chaisen können nicht verlangt, und darf auf ein Pferd nicht mehr als vier und ein halber bis fünf Zentner gerechnet werden.

§. 24. Wenn bei Durchmärschen starker Armeekorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Kommandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dieses muss aber durch eine schriftliche, an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren gegen die hierbei sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird.

§. 25. Quartiermachende Kommandirte dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es sei denn, dass sie sich durch eine schriftliche Order des Königlichen kommandirenden Offiziers, als dazu berechtigt, legitimiren können.

§. 26. Die Transportmittel werden von einem Nachtquartiere bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Großherzoglichen Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschierenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bei der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen, dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschierenden Truppen oder einzeln reisende Militairpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tages zuvor eine ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen.

§. 27. Den Königlich - Preussischen Offizieren, wird es bei eigener Verantwortung zur besondern Pflicht

1828 gemacht, darauf zu achten, daß die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und daß die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt, auch im Selbstfahren nicht gestört werden.

§. 28. Als Vergütung für den Vorspann werden von dem Königlich-Preussischen Gouvernement an das Großherzoglich-Hessische, für jede Meile und für jedes Pferd, einschließlich des Wagens, sechs gute Groschen in Gold, für einen einspännigen Karren aber neun gute Groschen in Gold vergütet.

Die Entfernung von einem Nachtquartiere in das andere, wird der Entfernung des Etappen-Hauptorts bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitem oder nähern Weg zurückgelegt haben.

Da bei zu stellenden Reitpferden in der Regel zur Zurückbringung noch ein zweites Pferd für einen berittenen Reiter gestellt zu werden pflegt, so soll in solchen Fällen auch dies zweite Pferd nach den bisherigen Sätzen liquidirt und vergütet werden.

§. 29. Die Fußboten und Wegweiser dürfen von dem Militair nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Die Königlich-Preussische Regierung bezahlt das Botenlohn für jede Meile mit vier guten Groschen Gold, wobei jedoch der Rückweg nicht gerechnet wird.

ART. V. Aufrechthaltung der Ordnung und militairischen Polizei.

§. 30. Die Anstände, welche zwischen den Bequartierten und den Soldaten entstehen könnten, werden von den Großherzoglichen Etappen-Behörden und den kommandirenden Königlich-Preussischen Offizieren, wie auch, wo es nöthig sein sollte, unter der Dazwischenkunft des Königlich-Preussischen Etappen-Inspektors, gemeinschaftlich beseitigt. — Die Großherzogliche Etappen-Behörde ist berechtigt, jeden Unteroffizier oder Soldaten, welcher sich thätliche Mishandlungen seines Wirths oder eines andern Großherzoglichen Unterthanen erlauben sollte, zu arretiren

und an den Kommandirenden zur weiteren Untersu- 1828
chung und Bestrafung abzuliefern.

Ein durch Exzesse der durchmarschierenden Truppen etwa entstandener Schaden wird durch drei verpflichtete und ihrer Unterthanenpflichten für diesen Akt entlassene Taxatoren, mit Zuziehung des Königlich-Preussischen Etappen-Inspektors, abgeschätzt, und der Durchschnittsbetrag der Abschätzungen von der Königlich-Preussischen Behörde vergütet. Die Bestimmung wegen Vergütung des durch Exzesse der durchmarschierenden Truppen entstandenen Schadens, wird auch auf das durch die Militairfuhren erweislich zu Grunde gerichtete, oder nach Beendigung derselben an den Folgen der Erhitzung krepirte oder sonst unbrauchbar gewordene Zugvieh ausgedehnt, jedoch unter der Bedingung: daß durch ein von dem Ortsvorsteher oder von zwei Zeugen der Gemeinde pflichtmäßig ausgestelltes schriftliches Zeugniß erwiesen ist, daß dasselbe ganz gesund gestellt worden.

§. 31. Die Königlich-Preussischen kommandirten Offiziere sowohl, wie die Großherzoglich-Hessischen Etappen-Behörden, sind angewiesen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten, daß zwischen dem Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und daß die Einwohner in Beziehung auf ihre deutschen Brüder willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beider Seiten sehr gemildert werden können.

§. 32. Die Königlich-Preussischen Truppen, welche auf eine der genannten Militairstraßen instradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Konvention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet, und zu deren Befolgung angewiesen werden, so wie die erforderlichen Auszüge aus derselben auf allen Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden sollen.

Art. VI. *Liquidation der zu leistenden Vergütungen.*

§. 33. Nach Ablauf jeden Vierteljahres wird zwischen dem Königlich-Preussischen Etappen-Inspektor zu Wetzlar und einem Großherzoglich-Hessischen Kommissair über sämtliche geschehene Leistungen der Rayons von Alsfeld, Grünberg, Gießen, Fried-

1828 berg und Bingen, die Liquidation vorgenommen, und nach deren Abschluß die Zahlung dafür sogleich geleistet. Wenn hierbei Quittungen vorkommen sollten, denen die ordnungsmäßige Form fehlen sollte; so soll das Fehlende aus den pflichtmäßig geführten Etappen-Büchern der Großherzoglichen Etappen-Behörden ergänzt werden.

Bei größeren Truppenmärschen behält sich die Großherzogliche Regierung die Befugniß vor, in kürzeren als den angegebenen Zeiträumen zu liquidiren.

ART. VII. *Allgemeine Bestimmungen.*

§. 34. Die vorstehende Etappen-Konvention tritt mit dem 1sten October 1828 in Kraft und ist bis zum 1sten October 1837 mit dem Vorbehalte jedoch abgeschlossen, daß für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendig abändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft festgesetzt werden sollen.

§. 35. Gegenwärtige Uebereinkunft soll, nachdem sie gegen eine gleichlautende, von dem Großherzoglich-Hessischen Ministerio der auswärtigen Angelegenheiten vollzogene, Ausfertigung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Geschehen Berlin, den 7ten October 1828.

Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf v. BERNSTORFF.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des Großherzoglich-Hessischen Ministerii der auswärtigen Angelegenheiten ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniß gebracht.

Berlin den 10ten Januar 1832.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

EICHORN.

13.

***Déclaration des cours de Londres, 1828
de Paris et de Petersbourg, sur la
protection à accorder à la Morée et
aux Cyclades datée de Londres du
16 Novembre 1828.***

*(Allgemeine Zeitung 1829. 12 Jan. Neueste Staats-
atten Bd. 13. p. 421).*

Erklärung. Die Erklärung vom verflorenen 11ten August, die dem Reis-Effendi durch Se. Excellenz dem Gesandten der Niederlande, im Namen Frankreichs, Großbritanniens und Russlands zugestellt ward, gab der Pforte den Beweggrund und den Zweck der Expedition nach Morea zu erkennen. Das unmittelbare Resultat, das die drei Mächte durch diese Expedition zu erreichen sich vorgesetzt hatten, ward glücklich erreicht. Der Abzug Ibrahim Pascha's und die Räumung der Festungen durch die türkisch-ägyptischen Truppen haben der Vergießung des Menschenbluts in Morea ein Ziel gesetzt und diesem Lande wieder Ruhe gegeben. Das Werk der Mächte würde aber unvollständig sein, wenn durch die Abfarth ihrer Truppen die Einwohner von Morea neuen Einfällen ausgesetzt wären, sie sind es ihrer Würde schuldig, dieselben dafür zu schützen. In dieser Absicht erklären die drei Höfe, in dem Augenblicke, wo die verbündeten Streitkräfte sich anschicken, sich aus Morea zurückzuziehen, nachdem sie ihre friedliche Sendung daselbst vollbracht haben, der hohen Pforte, daß bis zu der Zeit, wo eine definitive Uebereinkunft durch gemeinschaftliche Zustimmung mit ihnen das Schicksal der Provinzen geordnet haben wird, welche die Allianz militairisch hat besetzen lassen, sie *Morea und die Cycladischen Inseln unter ihre provisorische Garantie* stellen, und aus diesem Grunde den Eintritt irgend einer Militairmacht in dieses Land als einen Angriff gegen sich selbst betrachten würden.

1828 Indem sie diese Entschliessung zur Kenntniss der hohen Pforte bringen, erkennen Frankreich, Grossbritannien und Rußland mit Vergnügen den Geist der Weisheit an, mit welchem dieselbe vermieden hat, das Ungemach des Krieges in Morea ohne Nutzen zu verlängern. Sie hoffen, daß die hohe Pforte, von demselben Geiste geleitet, sich von dem Wunsche be-seelt fühlen werde, endlich der Frage ein Ziel zu setzen, die seit acht Jahren ganz Europa in einem Zustande der Unruhe und Spannung erhalten, und daß Sie sich mit den drei Höfen in einer völlig freundschaftlichen und wohlwollenden Unterhandlung über das Schicksal und die endliche Pacifikation Griechenlands verständigen werde.

London, den 16ten November 1828.

ABERDEEN. POLIGNAC. LIEVEN.

14.

Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le Brésil conclu à Rio de Janeiro le 12 Décembre 1828 et ratifié à Washington le 18 Mars 1829.

(Acts passed at the first session of the twenty-first congress of the United States. Appendix p. 1).

In the name of the Most Holy and Indivisible Trinity.

The United States of America and His Majesty the Emperor of Brazil, desiring to establish a firm and permanent peace and friendship between both Nations, have resolved to fix, in a manner clear, distinct, and positive, the rules which shall in future be religiously observed between the one and the other, by means

of a Treaty, or General Convention of Peace, Friendship, Commerce, and Navigation. 1828

For this most desirable object, the President of the United States has conferred full powers on William Tudor their Chargé d'Affaires at the Court of Brazil; and His Majesty the Emperor of Brazil on the Most Illustrious and Most Excellent Marquez of Aracaty, a member of his Council, Gentleman of the Imperial Bed-chamber, Councillor of the Treasury, Grand Cross of the Order of Aviz, Senator of the Empire, Minister and Secretary of State for Foreign Affairs, and Miguel de Souza Mello e Alvim, a member of his Council, Commander of the Order of Aviz, Knight of the Imperial Order of the Cross, Chief of Division in the Imperial and National Navy, Minister and Secretary of State for the Marine, who after having exchanged their said full powers, in due and proper form, have agreed to the following articles:

ART. I. There shall be a perfect, firm and inviolable peace and friendship between the United States of America and their citizens, and His Imperial Majesty, his successors and subjects throughout their possessions and territories respectively, without distinction of persons or places.

ART. II. The United States of America, and His Majesty the Emperor of Brazil, desiring to live in peace and harmony with all the other nations of the earth, by means of a policy frank and equally friendly with all, engage mutually, not to grant any particular favor to other nations in respect of commerce and navigation, which shall not immediately become common to the other party, who shall enjoy the same freely, if the concession was freely made, or on allowing the same compensation, if the concession was conditional. It is understood however, that the relations and conventions which now exist or may hereafter exist between Brazil and Portugal, shall form an exception to this article.

ART. III. The two high contracting parties being likewise desirous of placing the commerce and navigation of their respective countries, on the liberal basis of perfect equality and reciprocity mutually agree, that the citizens and subjects of each may frequent

1828 all the coasts and countries of the other, and reside and trade there in all kinds of produce, manufactures and merchandise: and they shall enjoy all the rights, privileges and exemptions, in navigation and commerce, which native citizens or subjects do, or shall enjoy, submitting themselves, to the laws, decrees, and usages, there established, to which native citizens or subjects are subjected. But it is understood that this article does not include the coasting trade of either country, the regulation of which is reserved by the parties respectively, according to their own separate laws.

ART. IV. They likewise agree that whatever kind of produce, manufactures, or merchandise, of any foreign country, can be from time to time, lawfully imported into the United States, in their own vessels, may be also imported in vessels of Brazil: and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo, shall be levied and collected, whether the importation be made in the vessels of the one country or the other. And in like manner, that whatever kind of produce, manufactures, or merchandise of any foreign country, can be, from time to time, lawfully imported into the Empire of Brazil, in its own vessels, may be also imported in vessels of the United States: and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo, shall be levied or collected whether the importation be made in vessels of the one country, or of the other. And they agree that whatever may be lawfully exported, or re-exported from the one country in its own vessels, to any foreign country, may in like manner, be exported or re-exported in the vessels of the other country. And the same bounties, duties, and drawbacks, shall be allowed and collected, whether such exportation, or re-exportation, be made in vessels of the United States, or of the Empire of Brazil. The government of the United States however considering the present state of the navigation of Brazil, agrees that a vessel shall be considered as Brazilian, when the proprietor and captain are subjects of Brazil and the papers are in legal form.

ART. V. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the United States, of

any articles the produce or manufactures of the Empire of Brazil, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the Empire of Brazil, of any articles the produce or manufactures of the United States, than are or shall be payable on the like articles, being the produce or manufactures of any other foreign country: nor shall any higher or other duties, or charges be imposed in either of the two countries, on the exportation of any articles to the United States, or to the Empire of Brazil respectively, than such as are payable on the exportation of the like article to any other foreign country: nor shall any prohibition be imposed on the exportation or importation of any articles, the produce or manufactures of the United States, or of the Empire of Brazil, to or from the territories of the United States, or to or from the territories of the Empire of Brazil, which shall not equally extend to all other nations. 1828

ART. VI. It is likewise agreed, that it shall be wholly free for all merchants, commanders of ships, and other citizens or subjects of both countries, to manage themselves their own business, in all the ports and places subject to the jurisdiction of each other, as well with respect to the consignment and sale of their goods and merchandize by wholesale or retail, as with respect to the loading, unloading and sending of their ships; they being in all these cases to be treated as citizens or subjects of the country in which they reside, or at least to be placed on a footing with the subjects or citizens of the most favored nation.

ART. VII. The citizens and subjects of neither of the contracting parties shall be liable to any embargo, nor be detained with their vessels, cargoes, or merchandize or effects, for any military expedition, nor for any public or private purpose whatever, without allowing to those interested, sufficient indemnification.

ART. VIII. Whenever the citizens or subjects of either of the contracting parties shall be forced to seek refuge or asylum in the rivers, bays, ports or dominions of the other, with their vessels whether of merchant or of war, public or private, through

1828 stress of weather, pursuit of pirates, or enemies, they shall be received and treated with humanity, giving to them all favor and protection, for repairing their ships, procuring provisions, and placing themselves in a situation to continue their voyage without obstacle or hindrance of any kind.

ART. IX. All the ships, merchandise and effects belonging to the citizens or subjects, of one of the contracting parties, which may be captured by pirates, whether within the limits of its jurisdiction, or on the high seas, and may be carried, or found in the rivers, roads, ports, bays, or dominions of the other, shall be delivered up to the owners, they proving in due and proper form, their rights before the competent tribunals: it being well understood, that the claim should be made within the term of one year by the parties themselves, their attorneys, or agents of their respective Governments.

ART. X. When any vessel belonging to the citizens or subjects of either of the contracting parties, shall be wrecked, foundered, or shall suffer any damage, on the coasts, or within the dominions of the other, there shall be given to them all assistance and protection, in the same manner which is usual and customary with the vessels of the nation, where the damage happens, permitting them to unload the said vessel, if necessary, of its merchandize and effects, without exacting for it any duty, impost or contribution whatever, until they may be exported, unless they be destined for consumption.

ART. XI. The citizens or subjects of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal goods within the jurisdiction of the other, by sale, donation, testament or otherwise; and their representatives, being citizens or subjects of the other party, shall succeed to the said personal goods, whether by testament, or *ab intestato*, and they may take possession thereof, either by themselves, or others acting for them, and dispose of the same at their will, paying such dues only as the inhabitants of the country wherein said goods are, shall be subject to pay in like cases: and if, in the case of real estate, the said heirs would be prevented from enter-

ing into the possession of the inheritance, on account 1828
of their character of aliens, there shall be granted to
them the term of three years, to dispose of the same,
as they may think proper, and to withdraw the pro-
ceeds without molestation, nor any other charges than
those which are imposed by the laws of the country.

ART. XII. Both the contracting parties promise
and engage formally to give their special protection
to the persons and property of the citizens and sub-
jects of each other, of all occupations who may be
in their territories, subject to the jurisdiction of the
one or the other, transient or dwelling therein, leav-
ing open and free to them the tribunals of justice
for their judicial intercourse, on the same terms which
are usual and customary, with the natives or citizens
and subjects of the country in which they may be;
for which they may employ, in defence of their rights,
such advocates, solicitors, notaries, agents, and factors,
as they may judge proper in all their trials at law.

ART. XIII. It is likewise agreed, that the most
perfect and entire security of conscience shall be en-
joyed by the citizens or subjects of both the contract-
ing parties in the countries subject to the jurisdiction
of the one and the other, without their being liable
to be disturbed or molested on account of their reli-
gious belief, so long as they respect the laws and
established usages of the country. Moreover the bo-
dies of the citizens and subjects of one of the con-
tracting parties who may die in the territories of the
other, shall be buried in the usual burying grounds,
or in other decent or suitable places, and shall be
protected from violation or disturbance.

ART. XIV.. It shall be lawful for the citizens
and subjects of the United States of America, and of
the Empire of Brazil, to sail with their ships, with
all manner of liberty and security, no distinction being
made who are the proprietors of the merchandize
laden thereon, from any port to the places of those
who now are, or who hereafter shall be, at enmity
with either of the contracting parties. It shall like-
wise be lawful for the citizens and subjects aforesaid,
to sail with the ships and merchandizes before men-
tioned, and to trade with the same liberty and security,

1823 from the places, ports, and havens, of those who are enemies of either party, without any opposition, or disturbance whatsoever, not only directly from the places of the enemy before mentioned, to neutral places, but also from one place belonging to an enemy to another place belonging to an enemy, whether they be under the jurisdiction of one power, or under several. And it is hereby stipulated, that free ships shall also give freedom to goods, and that every thing shall be deemed to be free, and exempt, which shall be found on board the ships belonging to the citizens or subjects of either of the contracting parties, although the whole lading, or any part thereof should appertain to the enemies of either, contraband goods being always excepted. It is also agreed in like manner, that the same liberty be extended to persons who are on board a free ship, with this effect, that although they be enemies to both or either party, they are not to be taken out of that free ship, unless they are officers or soldiers, and in the actual service of the enemies: Provided however, and it is hereby agreed, that the stipulations in this article contained, declaring that the flag shall cover the property, shall be understood as applying to those powers only, who recognize this principle; but if either of the two contracting parties shall be at war with a third, and the other neutral, the flag of the neutral shall cover the property of enemies whose governments acknowledge this principle, and not of others.

ART. XV. It is likewise agreed, that in the case where the neutral flag of one of the contracting parties, shall protect the property of the enemies of the other, by virtue of the above stipulation, it shall always be understood, that the neutral property found on board such enemy's vessels, shall be held and considered as enemy's property, and as such shall be liable to detention and confiscation, except such property as was put on board such vessel before the declaration of war, or even afterwards, if it were done without the knowledge of it; but the contracting parties agree that four months having elapsed after the declaration, their citizens shall not plead ignorance thereof. On the contrary, if the flag of the neutral does not protect the enemy's property, in that case

the goods and merchandize of the neutral, embarked 1828 in such enemy's ship, shall be free.

ART. XVI. This liberty of commerce and navigation shall extend to all kinds of merchandizes, excepting those only which are distinguished by the name of contraband; and under this name of contraband, or prohibited goods, shall be comprehended:

1. Cannons, mortars, howitzers, swivels, blunderbusses, muskets, fuzees, rifles, carbines, pistols, pikes, swords, sabres, lances, spears, halberds, and grenades, bombs, powder, matches, balls, and all other things belonging to the use of these arms:

2. Bucklers, helmets, breast-plates, coats of mail, infantry belts; and clothes made up in the form, and for a military use.

3. Cavalry belts and horses with their furniture;

4. And generally all kinds of arms and instruments of iron, steel, brass and copper, or of any other materials manufactured, prepared and formed expressly to make war by sea or land.

ART. XVII. All other merchandize and things not comprehended in the articles of contraband, expressly enumerated and classified as above, shall be held and considered as free, and subjects of free and lawful commerce, so that they may be carried and transported in the freest manner by both the contracting parties, even to places belonging to an enemy, excepting only those places which are at that time besieged or blockaded: and to avoid all doubt in this particular, it is declared, that those places only are besieged or blockaded, which are actually attacked by a force capable of preventing the entry of the neutral.

ART. XVIII. The articles of contraband, before enumerated and classified, which may be found in a vessel bound for an enemy's port, shall be subject to detention and confiscation, leaving free the rest of the cargo and the ship, that the owners may dispose of them as they see proper. No vessel of either of the two nations shall be detained on the high seas, on account of having on board articles of contraband, whenever the master, captain or supercargo of said vessels, will deliver up the articles of contraband to the captor, unless the quantity of such articles be so

1828 great, and of so large a bulk, that they cannot be received on board the capturing ship without great inconvenience: but in this and all the other cases of just detention, the vessel detained shall be sent to the nearest convenient and safe port, for trial and judgment, according to law.

ART. XIX. And whereas it frequently happens that vessels sail for a port or a place belonging to an enemy, without knowing that the same is besieged, blockaded, or invested, it is agreed that every vessel so circumstanced, may be turned away from such port or place, but shall not be detained, nor shall any part of her cargo, if not contraband, be confiscated, unless, after warning of such blockade or investment from any officer commanding a vessel of the blockading forces, she shall again attempt to enter; but she shall be permitted to go to any other port or place, she shall think proper: Nor shall any vessel of either that may have entered into such port before the same was actually besieged, blockaded, or invested by the other, be restrained from quitting such place with her cargo, nor if found therein, after the reduction and surrender, shall such vessel or her cargo, be liable to confiscation, but they shall be restored to the owners thereof. And if any vessel having thus entered the port before the blockade took place, shall take on board a cargo after the blockade be established, she shall be subject to being warned by the blockading forces to return to the port blockaded, and discharge the said cargo, and if after receiving the said warning the vessel shall persist in going out with the cargo, she shall be liable to the same consequences as a vessel attempting to enter a blockaded port after being warned off by the blockading forces.

ART. XX. In order to prevent all kinds of disorder in the visiting and examination of the ships and cargoes of both the contracting parties on the high seas, they have agreed mutually, that whenever a vessel of war, public, or private, shall meet with a neutral of the other contracting party, the first shall remain at the greatest distance compatible with making the visit under the circumstances of the sea and wind and the degree of suspicion attending the vessel

to be visited, and shall send its smallest boat, in order to execute the said examination of the papers concerning the ownership and cargo of the vessel, without causing the least extortion, violence, or ill treatment, for which the commanders of the said armed ships, shall be responsible with their persons and property; for which purpose the commanders of the said private armed vessels shall, before receiving their commissions, give sufficient security to answer for all the damages they may commit; and it is expressly agreed, that the neutral party shall in no case be required to go on board the examining vessel, for the purpose of exhibiting her papers, or for any other purpose whatever.

ART. XXI. To avoid all kind of vexation and abuse in the examination of the papers relating to the ownership of the vessels belonging to the citizens and subjects of the two contracting parties, they have agreed, and do agree, that in case one of them shall be engaged in war, the ships and vessels belonging to the citizens or subjects of the other, must be furnished with sea-letters or passports, expressing the name, property and bulk of the ship, as also the name and place of habitation of the master or commander of said vessel, in order that it may thereby appear that the ship really and truly belongs to the citizens or subjects of one of the parties; they have likewise agreed, that such ships being laden, besides the said sea-letters or passports, shall also be provided with certificates, containing the several particulars of the cargo, and the place whence the ship sailed, so that it may be known, whether any forbidden or contraband goods be on board the same; which certificates shall be made out by the officers of the place whence the ship sailed, in the accustomed form; without such requisites said vessel may be detained, to be adjudged by the competent tribunal, and may be declared legal prize, unless the said defect shall be proved to be owing to accident, and be satisfied or supplied by testimony entirely equivalent.

ART. XXII. It is further agreed, that the stipulations above expressed, relative to the visiting and examining of vessels, shall apply only to those

1828 which sail without convoy: and when said vessel shall be under convoy, the verbal declaration of the commander of the convoy, on his word of honor, that the vessels under his protection belong to the nation whose flag he carries: and when they are bound to an enemy's port, that they have no contraband goods on board, shall be sufficient.

ART. XXIII. It is further agreed, that in all cases the established courts for prize causes, in the countries to which the prizes may be conducted shall alone take cognizance of them. And whenever such tribunal of either party, shall pronounce judgment against any vessel, or goods, or property claimed by the citizens or subjects of the other party, the sentence or decree shall mention the reasons or motives, on which the same shall have been founded, and an authenticated copy of the sentence or decree, and of all the proceedings in the case, shall, if demanded, be delivered to the commander or agent of said vessel, without any delay, he paying the legal fees for the same.

ART. XXIV. Whenever one of the contracting parties shall be engaged in war with another state, no citizen or subject of the other contracting party, shall accept a commission, or letter of marque, for the purpose of assisting, or co-operating hostilely, with the said enemy, against the said party so at war, under the pain of being treated as a pirate.

ART. XXV. If, by any fatality, which cannot be expected, and which God forbid! the two contracting parties should be engaged in a war with each other, they have agreed, and do agree, now for them, that there shall be allowed the term of six months to the merchants residing on the coasts and in the ports of each other, and the term of one year to those who dwell in the interior, to arrange their business, and transport their effects wherever they please, giving to them the safe conduct necessary for it, which may serve as a sufficient protection until they arrive at the designated port. The citizens and subjects of all other occupations, who may be established in the territories or dominions of the United States; and of the Empire of Brazil, shall be respected

and maintained in the full enjoyment of their personal 1828
liberty and property, unless their particular conduct
shall cause them to forfeit this protection, which in
consideration of humanity, the contracting parties en-
gage to give them.

ART. XXVI. Neither the debts due from the
individuals of the one nation, to the individuals of
the other, nor shares nor money, which they may
have in public funds, nor in public or private banks,
shall ever in any event of war or national difference
be sequestered or confiscated.

ART. XXVII. Both the contracting parties be-
ing desirous of avoiding all inequality in relation to
their public communications and official intercourse,
have agreed and do agree, to grant to their Envoys,
Ministers, and other public Agents, the same favors,
immunities and exemptions, which those of the most
favored nation do, or shall enjoy; it being under-
stood, that whatever favors, immunities, or privile-
ges, the United States of America, or the Empire of
Brazil may find it proper to give the Ministers and
Public Agents of any other power, shall, by the
same act, be extended to those of each of the con-
tracting parties.

ART. XXVIII. To make more effectual the pro-
tection which the United States and the Empire of
Brazil shall afford in future to the navigation and
commerce of the citizens and subjects of each other,
they agree to receive and admit Consuls and Vice-
Consuls in all the ports open to foreign commerce,
who shall enjoy in them all the rights, prerogatives,
and immunities, of the Consuls and Vice-Consuls
of the most favored nations: each contracting party
however, remaining at liberty to except those ports
and places in which the admission and residence of
such Consuls may not seem convenient.

ART. XXIX. In order that the Consuls and
Vice-Consuls of the two contracting parties, may
enjoy the rights, prerogatives, and immunities, which
belong to them, by their public character, they shall
before entering on the exercise of their functions,
exhibit their commissions or patent in due form, to

1828 the government, to which they are accredited: and having obtained their *exequatur*, they shall be held and considered as such, by all the authorities, magistrates, and inhabitants, in the consular district in which they reside.

ART. XXX. It is likewise agreed, that the Consuls, their Secretaries, officers, and persons attached to the service of Consuls, they not being citizens or subjects of the country, in which the Consul resides, shall be exempt from all public service, and also from all kinds of taxes, imposts and contributions, except those which they shall be obliged to pay on account of commerce, or their property, to which the citizens or subjects and inhabitants, native and foreign, of the country in which they reside are subject; being in every thing besides subject to the laws of their respective States. The archives and papers of the Consulate shall be respected inviolably, and under no pretext whatever, shall any magistrate seize or in any way interfere with them.

ART. XXXI. The said Consuls shall have power to require the assistance of the authorities of the country, for the arrest, detention and custody of deserters from public and private vessels of their country, and for that purpose they shall address themselves to the courts, judges, and officers competent, and shall demand the said deserters in writing, proving by an exhibition of the registers of the vessels or ships roll, or other public documents, that those men were part of said crews; and on this demand so proved, (saving however, where the contrary is proved), the delivery shall not be refused. Such deserters, when arrested, shall be put at the disposal of said Consuls, and may be put in the public prison, at the request and expense of those who reclaim them, to be sent to the ships to which they belonged, or to others of the same nation. But if they be not sent back within two months, to be counted from the day of their arrest, they shall be set at liberty, and shall no more be arrested for the same cause.

ART. XXXII. For the purpose of more effectually protecting their commerce, and navigation, the two contracting parties do hereby agree, as soon

hereafter, as circumstances will permit them, to form 1828
a Consular Convention, which shall declare specially
the powers and immunities of the Consuls and Vice-
Consuls of the respective parties.

ART. XXXIII. The United States of America,
and the Emperor of Brazil desiring to make as durable
as circumstances will permit, the relations which are
to be established between the two parties by virtue
of this treaty, or general convention of peace, amity,
commerce and navigation, have declared solemnly
and do agree to the following points:

1. The present treaty shall be in force for twelve
years from the date hereof, and further until the end
of one year after either of the contracting parties
shall have given notice to the other, of its intention
to terminate the same: each of the contracting par-
ties reserving to itself the right of giving such notice
to the other, at the end of said term of twelve years;
and it is hereby agreed between them, that on the
expiration of one year after such notice shall have
been received by either, from the other party, this
treaty in all the parts relating to commerce and navi-
gation, shall altogether cease and determine, and in
all those parts which relate to peace and friendship,
it shall be permanently and perpetually binding on
both powers.

2. If any one or more of the citizens or sub-
jects of either party shall infringe any of the articles
of this treaty, such citizen or subject shall be held
personally responsible for the same, and the harmony
and good correspondence between the nations shall
not be interrupted thereby; each party engaging in no
way to protect the offender, or sanction such violation.

3. If (which, indeed, cannot be expected), un-
fortunately, any of the articles contained in the pre-
sent treaty, shall be violated or infringed in any way
whatever, it is expressly stipulated, that neither of
the contracting parties will order or authorize any
acts of reprisal, nor declare war against the other,
on complaints of injuries or damages until the said
party considering itself offended, shall first have
presented to the other a statement of such injuries or
damages, verified by competent proof, and demanded

1828 justice and satisfaction, and the same shall have been either refused, or unreasonably delayed.

4. Nothing in this treaty contained shall however, be construed, to operate contrary to former and existing public treaties with other sovereigns or states.

The present treaty of peace, amity, commerce and navigation, shall be approved and ratified by the President of the United States by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by the Emperor of Brazil, and the ratifications shall be exchanged within eight months from the date of the signature hereof, or sooner if possible.

In faith whereof we the Plenipotentiaries of the United States of America and of his Majesty the Emperor of Brazil have signed and sealed these presents.

Done in the City of Rio de Janeiro, this twelfth day of the month of December in the year of our Lord Jesus Christ one thousand eight hundred and twenty-eight.

(Signed)

W. TUDOR.

MARQUEZ DE ARACATY.

MIGUEL DE SOUZA MELLO E ALVIM.

15.

Convention entre l'Autriche et la Bavière concernant la liquidation et la compensation des arrérages et des dettes dans les pays cédés réciproquement, conclue le 13 Décembre 1828 et publiée à Munic le 14 Mai 1829.

(Regierungsblatt für das Königreich Baiern 1829.

23 Mai. — Neueste Staatsakten Bd. 16. p. 116).

Nachdem die Differenzen, welche bisher zwischen Baiern und Oesterreich in Bezug auf die Landesver-

waltungseinnahmen und Ausgabenrückstände in den 1828 durch die Traktate vom 3ten Junius 1814 und 14ten April 1816 gegenseitig abgetretenen Ländern, dann rücksichtlich der Schulden und Aktiven besagter Länder und der vormaligen Kameral- und Domkapitel-schen Schulden des Hochstiftes Passau bestanden haben, durch die von den Bevollmächtigten beider Staaten am 13ten Dezember 1828 unterzeichneten und bereits allerhöchst genehmigten Konventionen ausgeglichen worden sind; so wird andurch der wesentliche Inhalt der besagten Uebereinkunft zur allgemeinen Wissenschaft und zur Darnachachtung der dabei Betheiligten, öffentlich kund gemacht:

I. Die Landesverwaltungsausgaben und Einnahmenrückstände betreffend.

§. 1. Ueber die Rückstände an Landesverwaltungsausgaben und Einnahmen, welche in sämtlichen, in den Jahren 1814 und 1816 gegenseitig abgetretenen Gebieten und Gebietstheilen am Tage der Landesübergabe bestanden haben, das ist, über die eigentlichen Arreragen, ist man im Allgemeinen dahin übereingekommen, daß sowohl das Recht zum Bezuge der Einnahmenrückstände, als die Verbindlichkeit zu Berichtigung der Ausgabenrückstände auf die neue Regierung überzugehen hat. Letztere wird somit ermächtigt, die Einnahmenrückstände eben so für sich zu beziehen, wie sie von der vorigen Regierung hätten bezogen werden können, falls das Land nicht abgetreten worden wäre, und verpflichtet sich dagegen die Ausgabenrückstände in eben dem Maasse zu berichtigen, wie sie von der vorigen Regierung zu berichtigen gewesen wären, wenn sie im Besitze des Landes geblieben wäre.

§. 2. Da diese gegenseitige Ueberweisung bloß die am Tage der Landesübergabe bestandenen, aus der Administration des abgetretenen Landes, oder aus dem Unterthansverbande herrührenden Rechte und Verbindlichkeiten betrifft, so versteht es sich von selbst, daß Ansprüche der abtretenden Regierung an einzelne Unterthanen der abgetretenen Länder oder umgekehrt der Letzteren an Erstere, welche nicht aus der vorigen Administration des abgetretenen Landes, sondern aus andern, auf die Verwaltung des abgetretenen Landes keinen Bezug nehmenden Kontrakten und Rechts-

1828 titeln hervorgehen, in besagter Ueberweisung nicht begriffen sind, und unverrückt bleiben. Hingegen begreift die allgemeine Ueberweisung der Rückstände nicht bloß die bei den abgetretenen Unterthanen aushaftenden oder ihnen gebührenden Rückstände, sondern auch alle aus der Administration des abgetretenen Landes entspringenden Ansprüche der vorigen Regierung an andere Personen und umgekehrt von Letzteren an Erstere.

Die neue Regierung wird somit die von der vorigen Landesadministration herrührenden Verbindlichkeiten gegen dritte Personen, welche nicht ihre Unterthanen sind, eben so wie gegen ihre Unterthanen erfüllen, und dagegen berechtigt sein, alle aus der vorigen Landesadministration entstehenden Ansprüche an dritte Personen für sich einzubringen. In den Fällen, wo die neue Regierung einen aus der Administration des abgetretenen Landes herrührenden Anspruch an einen Unterthan der abtretenden Regierung geltend zu machen hat, wird von der Letzteren auf Ersuchen, gegen diesen ihren Unterthan der erforderliche Beistand unweigerlich und ohne Verzögerung geleistet werden.

§. 3. In den durch die Traktate vom 3ten Junius 1814 und 14ten April 1816 getheilten Ländern (Vorarlberg und Salzburg) bezieht jede der beiden Regierungen die am Tage der Landesübergabe bestandenen, bei ihren Unterthanen aushaftenden Landesverwaltungseinnahmenrückstände, welche ihren Unterthanen gebühren und zwar ohne Unterschied, ob besagte Einnahmen- und Ausgabenrückstände aus der Zentraladministration des ganzen Landes, oder aus der speziellen Administration des der einen oder andern Regierung zugefallenen Landestheils herrühren. So viel hingegen die in den getheilten Ländern am Tage der Landesübergabe bestandenen Rückstände anlangt, welche nicht bei Unterthanen der einen oder andern Regierung, sondern bei auswärtigen Unterthanen aushaften, oder an sie zu berichtigen sind, ist man dahin übereingekommen, daß diejenigen Rückstände der letztbesagten Art, welche aus der speziellen Administration des der einen oder andern Regierung zugefallenen Landestheils herrühren, die neue Regierung treffen, mithin von ihr bezogen und rücksichtlich be-

richtigt werden. Wenn hingegen die am Tage der 1828 Landesübergabe in den getheilten Ländern bestandenen, bei auswärtigen Unterthanen aushaftenden, oder an sie zu berichtenden Rückstände aus der vormaligen Zentraladministration des ganzen neu getheilten Landes entspringen: so wird die k. k. österreichische Regierung die hierüber begriffenen Passivrückstände berichtigen und dagegen die etwaigen Aktiven für sich beziehen.

§. 4. In den Fällen, wo nach den gegenwärtigen Bestimmungen die Zahlungsverbindlichkeit, oder das Bezugsrecht einer Post von dem Umstande abhängig gemacht wird, wessen Unterthan der Reklamant oder der Debent ist, entscheidet der Zeitpunkt der Landesübergabe. Wenn daher der Reklamant oder der Debent in der Folge seinen Wohnsitz geändert hat, oder wenn seine Forderung oder Schuld durch Erbschaft, Zession oder auf andere Art auf einen Unterthan der andern Regierung übergegangen ist: so bleibt doch diejenige Regierung zur Zahlung verpflichtet, und rücksichtlich der Einhebung berechtigt, welche hierzu verpflichtet und rücksichtlich berechtigt wäre, falls sich eine solche Veränderung in der Person des Reklamanten oder Debenten nicht ereignet hätte.

§. 5. In den hiernach von jeder der beiden Regierungen mit den ihr zugewiesenen Reklamanten und Debenten vorzunehmenden Liquidationen werden die nöthigen Einleitungen besonders getroffen werden.

§. 6. Die hinsichtlich der Landesverwaltungseinnahmen- und Ausgabenrückstände zwischen Baiern und Oesterreich festgesetzten Bestimmungen, haben zufolge einem, mit des Herrn Großherzogs von Toskana kaiserl. Hoheit getroffenen besondern Einverständnisse, auch in Bezug auf Würzburg zu gelten.

§. 7. Die Ausgleichung über die Fuldaischen Arreragen und Großherzoglich-Frankfurtischen Zentrallasten, welche der Gegenstand einer abgesonderten Liquidationsverhandlung unter den Bevollmächtigten der sämtlichen dabei betheiligten Höfe war, hat, insofern sie zwischen Baiern und Oesterreich statt finden soll, ganz nach den hier angenommenen Grundsätzen zu geschehen.

§. 8. Jede der beiden Regierungen wird die am Tage der Landesübergabe ausständig gewesenen In-

1828 teressen von den Schulden der ihr ungetheilt zugefallenen Länder berichtigen, dagegen aber auch die ausständigen Zinsen von den Aktiven der besagten Länder beziehen. Die am Tage der Landesübergabe ausständig gewesenen Interessen von den Schulden und Aktiven der getheilten Länder, übernimmt jede der beiden Regierungen insoweit zur Berichtigung und rücksichtlich zur Einhebung, als ihr vermöge der wegen der Landesschulden getroffenen Uebereinkunft die Verzinsung und rücksichtlich der Interessenbezug vom Tage der Landesübergabe bis zum Tage des Vollzuges der Schuldenabtheilungskonvention überwiesen ist.

§. 9. Gegen die zur Rechnungsablegung über Aerarialeinnahmen und Ausgaben verpflichteten Behörden oder Beamten in den abgetretenen Ländern, tritt die neue Regierung ganz in die am Tage der Landesübergabe bestandenen Rechte und Verbindlichkeiten der vorigen Regierung. Dasselbe gilt von allen Rückständen oder Ueberzahlungen, welche am Tage der Landesübergabe mit den dem Lande an die neue Regierung überwiesenen Staatsdienern an Besoldungen, Emolumenten, oder andern von dieser Dienstleistung herrührenden Ansprüchen gebührten, oder rücksichtlich von ihnen zu ersetzen waren. In Hinsicht der Pensionisten aus den in den Jahren 1814 und 1816 gegenseitig abgetretenen Ländern, welche bereits sämmtlich von einer oder der andern Regierung übernommen worden sind, hat es dabei sein Bewenden.

§. 10. Für die von der Königlich-Baierischen Regierung aus Tyrol, dem Inn- und Hausruckviertel in die für diese Landestheile bestandenen Spezialstaatsschuldentilgungskassen gezogenen baaren Depositen, übernimmt Oesterreich die alleinige Haftung. Für die aus Vorarlberg und Salzburg in die für diese Landestheile bestimmten Spezialstaatsschuldentilgungskassen geflossenen Depositen, haftet Baiern, insofern sie Königlich Baierischen Unterthanen gehören und Oesterreich nur für den Ueberrest. Sollte an eine der hier nicht bezeichneten Staatsschuldentilgungskassen, oder an irgend eine andere Behörde einer der beiden Regierungen, ein Depositum an Geld oder anderen Gegenständen gelangt sein, welches einem Unterthan der andern Regierung gehört, so wird solches dem

Eigenthümer gegen gehörige Legitimation unweiger- 1828
lich verabfolgt werden.

§. 11. Die vermöge §. 1. geschehene Ueberweisung aller an den Tagen der Landesübergabe rücksichtlich der Landesverwaltungseinnahmen und Ausgaben vorhanden gewesenen Rückstände auf die neue Regierung, erstreckt sich auch auf die, in den an Oesterreich abgetretenen Ländern, vorhandenen, aus früheren Regierungsperioden herrührenden Aktiv- und Passivrückstände besagter Art, worunter die sogenannten Retardaten hauptsächlich begriffen sind.

Erwähnte ältere Rückstände ohne Unterschied, ob und welche Zahlungszusicherungen darüber von der Königlich-Baierischen Regierung ausgestellt worden sind, werden somit von Oesterreich, in so weit sie Tyrol, das Inn- und Hausruckviertel betreffen, ganz, und in so weit sie Vorarlberg und Salzburg betreffen, in dem Betrage übernommen, welchen nicht die Königlich-Baierischen Unterthanen zu fordern haben: Was an dergleichen älteren Rückständen von Vorarlberg und Salzburg Königlich-Baierischen Unterthanen gebührt, wird von Baiern berichtigt werden.

§. 12. So wie schon in dem Artikel IX des Traktates vom 3ten Junius 1814, und in dem Artikel XV des Traktates vom 14ten April 1816 ausgesprochen worden ist, daß die verabredeten Territorialveränderungen keinerlei nachtheilige Folgen auf Eigenthums- und andere Privatrechte der Unterthanen in den gegenseitig abgetretenen Ländern haben sollen: so wird zur Vermeidung jedes Misverständnisses hier wiederholt, daß obige Bestimmungen die gegenseitigen Privatverhältnisse der Unterthanen beider Staaten gänzlich unberührt lassen, und daß nach den von beiden Staaten gegenseitig gegebenen Zusicherungen keine wie immer geartete, die gleichen Privatrechte in der Ausübung hindernde, oder sonst beeinträchtigende oder verletzende Verfügung erlassen, vielmehr den Unterthanen des einen Gebietes, welche bei Verfolgung und Ausübung ihrer Privatrechte den Schutz oder Beistand der Gerichte oder Behörden des andern Gebietes bedürfen, diesen Schutz und Beistand ganz so wie den eigenen Unterthanen gewährt werden wird.

II. *Die Abtheilung der Landesaktiven und Passiven betreffend.*

1828 §. 13. In Hinsicht der vermöge der Traktate am 3ten Junius 1814 und 14ten April 1816 ungetheilt abgetretenen Länder, hat es bei der bereits von der neuen Regierung geschehenen Uebernahme der Landdesschulden und Aktiven sein Bewenden. Die unter der Königlich - Baierischen Regierung kapitalisirten Zinsen von den Schulden der an Oesterreich abgetretenen Länder, werden von der k. k. Oesterreichischen Regierung als Landesschuld anerkannt. Sie übernimmt daher dieselben in den ungetheilt erworbenen Ländern ganz, und wird die Zinsen davon, so weit sie rückständig sind und künftig verfallen, berichtigen.

§. 14. Ueber das Schuldenwesen des Großherzogthums Frankfurt und des Departements Fulda ist unter den Bevollmächtigten der hierbei betheiligten Höfe eine abgesonderte Uebereinkunft geschlossen worden.

§. 15. Die Vorarlbergischen Landesschulden und die Schulden der aufgehobenen Stifter Mehrerau und St. Johann, nebst den unter diesen verschiedenen Schuldgattungen begriffenen kapitalisirten Zinsen, werden von Oesterreich übernommen, mit einziger Ausnahme eines zwar als erloschen betrachteten Kapitals, wovon jedoch Baiern vermöge einer besondern Uebereinkunft, die Vertretung einer Quote für den Fall übernommen hat, daß hierwegen eine Reklamation erhoben werden sollte. Die Interessen von den besagten, auf Oesterreich überwiesenen Passivkapitalien werden ebenfalls nicht nur so weit sie am 1sten Julius 1814 rückständig waren, sondern auch vom 1sten Julius 1814 bis zum 1sten Jänner 1830 und für die Zukunft von der k. k. Oesterreichischen Regierung in so fern sie noch nicht bezahlt sind, berichtigt werden.

§. 16. Von den Salzburgischen Schulden übernimmt Baiern:

1. Die in der Beilage A *) verzeichneten zusammen 150,000 Fl. ausmachenden Kapitalien nebst der

*) *Beilage A.* Spezifikation derjenigen Salzburgischen Passivkapitalien, welche von der Krone Baiern übernommen und vom 1sten Januar 1830 an verzinset werden. (Im Betrage von 150,000 Fl.) Enthält in 302 fortlaufenden Nummern die Namen der im Kataster vorgetragenen Gläubiger, den Kapitalsbetrag und Zinsfuß.

Da die unter A bis B beigefügten Anlagen von keinem allgemeinen Interesse sind, so wird sich darauf beschränkt, nur derselben Titel hier anzuführen.

mit dem 1sten Jänner 1830 anfangenden Verzinsung 1828 derselben;

2. einen Betrag von 300 Fl. an Kapital, welcher in der, an Martin Köllenberger für eine Berchtesgadensehe Obligation pr. 1200 Fl. und eine Salzburgische Obligation pr. 300 Fl. am 10ten Februar 1816 ausgestellten neuen Obligation über 1500 Fl. begriffen ist, nebst den von besagten 300 Fl. am 1sten Mai 1816 rückständig gewesenenen und von diesem Tage an weiter laufenden Zinsen, so weit sie noch nicht berichtigt sind;

3. die durch eine besondere Uebereinkunft bestimmte Quote an Kapital und Zinsen von einigen dem Anscheine nach erloschenen Obligationen für den Fall, daß in Ansehung derselben eine Reklamation geltend gemacht werden könnte.

Alle solchergestalt nicht von Baiern übernommene Salzburgischen Kapitalschulden, mit Einschluss der darunter begriffenen kapitalisirten Zinsen, nebst den davon am 1sten Mai 1816 rückständig gewesenenen und von diesem Tage an verfallenen und künftig erwachsenden Zinsen, so wie auch die am 1sten Mai 1816 rückständig gewesenenen und vom 1sten Mai 1816 bis 1sten Jänner 1830 anwachsenden Interessen der in der Beilage A verzeichneten, auf Baiern nur mit der Verzinsung vom 1sten Jänner 1830 an überwiesenen Obligationen von 150,000 Fl. werden von Oesterreich übernommen.

§. 17. Von den Schulden der Kammer und des Domkapitels zu Passau übernimmt Oesterreich die in den Beilagen B *) und C **) verzeichneten Kapitalsposten, nebst den davon am 1sten Jänner 1830 rückständig gewesenenen, und von diesem Tage an bereits verfallenen und künftig anwachsenden Zinsen. Alle übrigen im besagten Verzeichnisse nicht enthaltenen Kapitalschulden der Kammer und des Domkapitels zu Passau, übernimmt Baiern nebst den am 1sten Jänner

*) *Beilage B.* Verzeichniß derjenigen fürstlichen Passauischen Kameralkapitalisten, welche als in Oesterreich domizilirend ganz an Oesterreich überwiesen sind.

**) *Beilage C.* Verzeichniß jener domkapitelschpassauischen Kapitalisten, welche in Oesterreich domiziliren.

1828 1830 rückständig gewesen, und von diesem Tage an bereits verfallenen und künftig anwachsenden Zinsen.

§. 18. Da das aufgehobene Stift Ranshofen im Innviertel auch im Königlich-Baierischen Gebiete begütert war, so übernimmt Baiern von den Schulden desselben das dem Fräuleinstifte zu Burghausen gehörige Kapital von 2450 Fl. nebst den hiervon am 1sten Mai 1816 rückständig gewesen und seitdem verfallenen und künftig anwachsenden Zinsen.

Alle übrigen Ranshofenschen Schulden mit den rückständigen und weiter anwachsenden Zinsen, fallen dem k. k. Oesterreichischen Aerar zur Last.

§. 19. Von den Landesaktiven im Vorarlberg und Salzburg und den ausständigen und laufenden Zinsen derselben, werden der Königlich-Baierischen Regierung diejenigen, welche in der Beilage D *) verzeichnet sind, und außerdem noch von einer darin nicht vorkommenden Aktivpost, ein besonders unter beiden Regierungen bestimmter Antheil überlassen.

Alle übrigen Vorarlbergischen und Salzburgischen Landesaktiven mit den davon ausständigen und künftig verfallenden Zinsen sind auf Oesterreich überwiesen.

§. 20. Von den vormaligen Aktivkapitalien des Hochstifts Passau wird der sogenannte Kardinal Averspergische Fonds ganz auf Oesterreich überwiesen.

München, den 14ten Mai 1829.

Königl. Staatsministerium des Hauses und des Aeußern.

Graf v. ARMANSPERG.

*) *Beilage D. Verzeichniß der an Baiern überwiesenen Landesaktiven.*

16.

*Traité de paix entre la Colombie et 1829
le Pérou conclu à Giron le 27 Février
1829.*

(Columbus 1829. Juliheft S. 75. *Neueste Staatsakten* Bd. 14. p. 317).

In Folge der gestern (26 Februar) gefochtenen Schlacht bei Tarqui (Varqui), in welcher nach tapferem Widerstande ein beträchtlicher Theil der Peruanischen Armee geschlagen ward, versammelten sich Kommissaire im Lager bei Giron, nämlich der Divisionsgeneral Don Juan Jose Flores, und der Brigadegeneral Daniel Florencio O'Leary, beide abseiten Sr. Excellenz, des Oberbefehlshabers der Departamentos von Süd-Columbia (Sucre), und der Großmarschall Don Augustin Gamarra und der Brigadegeneral de Orbegoso, abseiten Sr. Excellenz, des Präsidenten von Peru, begleitet von ihren gegenseitigen Secretarien, Obrist Jose Manuel Saëz und Doctor Jose Mareri de la Cuba, und diese haben, nach Auswechselung ihrer gegenseitigen Vollmachten, folgende Grundlage eines Definitivfriedens zwischen beiden Republiken festgesetzt.

ART. I. Die Streitkräfte in Nord-Peru sollen auf Garnisonsfuß vermindert werden und an beiderseitigen Gränzen sollen nicht mehr als 3000 Mann stehen.

ART. II. Die für ihre gegenseitigen Regierungen kontrahirenden Parteien sollen eine Kommission ernennen, die Gränzlinien beider Staaten festzusetzen, zur Grundlage die politische Eintheilung der Vicekönigreiche Neu-Granada und Peru im August 1809 annehmen, als die Revolution in Quito statt fand, und sie sind übereingekommen, gegenseitig die kleinen Gebietstheile abzutreten, welche wegen ungenauer Demarkation das Interesse der Einwohner behelligen.

ART. III. Dieselbe Kommission soll die Staatsschuld von Peru und Columbien liquidiren, welche

1829 als Resultat des Kriegs der Unabhängigkeit entstanden ist. Diese Schuld soll mit den Zinsen bezahlt werden, von dem Tage an, wo die Ausgabe begann, und innerhalb einer Frist von achtzehn Monaten, oder auf solche Weise, wie paßlich befunden wird. Die Schulden der Individuen, deren Zahlung wegen des gegenwärtigen Krieges suspendirt bleibt, sollen in regelmäßige Ordnung gebracht werden. In Betreff der Nationalschuld, soll Columbia und Peru, beide Republiken für sich, eine amerikanische Regierung ernennen, welche im Fall der Differenz als Schiedsrichter entscheidet.

ART. IV. Da nach Erklärung der Columbischen Kommissarien ein Aktenstück existirt, wodurch Peru verpflichtet ist, die Verluste, welche die Columbi-sche Armee, als sie im Peruanischen Befreiungskriege Hülfe leistete, erlitt, zu ersetzen, so ist der Staat Peru zur genauen Erfüllung besagten Aktenstücks in den Fristen, welche der zweite Artikel festsetzte, feierlich verpflichtet.

ART. V. Die Peruanische Regierung leistet Columbia diejenige Genugthuung für die Entlassung des Columbischen Agenten aus Lima, welche in solchen Fällen unter Nationen gebräuchlich ist, und Columbia giebt der Republik Peru genügende Erklärung wegen der Weigerung in Rücksicht des Empfangs des Peruanischen Bevollmächtigten.

ART. VI. Keine von beiden Republiken hat ein Recht sich einzumischen in die Regierungsform und inneren Angelegenheiten der andern, und beide kommen überein, die Unabhängigkeit der Republik Bolivia so wie aller andern Kontinentalstaaten zu achten.

ART. VII. Die strenge Beobachtung des vorstehenden Artikels in Rücksicht der kontrahirenden Parteien und auch Bolivia's, so wie in Rücksicht jeder andern bestehenden Differenz, soll auf's deutlichste im Definitivtraktate ausgesprochen werden.

ART. VIII. Da gegenseitiges Mißtrauen in Rücksicht der Zuversichtlichkeit der aufrichtigen Gesinnung welche sie beseelt, zwischen beiden Regierungen obwaltet, so soll gleich nach Abschluß des Friedenstraktats, die Regierung der vereinigten Staaten

von Nordamerika ersucht werden, die Erfüllung gegenwärtiger Kapitulation im Charakter der Vermittlerin zu garantiren. 1829

ART. IX. Da Columbia nicht einwilligen will, den Friedenstraktat zu unterzeichnen, so lange feindliche Truppen das Gebiet besetzt halten, so ist verabredet, daß, nach der Feststellung gegenwärtiger Grundlage, die Peruanische Armee sich südlich vom Macarfluß zurückziehen soll, und daß zum definitiven Abschluß geschritten werden soll, für welchen Zweck Bevollmächtigte von jeder kontrahirenden Partei erwählt werden, und sich während des Maimonats in der Stadt Guayaquil versammeln sollen, mittlerweile sollen in den Provinzen nur kleine Besatzungen bleiben, und von jeder Partei sollen Kommissarien ernannt werden, um über diesen Artikel zu wachen.

ART. X. Die Regierung von Peru verpflichtet sich der Columbischen Regierung die Korvette Pahincha sobald als möglich zu überliefern, und 100.000 Pia-ster im Laufe Eines Jahres zu zahlen, um die Schulden zu decken, welche das Geschwader in den Departementen Assuay und Guayaquil kontrahirt hat.

ART. XI. Die Peruanische Armee soll ihren Rückzug nach Loja nehmen, am 2ten März beginnen und innerhalb zwanzig Tagen, von dem Datum dieser Uebereinkunft an, das Columbische Gebiet geräumt haben. In derselben Periode soll den respektiven Behörden die Stadt Guayaquil, nebst ihren Schiffen und Militairvorräthen, unter denselben Bedingungen übergeben werden, als sie dem Befehlshaber des Peruanischen Geschwaders durch die Stipulation vom 21sten Januar überliefert worden ist.

ART. XII. Die Columbiern in Peru und die Peruaner in Columbien sollen vollkommene Sicherheit hinsichtlich ihrer Personen und ihres Eigenthums genießen, welcher politischen Meinung sie auch zugehörig sind.

ART. XIII. Die Kommissaire von Columbia und Peru verpflichten sich bei ihren gegenseitigen Regierungen Amnestiedekrete zu bewirken, für alle Personen, welche sich während des gegenwärtigen Krieges kompromittirt haben.

1829 ART. XIV. Mittelst dieses Präliminarvertrages ist eine Allianz begonnen, welche eine diplomatische Kommission hiernächst festsetzen soll, um auf solche Weise die aufrichtige Freundschaft der Republiken Columbia und Peru gegen alle auswärtigen Angriffe zu bethätigen.

ART. XV. Die kontrahirenden Parteien verpflichten sich von diesem Augenblick an, daß dieses die Basen eines Definitivfriedenstraktats sein sollen.

ART. XVI. Die gegen die Höfe von Columbia erklärte Blokade soll als eingestellt betrachtet werden, von der Zeit an, da die Kommissionen beider Armeen in Guayaquil eingezogen sind, um die Stipulation des Xten Artikels in Ausführung zu setzen.

ART. XVII. Von diesem Vertrage sollen vier Abschriften genommen werden, zwei für jede Partei, und derselbe soll in vier und zwanzig Stunden von dem Großmarschall von Ayacucho (General Sucre) Oberbefehlshaber von Süd-Columbia, im Namen seiner Regierung und von dem Präsidenten von Peru im Namen seiner Regierung ratifizirt werden.

Gegeben und unterzeichnet im Lager von Giron, den 27sten Februar 1829.

JUAN JOSE FLORES. — AUGUSTINO GAMARRA. — DANIEL FLORENZIO O'LEARY. — LOUIS JOSE DE ORBEGOSO. — JOSE MARIA SÁEZ und JOSE MARIERI DE LA CUBA (Sekretarien).

Hauptquartier vorwärts Giron, den 1sten März 1829.

Mit dem Wunsche, ein ausgezeichnetes Zeugniß und eine unbestreitbare Probe abzulegen, daß der Columbischen Regierung der Krieg zuwider ist, daß sie Peru's Volk liebt, und nicht die Absicht hegt, ihren Sieg zu mißbrauchen, um Peru zu erniedrigen, oder irgend einen Theil des Peruanischen Gebiets einzunehmen, billige, bestätige und ratifizire ich daher diesen Vertrag.

ANTONIO JOSE SUCRE.

17.

*Convention entre le grand-duché de 1829
Bade et le grand-duché de Hesse,
concernant l'exécution réciproque des
jugemens rendus par les tribunaux
des deux états contre les sujets re-
spectifs, publiée à Carlsruhe le 14
Avril 1829.*

(Großherzoglich - Badisches Staats- und Regie-
rungsblatt. 27 April 1829. p. 81).

Da von Seiten der Großherzogl. Hessischen Regie-
rung bereits unter dem 27sten October 1825 mit Be-
ziehung auf eine Großherzogl. Hessische Verordnung
vom 21sten Juni 1817 die Versicherung ertheilt wor-
den, daß die Urtheile Großherzogl. Badischer Ge-
richte (auf Ersuchen der letztern) in Rheinhessen
ohne Zulassung weiterer Discussionen von dem
Kreisgerichte zu Mainz für vollziehbar erklärt wer-
den sollen; und da von Seiten der nämlichen Regie-
rung unter dem 19ten v. M. die weitere bestimmte
Zusicherung gegeben worden, daß die von diesseiti-
gen Gerichten ergangenen Urtheile, nachdem sie von
den Großherzogl. Hessischen Gerichten für vollzieh-
bar erklärt seien, im Vollzug keinerlei Formalitä-
ten und Kosten unterworfen seyn sollen, als wel-
chen die Urtheile dortseitiger Gerichte selbst unter-
worfen seien, so daß es in der Provinz Rheinhessen
künftig nur noch der Aufforderung der Vollzie-
hungsbeamten bedürfe, um den wirklichen Vollzug
eines für executorisch erklärten Urtheils zu bewirken,
so werden die diesseitigen Gerichtsbehörden hiervon
in Kenntniß gesetzt, und zugleich, unter Zurücknahme
der unter dem 24sten August 1825 IMNr. 3182. an
sie ergangenen schriftlichen Weisung, hierdurch er-
mächtigt, den von Großherzogl. Hessischen Gerich-
ten ergangenen Urtheilen auf amtliche Requisition alle

1829 jene Vollziehbarkeit wieder zuzugestehen, welche denselben in Gemäßheit der landesherrlichen Verordnung vom 5ten Mai 1813, Regierungsblatt Nr. 17: früher zugestanden worden ist.

Carlsruhe den 14ten April 1829.

Justiz - Ministerium.

In Ermanglung eines Präsidenten

MÜLLER.

Vdt. BAURITTEL.

18.

Trève entre les armées de Colombie et de Pérou conclue à Puira le 10 Juillet 1829.

(*Neueste Staatsakten* Bd. 17. p. 206).

Hauptquartier Puira, den 10ten Juli 1829.

Es fand eine Konferenz statt zwischen dem Obristen Antonio de la Guerra, Abgeordneten, Sr. Excellenz des Libertadors, Präsidenten der Republik Columbia, und dem Obristlieutenant Don Juan Augustin Lira, Abgeordneten des erlauchten Großmarschalls, Oberbefehlshabers des Heers der Peruanischen Republik, um einen Waffenstillstand abzuschließen, während dessen die Regierungen der beiden Republiken frei mit einander kommunizieren können, um über einen definitiven Friedensvertrag übereinzukommen. Nach Auswechslung jener Vollmachten setzten sie folgende Artikel fest:

1. Es ist unter gemeinschaftlichem Einverständnisse beschlossen, daß ein förmlicher Waffenstillstand von 60 Tagen stattfinde und daß vom Tage seiner Ratifikation an, die Feindseligkeiten zu Lande und zur See suspendirt bleiben.

2. Die Provinz Guayaquil wird mit ihren Städten und festen Plätzen innerhalb sechs Tagen zur

Verfügung der Columbischen Regierung gestellt, von 1829 dem Augenblicke angerechnet, in welchem gegenwärtiges Dokument in die Hände des Oberbefehlshabers der Peruanischen Heeresabtheilung gestellt wird, nachdem es vorher von Sr. Excellenz, dem Libertador Präsidenten ratifizirt wurde.

3. Die Blokade der Südküste von Columbien wird am Tage der Ratifikation aufgehoben, und so lange der Waffenstillstand dauert, darf keine der beiden Mächte ihre Streitkräfte, weder zur See noch zu Lande vermehrten. Indessen können die Columbischen Kriegsschiffe, die aus dem atlantischen Ozean kommen, in allen Columbischen Häfen am stillen Ozean einlaufen, mit Ausnahme der Häfen des Staats Guayaquil.

4. Als Bürgschaft für die Republik Columbien, erhält sie alle Schiffe und Bote von Guayaquil, und alle Kriegswerkzeuge nach den betreffenden Inventarien, so wie der definitive Friedensvertrag unterzeichnet sein wird; in keinem Falle aber wird man sich deren zu einem feindlichen Zwecke bedienen.

5. Eine von der Regierung ernannte diplomatische Kommission wird sich so bald als möglich mit dem Abschluß der Friedensunterhandlungen in der durch den ersten Artikel vorgeschriebenen Zeit beschäftigen, die so weit ausgedehnt werden kann, als es die Kommission für unumgänglich nöthig erachtet.

6. Dem Peruanischen Heere werden sogleich alle Kranken zurückgegeben, die sich in den Hospitälern von Giron befinden und in den Listen von Columbien eingereiht sind. Alle in der Schlacht von Tarqui gemachten Gefangenen aber bleiben als Geisseln.

7. Auf den von dem Peruanischen Abgeordneten erhobenen Widerspruch gegen die Aufrichtung der in Folge des Ereignisses von Tarqui angeordneten Monumente, erklärte der Columbische Abgeordnete, Don Antonio de la Guerra, die Entscheidung über diesen Punkt sei nicht in seiner Gewalt, sondern stehe nach seiner Meinung, der in dem Artikel 5 erwähnten diplomatischen Kommission zu. Uebrigens versicherte er, daß seine Republik und Se. Excellenz der Libertador Präsident von den günstigsten Gesinnungen gegen Peru beseelt seien.

8. Die während des Waffenstillstandes, der von dem Tage der Ratifikation an eintritt, von den Kriegs-

1829 schiffen oder Korsaren der beiden Republiken gemachten Prisen werden den Eigenthümern gewissenhaft zurückgegeben.

9. Die Feindseligkeiten zur See dürfen erst 50 Tage nach der Zeit wieder beginnen, in welcher der Krieg aufs neue erklärt werden sollte.

10. Willigt seine Excellenz der Libertador Präsident nicht ein, diese Konvention zu ratifiziren, so nehmen acht Tage nach seiner Weigerung die Feindseligkeiten zu Lande wieder ihren Anfang.

11. Der erlauchte Großmarschall Don Augustin Gamarra, der sich in diesem Hauptquartier befindet, wird ersucht werden, von jetzt an in drei Stunden seine Ratifikation oder seine Weigerung einzusenden, und Se. Excellenz der Libertador Präsident wird dazu keine längere Zeit erhalten, so wie dieses Dokument ihm übergeben sein wird.

12. Man wird vier Abschriften von diesem Dokument machen, von denen jede Partei zwei erhält, gleichmäfsig ratifizirt oder verworfen. Werden sie von I. I. E. E. gebilligt, so werden sie in der Festung Guayaquil ausgewechselt.

Nachdem die Kommissarien über die oben bestimmten Artikel übereingekommen waren, unterzeichneten sie den Waffenstillstand um fünf Uhr Nachmittags des oben erwähnten Tages.

DON AUGUSTIN LIRA. ANTONIO DE LA GUERRA.

Hauptquartier Pura den 10ten Juli 1829. — Ich genehmige und ratifizire feierlich diesen Vertrag, und im Einklang mit den Erklärungen, die mir von dem Generalsekretair Sr. Excellenz des Libertadors-Präsidenten der Republik Columbien in seinem Schreiben vom 25sten Juni gemacht wurden, sind die Feindseligkeiten, sowohl zu Lande als zur See, von Seiten der unter meinem Befehle stehenden Truppen von diesem Tage an aufgehoben.

AUGUSTIN GAMARRA.

JOSE MAZURI DE LA CUBA, *Sekretair.*

Hauptquartier Bicejo, den 15ten Juli 1829. — Ich genehmige und ratifizire diese Konvention.

BOLIVAR. JOSE ESPINAR, *Generalsekretair.*

19.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les nations unies des Chippewas, des Ottawas et des Potawatamies, conclu à Prairie du Chien le 29 Juillet 1829 et ratifié par le président des Etats-Unis le 2 Janvier 1830.

(Acts passed at the first session of the twenty-first congress of the United States. Appendix p. 35).

Articles of a Treaty made and concluded at Prairie du Chien, in the Territory of Michigan, between the United States of America, by their Commissioners, General John M'Niel, Colonel Pierre Menard, and Caleb Atwater, Esq. and the United Nations of Chippewa, Ottawa, and Potawatamie Indians, of the waters of the Illinois, Milwaukee, and Manitouck Rivers.

ART. I. The aforesaid nations of Chippewa, Ottawa, and Potawatamie Indians, do hereby cede to the United States aforesaid, all the lands comprehended within the following limits, to wit: Beginning at the Winnebago Village, on Rock river, forty miles from its mouth, and running thence down the Rock river, to a line which runs due west from the most southern bend of Lake Michigan to the Mississippi river, and with that line to the Mississippi river opposite to Rock Island; thence, up that river, to the United States reservation at the mouth of the Ouisconsin; thence, with the south and east lines of said reservation, to the Ouisconsin river; thence, southerly, passing the heads of the small streams emptying into the Mississippi, to the Rock River aforesaid, at the Winnebago Village, the place of beginning. And, also, one other tract of land, described as follows, to wit: Beginning on the Western Shore of Lake Michigan, at the northeast corner of

1829 the field of Antoine Ouitmette, who lives near Gross Pointe, about twelve miles north of Chicago; thence, running due west, to the Rock River, aforesaid; thence, down the said river, to where a line drawn due west from the most southern bend of Lake Michigan crosses said river; thence, east, along said line, to the Fox River of the Illinois; thence, along the northwestern boundary line of the cession of 1816, to Lake Michigan; thence, northwardly, along the Western Shore of said Lake, to the place of beginning.

ART. II. In consideration of the aforesaid cessions of land, the United States aforesaid agree to pay to the aforesaid nations of Indians the sum of sixteen thousand dollars, annually, forever, in specie: said sum to be paid at Chicago. And the said United States further agree to cause to be delivered to said nations of Indians, in the month of October next, twelve thousand dollars worth of goods as a present. And it is further agreed, to deliver to said Indians, at Chicago, fifty barrels of salt, annually, forever; and further, the United States agree to make permanent, for the use of the said Indians, the blacksmith's establishment at Chicago.

ART. III. From the cessions aforesaid, there shall be reserved, for the use of the undernamed Chiefs and their bands, the following tracts of land, viz:

For *Wau-pon-eh-see*, five sections of land at the Grand Bois, on Fox River of the Illinois, where *Shaytee's* Village now stands.

For *Shab-eh-nay*, two sections at his village near the Paw-paw Grove. For *Awn-kote*, four sections at the village of *Saw-meh-naug*, on the Fox River of the Illinois.

ART. IV. There shall be granted by the United States, to each of the following persons, (being descendants from Indians), the following tracts of land, viz: To Claude Laframboise, one section of land on the Riviere aux Pleins, adjoining the line of the purchase of 1816.

To François Bourbonné, Jr. one section at the Missionary establishment, on the Fox River of the Illinois. To Alexander Robinson, for himself and children, two sections, on the Riviere aux Pleins,

above and adjoining the tract herein granted to Claude 1829 Laframboise. To Pierre Leclerc, one section at the village of the As-sim-in-eh-Kon, or Paw-paw Grove. To Waish-kee-Shaw, a Potawatamie woman, wife of David Laughton, and to her child, one and a half sections at the old village of Nay-ou-Say, at or near the source of the Riviere aux Sables of the Illinois. To Billy Caldwell, two and a half sections on the Chicago River, above and adjoining the line of the purchase of 1816. To Victoire Pothier, one half section on the Chicago River, above and adjoining the tract of land herein granted to Billy Caldwell. To Jane Miranda, one quarter section on the Chicago River, above and adjoining the tract herein granted to Victoire Pothier. To Madeline, a Potawatamie woman, wife of Joseph Ogee, one section west of and adjoining the tract herein granted to Pierre Leclerc, at the Paw-paw Grove. To Archange Ouilmette, a Potawatamie woman, wife of Antoine Ouilmette, two sections, for herself and her children, on Lake Michigan, south of and adjoining the northern boundary of the cession herein made by the Indians aforesaid to the United States. To Antoine and Francois Leclerc, one section each, lying on the Mississippi River, north of and adjoining the line drawn due west from the most southern bend of Lake Michigan, where said line strikes the Mississippi River. To Mo-ah-way, one quarter section on the north side of and adjoining the tract herein granted to Waish-Kee-Shaw. The tracts of land herein stipulated to be granted, shall never be leased or conveyed by the grantees, or their heirs, to any person whatever, without the permission of the President of the United States.

ART. V. The United States, at the request of the Indians aforesaid, further agree to pay to the persons named in the schedule annexed to this treaty, the sum of eleven thousand six hundred and one dollars; which sum is in full satisfaction of the claims brought by said persons against said Indians, and by them acknowledged to be justly due.

ART. VI. And it is further agreed, that the United shall, at their own expense, cause to be sur-

1829 veyed, the northern boundary line of the cession herein made, from Lake Michigan to the Rock River, as soon as practicable after the ratification of this treaty, and shall also cause good and sufficient marks and mounds to be established on said line.

ART. VII. The right to hunt on the lands herein ceded, so long as the same shall remain the property of the United States, is hereby secured to the nations who are parties to this treaty.

ART. VIII. This treaty shall take effect and be obligatory on the contracting parties, as soon as the same shall be ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof.

In testimony whereof, the said John M'Niel, Pierre Menard, and Caleb Atwater, Commissioners as aforesaid, and the Chiefs and Warriors of the said Chippewa, Ottawa, and Potawatamie Nations, have hereunto set their hands and seals, at Prairie du Chien, as aforesaid this twenty-ninth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-nine.

JOHN M'NIEL.
PIERRE MENARD. } *Com'rs.*
CALEB ATWATER. }

20.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Winnebagos, conclu à Prairie du Chien le 1 Août 1829 et ratifié par le président des Etats-Unis le 2 Janvier 1830.

(Acts passed at the first session of the twenty-first congress of the United States. Appendix p. 30).

Articles of a Treaty made and concluded at the Village of Prairie du Chien, Michigan Territory, on this

first day of August, in the year one thousand eight hundred and twenty-nine, between the United States of America, by their Commissioners, General John M'Niell, Colonel Pierre Menard, and Caleb Atwater, Esq. for and on behalf of said States, of the one part, and the Nation of Winnebago Indians of the other part.

ART. I. The said Winnebago nation hereby, forever, cede and relinquish to the said United States, all their right, title, and claim, to the lands and country contained in the following limits and boundaries, to wit: beginning on Rock River, at the mouth of the *Pee-kee-tau-no* or *Pee-kee-tol-a-ka*, a branch thereof; thence, up the *Pee-kee-tol-a-ka*, to the mouth of Sugar Creek; thence, up the said creek, to the source of the Eastern branch thereof; thence, by a line running due North, to the road leading from the Eastern blue mound, by the most Northern of the four lakes, to the portage of the Wisconsin and Fox rivers; thence, along the said road, to the crossing of Duck Creek; thence, by a line running in a direct course to the most Southeasterly bend of Lake Puck-a-way, on Fox River; thence, up said Lake and Fox River, to the portage of the Wisconsin; thence, across said portage, to the Wisconsin river; thence, down said river, to the Eastern line of the United States, reservation at the mouth of said river, on the south side thereof, as described in the second article of the treaty made at St. Louis, on the twenty-fourth day of August, in the year eighteen hundred and sixteen, with the Chippewas, Ottawas, and Potawatamies; thence, with the lines of a tract of country on the Mississippi river, (secured to the Chippewas, Ottawas, and Potawatamies, of the Illinois, by the ninth article of the treaty made at Prairie du Chien, on the nineteenth day of August, in the year eighteen hundred and twenty-five), running Southwardly, passing the heads of the small streams emptying into the Mississippi to the Rock river, at the Winnebago village, forty miles above its mouth; thence, up Rock river, to the mouth of the *Pee-kee-tol-a-ka* river, the place of beginning.

ART. II. In consideration of the above cession, it is hereby stipulated, that the said United States

1829 shall pay to the said Winnebago nation of Indians the sum of eighteen thousand dollars in specie, annually, for the period of thirty years; which said sum is to be paid to said Indians at Prairie du Chien and Fort Winnebago, in proportion to the numbers residing within the most convenient distance of each place, respectively; and it is also agreed, that the said United States shall deliver immediately to said Indians, as a present, thirty thousand dollars in goods; and it is further agreed, that three thousand pounds of tobacco, and fifty barrels of salt, shall be annually delivered to the said Indians by the United States, for the period of thirty years; half of which articles shall be delivered at the Agency at Prairie du Chien, and the other half at the Agency of Fort Winnebago.

ART. III. And it is further agreed between the parties, that the said United States shall provide and support three blacksmithshops, with the necessary tools, iron, and steel, for the use of the said Indians, for the term of thirty years; one at Prairie du Chien, one at Fort Winnebago, and one on the waters of Rock river; and furthermore, the said United States engage to furnish, for the use of the said Indians, two yoke of oxen, one cart, and the services of a man at the portage of the Wisconsin and Fox rivers, to continue at the pleasure of the Agent at that place, the term not to exceed thirty years.

ART. IV. The United States (at the request of the Indians aforesaid) further agree to pay to the persons named in the schedule annexed to this treaty, (and which forms part and parcel thereof), the several sums as therein specified, amounting, in all, to the sum of twenty-three thousand five hundred and thirty-two dollars and twenty-eight cents; which sum is in full satisfaction of the claims brought by said persons against said Indians, and by them acknowledged to be justly due.

ART. V. And it is further agreed, that, from the land hereinbefore ceded, there shall be granted by the United States to the persons herein named, (being descendants of said Indians), the quantity of land as follows, to be located without the mineral

country, under the direction of the President of the 1829 United States, that is to say: to Catharine Myott, one section; to Michel St. Cyr, son of *Kee-no-kau*, (a Winnebago woman), one section; to Mary, Ellen, and Brigitte, daughters of said *Kee-no-kau*, each one section; to Catharine and Olivier, children of Olivier Amelle, each one section; to François, Therese, and Joseph, children of Joseph Thibault, each one section; to Sophia, daughter of Joshua Palen, one section; to Pierre Pacquette, two sections; and to his two children, Therese and Moses, each one section; to Pierre Grignon L'Avoine, Amable, Margaret, Genevieve, and Mariette, children of said Pierre, each one section; to Mauh-nah-tee-see, (a Winnebago woman), one section; and to her eight children, viz: Therese, Benjamin, James, Simeon, and Phelise Leciier, Julia, and Antoine Grignon, and Alexis Peyet, each one section; to John Baptiste Pascal, Margaret, Angelique, Domitille, Therese, and Lisette, children of the late John Baptiste Paquette, each one section; to Madeline Brisbois, daughter of the late Michel Brisbois, Jr. one section; to Therese Gagnier and her two children, François and Louise, two sections; to Mary, daughter of Luther Gleason, one section; and to Theodore Lupen, one section; all which aforesaid grants are not to be leased or sold by said grantees to any person or persons whatever, without the permission of the President of the United States; and it is further agreed, that the said United States shall pay to Therese Gagnier the sum of fifty dollars per annum, for fifteen years, to be deducted from the annuity to said Indians.

ART. VI. The said United States hereby agree (by the request of the said Indians), to appoint a sub-agent for them, to reside on the waters of Rock river, and also to continue the present subagency at Fort Winnebago. But it is understood that the rejection of this article, by the Senate, is not to affect the validity of this Treaty.

ART. VII. This Treaty, after the same shall be ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof, shall be obligatory on the contracting parties.

1829 In testimony whereof, the said John M'Niel, Pierre Menard, and Caleb Atwater, Commissioners as aforesaid, and the Chiefs and Warriors of said Winnebago nation of Indians, have hereunto set their hands and seals, at the time and place first herein above written.

JOHN M'NIEL.
PIERRE MENARD. } *Com'rs.*
CALEB ATWATER.

21.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Delawares, conclu à Little Sandusky le 3 Août 1829, et ratifié par le président des Etats-Unis le 2 Janvier 1830.

(Acts passed at the first session of the twenty-first congress of the United States. Appendix p. 39).

Articles of agreement made between John M'Elvain, thereto specially authorized by the President of the United States, and the band of Delaware Indians, upon the Sandusky River, in the State of Ohio, for the cession of a certain reservation of land in the said State.

ART. I. The said band of Delaware Indians cede to the United States the tract of three miles square, adjoining the Wyandot reservation upon the Sandusky river, reserved for their use by the treaty of the Rapids of the Maumee, concluded between the United States and the Wyandots, Seneca, Delaware, Shawanees, Potawatamies, Ottawas, and Chippewa tribes of Indians, on the twenty-ninth day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen, and the said tribe of Delawares engage to remove to and join their nation on the west

side of the Mississippi, on the land allotted to them, 1829 on or before the first day of January next, at which time peaceable possession of said reservation is to be given to the United States.

ART. II. In consideration of the stipulations aforesaid, it is agreed, that the United States shall pay to the said band the sum of three thousand dollars: two thousand dollars in hand, the receipt of which is hereby acknowledged by the undersigned Chiefs of said tribe, and the remaining balance of one thousand dollars to be appropriated to the purchase of horses, clothing, provisions, and other useful articles, to aid them on their journey so soon as they are prepared to remove.

In witness whereof, the said John M'Elvain, and the Chiefs of the said band, have hereunto set their hands and seals at Little Sandusky, in the State of Ohio, this third day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-nine.

JOHN M'ELVAIN.

22.

Déclaration de la chambre grand-ducale d'Oldenbourg du 8 Août 1829 concernant un arrangement ultérieur entre le Hanovre et l'Oldenbourg relativement au traité de commerce et de douanes du 10 Janvier 1829.

(Oldenburgische Gesetzsammlung 1829. pag. 159.
Neueste Staatsakten Bd. 19. p. 381).

In Beziehung auf die Bestimmungen der unterm 10ten Januar dieses Jahres abgeschlossenen, unterm 28sten Februar dieses Jahres von der großherzoglichen Regierung bekannt gemachten Vereinbarung mit dem Königreiche Hannover zur Regulirung verschiedener Schifffarths- und sonstiger Verhältnisse, ist

1829 durch eine Vereinbarung der beiderseitigen Regierungen annoch weiter festgesetzt worden: ad B. §. 6. daß die Befreiung von dem Hannöverschen Durchgangszoll bei der Durchfuhr neuer Schiffe, ingleichen des Oldenburgischen Honigs und Wachses, auf der Ems, nicht bloß, wenn diese Gegenstände nach Holland oder der Jeverischen Küste, sondern auch, wenn sie nach andern Gegenden des Oldenburgischen Gebiets versendet werden, zugestanden werden solle; ingleichen ad A. §. 9. und B. §. 10. daß die Befreiung vom Ein- und Ausgangszoll, welche in Ansehung der Bienen und Bienenkörbe verabredet war, von Seiten beider Regierungen gegenseitig, nicht bloß in Ansehung der durchzuführenden, sondern auch in Ansehung der aus dem einen Lande in das andere Land zur Weide zu bringenden Bienen und des zu deren Ernährung bestimmten Futterhonigs zugestanden werden, jedoch unter folgenden genau zu beobachtenden Vorschriften:

1. Daß der einzuführende Futterhonig von einer schriftlichen Deklaration des Eigenthümers des Inhalts: daß dieser Futterhonig lediglich zur Ernährung der von ihm selbst zur Weide eingeführten Bienen bestimmt sei und angewandt werden solle, begleitet sein müsse;

2. daß dabei nachgewiesen werde, wie die Bienen, für welche der Futterhonig bestimmt ist, auch wirklich aus dem Oldenburgischen in das Hannöversche (resp. aus dem Hannöverschen in das Oldenburgische) Gebiet zur Weide eingebracht sind; zu welchem Ende die steuer- und zollfreie Einführung des Futterhonigs, es mag solche gleichzeitig mit den Bienen oder später geschehen, bei ebenderselben Steuer- und Zollreceptur geschehen und gehörig angemeldet werden muß, bei welcher die Bienenstöcke, für welche er bestimmt ist, eingeführt sind; auch

3. daß die auf solche Weise abgabenfrei einzuführende Quantität Futterhonigs in keinem Falle mehr als anderthalb Tonnen für jede zwanzig Bienenstöcke betragen dürfe.

Es werden daher obige fernere Vereinbarungen zur Nachricht der hiesigen Landesunterthanen, und insbesondere auch der diesseitigen Gränzzolleinnehmer hiermittelst bekannt gemacht.

23.

*Concordat des cantons Suisses de 1829
Berne, de Zurich, de Soleure, de Bâle,
d'Appenzell - Ausserrhoden, de St.
Galles et de Neufchatel concernant
le transit des marchandises sur les
routes de Rorschach jusqu'à Bâle
et à Verrières, approuvé par la diète
le 17 Août 1829.*

(*Neue Züricher Zeitung* vom 30sten Septbr. 3ten u.
10ten Octbr. 1829. — *Neueste Staatsakten* Bd. 18. p. 1).

Die hohen Stände Bern, Zürich, Solothurn, Basel, Appenzell - Ausserrhoden, St. Gallen und Neuenburg, sind über nachfolgende Anordnungen für den Transit auf den Kommerzialstraßen von Rorschach bis Basel und Verrieres, nebst ihren Nebenverzweigungen, übereingekommen.

I. Bestimmung der Kommerzialstraßen.

ART. I. Erster Straßenzug: Die Straße von Rorschach, St. Gallen, Zürich, Lenzburg, Murgenthal und Bern, nach Neuenburg und Verrieres. Von St. Gallen über Büren oder Flawyl nach Wyl. Von Elgg bis Dietikon. Von Dietikon über Brugg, Aarau und Aarburg nach Murgenthal. Ueber Bern nach Aarberg nach der Zihlbrücke. Von der Zihlbrücke bis Verrieres.

Zweiter Straßenzug. Von Rorschach über Zürich und von Basel aus durch den Kanton Solothurn nach Verrieres. Von Rorschach nach St. Gallen über Büren oder Flawyl nach Wyl. Von Elgg bis Dietikon. Von Dietikon über Lenzburg nach Aarau und Schönenwerth. Von Dietikon über Brugg u. Aarau nach Schönenwerth. Von Schönenwerth bis Dürrmühle und von Attiswyl bis Nennigkofen oder Grenchen. Von Basel bis Holderbank. Von Holderbank bis Nennigkofen oder Grenchen. Von Dürrmühle bis At-

1829 tiswyl und von Grenchen über Nydau nach der Zihlbrücke. Von Dürrmühle bis Attiswyl und von Leuzigen über Büren und Aarberg bis an die Zihlbrücke. Von Holderbank über Solothurn, Biberist, oder Lohn nach Krailigen. Von Krailigen nach Bern. Von Dürrmühle und von Bälterkinden nach Bern. Von Murgenthal auf Aeschi. Von Aeschi nach Grenchen oder Nennigkofen. Von Aeschi nach Holderbank. Von Murgenthal über Aarwangen nach Dürrmühle. Von Murgenthal über Herzogenbuchsen nach Attiswyl. Von St. Niklaus über Kirchberg nach Biberist oder Krailigen. Von Biberist oder Krailigen nach Grenchen oder Nennigkofen. Von der Zihlbrücke bis Verrieres. (Note: Die Route über den untern Hauenstein kann erst aufgenommen werden, wenn das Konkordat über den Gotthard festgesetzt ist).

Dritter Straßenzug: Straße von Basel nach Verrieres über die Leberbergischen Amteien. Von Basel nach Grellingen. Von Grellingen bis an die Zihlbrücke. Von Grellingen bis Pontins. Von Pontins über Neuenburg bis Verrieres. Von Grellingen über Sonceboz nach Cibourg. Von Grellingen über Les Bois nach Cibourg. Von Cibourg über Brevine nach Verrieres.

Vierter Straßenzug: Von Rorschach und St. Gallen nach Basel. Von Dietikon über Brugg bis Rheinfelden. Von Dietikon über Brugg bis Basel-Augst. Von Dietikon über Aarau bis Rheinfelden. Von Dietikon über Aarau bis Basel-Augst. Von Basel bis Basel-Augst. Von Basel bis Grenzach. Von Basel bis Eimeldingen. Von Basel bis St. Louis. Von Basel bis Burgfelden (Note: Es bleibt den hohen Ständen Basel und Aargau vorbehalten, sich zu erklären, ob sie die Straße von Basel bis Lauffenburg auch in dieses Konkordat aufnehmen wollen).

ART. II. Neue Kommerzialstraßen können künftig auf Verlangen der betreffenden Kantone den älteren, unter Beobachtung der nämlichen Grundsätze, angereicht werden.

II. *Aufhebung der Lizenzverordnungen und Bestimmungen des Gewichts der Ladungen.*

ART. III. Diejenigen Kantone welche Lizenzverordnungen haben, nehmen solche zurück.

ART. IV. Dagegen wird festgesetzt: Keine andern 1829
Fuhrwerke, als die hiernach bestimmten, genießen
den Vorthail, die Zölle kumulativ zu bezahlen, und
auch sie allein genießen die Zollverminderung für
die unten bezeichneten Waaren, alle übrigen entrich-
ten die bisherigen Zoll-, Weg- und Brückengelder.
a. Einspännige vierrädrige Wagen, denen ähnlich, die
unter dem Namen Comtoiswagen bekannt sind, und
die höchstens 21 Zentner brutto Kilogewicht (zu 50
Kilogramme auf einen Zentner gerechnet) Ladung ha-
ben. Zwei dieser Wagen sollen jedesmal von einem
Führer begleitet sein, und wenn mehr als vier Wa-
gen eine gemeinschaftliche Reise machen, so sind
diese Fuhrwerke gehalten, zu vier und vier in hin-
länglichen Distanzen von einander getrennt zu fahren,
um alle Gefahren beim Begegnen anderer Fuhrwerke
zu vermeiden. Der hohe Stand Basel wünscht seine
Verordnung beizubehalten, laut welcher diesen Fuhr-
werken gestattet ist, je auf vier Wagen nur einen
Führer zu halten. b. Vierrädrige Lastwagen mit 3
Zoll französischen Maasses breiten Radfelgen und ei-
ner Ladung von höchstens 45 Zentner brutto Kilo-
gewicht. c. Vierrädrige Lastwagen mit vier Zoll fran-
zösischen Maasses breiten Radfelgen und einer Ladung
von höchstens 60 Zentner brutto Kilogewicht. d.
Vierrädrige Lastwagen mit 5 Zoll französischen Maasses
breiten Radfelgen und einer Ladung von höchstens
90 Zentner brutto Kilogewicht. e. Vierrädrige Last-
wagen mit 6 Zoll französischen Maasses breiten Rad-
felgen und einer Ladung von höchstens 105 Zentner
brutto Kilogewicht. f. Vierrädrige Lastwagen mit
wenigstens 7 Zoll französischen Maasses breiten Rad-
felgen und einer Ladung von höchstens 120 Zentner
brutto Kilogewicht. g. Zweirädrige Lastwagen mit
wenigstens 5 Zoll französischen Maasses breiten Rad-
felgen, dürfen höchstens 45 Zentner brutto Kilo-
gewicht Ladung haben, und diejenigen mit wenigstens
7 Zoll breiten Radfelgen, höchstens 60 Zentner brutto
Kilogewicht.

ART. V. Ueber schwerere Ladungen liegt es in
der Befugniß jedes Standes, Verfügung für seinen
Kanton nach seiner Konvenienz zu treffen. Hat aber
der Fuhrmann mehr geladen, als ihm erlaubt ist, und
muß er in Folge desselben abladen, so wird diejenige

1829 Behörde, welche die Abladung anordnet, dafür sorgen, daß die abgeladenen Waaren in sichern Verwahr genommen werden, und daß der Fuhrmann auf eigene Kosten sie möglichst schnell an ihre Bestimmung bringt.

ART. VI. Für diejenigen, Straßenstrecken, die vom Auslande bis an die nächste schweizerische Gränzstadt oder Sust führen, kann jeder Kanton, sowohl über die Ladung der Wagen als über die zu beobachtende Polizei, Verordnungen nach seiner Konvenienz erlassen, immerhin jedoch mit der Rücksicht, daß sie den Transit durch die übrigen Kantone nicht beschweren.

III. Erleichterung des Frachtfuhrwesens. Kollektiver Zoll.

ART. VII. Alle Zölle, Weg- und Brückengelder, die einer der benannten Kantone auf den im Art. I. bestimmten Kommerzialstraßen beziehet, werden nach den darüber in dem eidgenössischen Archiv niedergelegten Dokumenten (Unrichtigkeiten vorbehalten) für die einzelnen Straßen und kantonsweise berechnet, und der auf diese Weise berechnete Zoll heißt der grofse Zoll. Von dem im Abschnitt II. Artikel I. bezeichneten Fuhrwerke wird der Zoll kollektiv in einer Summe und an einem einzigen Orte in jedem Kanton entrichtet.

Ladkarten.

ART. VIII. Alle Fuhrleute, welche die Zölle in jedem Kanton nur an Einem Orte bezahlen, müssen mit Ladkarten versehen sein. Diese Ladkarten werden in den Weg- oder Kaufhäusern ausgefertigt, wo die Waare verladen wird. Dieselben enthalten, nach dem vorgelegten Schema (im Bericht des eidgenössischen Zollrevisors an den Staatsrath des Vororts Zürich d. d. 30 Dezember 1826. S. 12 ff.) eine genaue Spezifikation der Fuhrbriefe aller dem Fuhrmanne übergebenen Waaren, mit genauer Unterscheidung derjenigen Waaren, welche nach dem Abschnitte VI. Artikel XXIX. a. b. c. d. den kleinen Zoll bezahlen, und derjenigen, welche nicht in diese Kategorien gehören und zwar den grofsen Zoll, aber kumulativ bezahlen und Bestandtheile derselben Wagenladung ausmachen.

ART. IX. Damit aber die Wagen schneller spe- 1829
dirt und ihre Ladung leichter verifizirt werden
könne, so soll für jeden grossen Wagen, so wie für
vier Comtoiswagen zusammen eine besondere Ladkarte
ausgefertigt werden.

ART. X. Es steht frei, auf der Ladkarte den
Namen des Versenders ganz auszuschreiben, oder mit
einzelnen Buchstaben zu bezeichnen, und ebenfalls
steht es frei, noch zwei Rubriken für die Nachnah-
men und die Frachten beizufügen.

ART. XI. Das Gewicht soll auf diesen Ladkar-
ten genau nach dem Kilogramme angegeben, bei der
Verifikation aber billige Rücksicht auf einen kleinen
Unterschied im Gewicht genommen werden, welcher
aus Versehen oder durch die Witterung veranlaßt
werden könnte.

ART. XII. Die Berechnung des Zolls nach der
Kategorie der Waaren und für jeden Kanton beson-
ders, soll für die ganze Reise im voraus da gemacht
werden, wo die Ladkarte verfertigt wird.

ART. XIII. Für jede Ladkarte, die nach Art.
IX. ausgestellt wird, zahlt der Fuhrmann 20 Kr.
oder 5 Batzen.

ART. XIV. Wenn an irgend einem Orte, zwi-
schen dem ersten Aufladungs- und dem letzten Ab-
ladungsorte Waaren aufgeladen werden, so muß dem
Fuhrmann für diese Waaren eine neue Ladkarte ge-
geben und ihre Nummer in die alte Ladkarte ein-
geschrieben werden. Für eine solche Nebenladkarte
zahlt der Fuhrmann 8 Kr. oder 2 Batzen.

ART. XV. Wenn an einem Zwischenort Waa-
ren abgeladen werden, so muß solches auf der Lad-
karte abgeschrieben werden. Für eine solche Ein-
schreibung zahlt der Fuhrmann 2 Kr. oder 5 Rappen.

ART. XVI. Wenn der Fuhrmann an einem Orte
auf- oder abladet, wo keine Zollstätte ist, so läßt er
sich in erstern Falle einen Fuhrbrief, im letztern ei-
nen Empfangschein geben, und diese Dokumente ist
der Fuhrmann schuldig, auf der ersten Zollstätte, wo
er zollen muß, sei sie dann in dem nämlichen oder
in einem andern Kanton, vorzuweisen und auf der
Ladkarte einschreiben zu lassen.

1829

Zollacquit.

ART. XVII. Für jede Zollentrichtung wird dem Fuhrmanne unentgeltlich ein Zollacquit mitgegeben. Derjenige Fuhrmann, welcher das Recht erworben hat, in einem Kanton an einem einzigen Orte den Zoll zu entrichten, soll jedoch gehalten sein, jedem Einnehmer von Weg-, Brücken- und Zollgeldern, entweder die Ladkarte (welche äusserlich den Stempel des eidgenössischen Kreuzes tragen soll), oder ein Zollzeichen, einen Passe-Avant oder eine Zollbescheinigung vorzuweisen, je nachdem die Verfügungen in jedem Kanton es erheischen werden. Wo aber die Einrichtungen von Zollzeichen oder Passe-Avant gebräuchlich sind, sollen dieselben unentgeltlich gegeben werden.

ART. XVIII. Bei beendigter Reise nimmt die letzte Zollstätte dem Fuhrmanne seine Ladungen ab und bewahrt sie auf. Jedes Zollamt, welches Ladkarten ausstellt, hält davon ein spezifizirtes Register und sendet am Ende des Monats an die Zollämter, an welche die Ladkarten adressirt waren, eine summarische Liste aller im Monate ausgefertigten Ladkarten. Sollte sich bei der Kontrollirung der eingegangenen Ladkarten mit der besagten Liste ein Verdacht der Defraudation ergeben, so soll der Zollbeamte davon seiner Kantonalbehörde zu weiterer Benachrichtigung der dazwischen liegenden Kantone Kenntniss geben.

Beförderung der Frachtfuhren.

ART. XIX. Als Grundsatz wird angenommen, dass, auf Anmelden des Fuhrmanns der Zollbeamte bei Tag und bei Nacht den Fuhrmann schleunigst möglich spediren soll, und die Ausnahmen so wenig beschwerend als möglich, und nur da wo sie unausweichlich sind, stattfinden dürfen.

ART. XX. Fuhren, welche die Zölle kumulativ zahlen dürfen und wirklich keine Waaren auf- und abladen, sind vorzüglich vor allen andern in den Kauf- und Zollhäusern zu spediren.

ART. XXI. Es werden in allen konkordirenden Ständen Anstalten getroffen, dass Transitfuhren, die

in einer Stadt weder ab- noch aufladen müssen, auch 1829 an den Sonn- und Feiertagen, mit Ausnahme der Zeit des Gottesdienstes, durch solche Städte fahren und die Zölle entrichten können. Es werden ferner in allen konkordirenden Ständen Anstalten getroffen, daß selbst in allen Städten, wo das Schließen der Thore noch für nöthig erachtet wird, Lastwagen, die nach den Bestimmungen dieser Uebereinkunft als Transitfahren bezeichnet sind, von Morgens vier Uhr bis Abends 10 Uhr, ohne Entrichtung eines Sperrgeldes ein- und ausfahren können.

ART. XXII. Sollten Eilfahren eingerichtet werden, so werden alle Kantone dafür sorgen, daß solche zu jeder Stunde des Tages oder der Nacht und an jedem Tage durch alle Städte ihres Gebiets durchfahren und die Zölle entrichten können, wofern diese Eilfahren regelmäsig zu einer gewissen Zeit eintreffen.

Aufhebung von Privilegien.

ART. XXIII. Wenn in irgend einem Kanton auf angenommenen Straßenzügen noch Privilegien bestünden, welche die freie Konkurrenz der Fuhrleute hemmen, so werden sie abgeschafft.

IV. Erleichterung der Zölle und Kaufhausgebühren.

ART. XXIV. Die eingangsbenannten Stände verstehen sich für die im Abschnitte VI. Art. XXIX. verzeichneten Waaren zu einer allgemeinen Reduktion ihrer Zölle nach folgenden Grundlagen: a. daß angenommen wird, jeder Kanton hätte nur $\frac{1}{5}$ von dem dermaligen Bestand (Art. VII.) seiner Zölle, Weg- u. Brückengelder zu beziehen; b. daß ferner angenommen wird, jeder Kanton hätte für die Stüde (von 15000 Berner Schuh) und für den Zentner (von 50 Kilogrammen) $\frac{3}{4}$ Rappen zu beziehen. Diese beiden Fäzit werden addirt, und die Hälfte der Summe bildet dann den Betrag des Zolls, Weg- und Brückengeldes, welches jeder der hohen Stände auf dem betreffenden Straßenzug als kleinen Zoll zu beziehen hat. Der Kanton Solothurn bezieht auf jedem der vorbenannten Straßenzüge, die sein Gebiet durchziehen, selbst wenn sie durch fremdes Gebiet durchbrochen sind, für die ganze Strafe an einem einzigen Orte 6 Rappen vom Zentner. (Note. Dieser Vermin-

1829 derung sind die neuen Tarife über beide Hauensteine nicht unterworfen.)

ART. XXV. Sind die auf diese Weise ausgemittelten Zollsätze für die einzelnen Strassen eines Kantons nicht sehr verschieden, so wird der Durchschnitt als Mitteltarif für alle Strassen gleich angenommen.

ART. XXVI. Es bleibt den Regierungen überlassen, für diejenigen Waaren, welche aus ihrem Kanton nach dem Auslande verladen werden, den bestimmten kleinen Zoll im Innern ihres Gebiets für jede Strasse ganz oder theilweise zu beziehen, je nachdem der Ort der Aufladung auf der einen oder der andern Gränze oder zwischen beiden liegt.

ART. XXVII. Ferner sollen für Waaren, welche die Begünstigung des kleinen Zolls geniessen, sonach in keinem Falle länger als vierzehn Tage in dem Lagerhause liegen bleiben, alle Gebühren in den Kaufhäusern, sie mögen Namen haben, wie sie wollen, als Krahn-, Weg-, Sust- oder Lagergeld, Bestäter-, Ladknecht, Auf- und Abladungsgebühren, kumulativ nirgends drei Kreuzer, oder $7\frac{1}{2}$ Rappen vom Zentner beim Abladen, und eben so viel beim Aufladen übersteigen dürfen.

V. *Dauer der Zollreduktion.*

ART. XXVIII. Das neue Zollsystem soll, vom Tage der Einführung an, auf eine Probezeit von zehn Jahren stattfinden und während dieser Zeit keine Zollerhöhung gestattet sein.

VI. *Bestimmung, welche Waaren die Zollreduktion und die verminderten Kaufhausgebühren geniessen.*

ART. XXIX. Des verminderten Zolls und s. f. werden theilhaftig, wenn sie auf den Abschnitt II, Art. IV. a. b. c. und d. beschriebenen Fuhrwerken geladen sind: a. Alle Waaren und Weine, welche von dem Auslande kommen, um durch die Schweiz nach dem Auslande durchgeführt zu werden. b. Alle diejenigen Waaren und Weine, welche aus den konkordirenden Ständen nach dem Auslande versendet werden. c. Alle diejenigen Waaren und Weine, welche aus den Ortschaften eines konkordirenden Kantons

kommen, die südlich der Hauptkommerzialstrasse liegen. Diese geniessen die Vortheile des kleinen Zolls, sobald sie in dem eigenen Kanton oder auf dem Gebiete des nächstgelegenen konkordirenden Kantons die Hauptkommerzialstrasse von Rorschach bis Basel oder Verrieres erreicht haben; jedoch fängt die Erleichterung erst an, wenn die Waare zur Ausfuhr auf den Wagen geladen ist. d. Alle diejenigen Waaren, welche von Bewohnern der äussern Rhoden des Standes Appenzell in das Ausland gesandt werden, geniessen die Vortheile des kleinen Zolls, sobald sie auf dem Gebiete des Kantons St. Gallen die Kommerzialstrasse von Rorschach bis Basel oder Verrieres erreicht haben.

ART. XXX. Alle Waaren und Weine, welche den Vortheil des kleinen Zolles geniessen wollen, müssen unvermischt mit andern Waaren in besondre Kollis verpackt sein.

ART. XXXI. Alle diese Waaren müssen mit Fuhrbriefen begleitet sein, auf denen der Ort der Verladung in der Schweiz, das Land ihrer auswärtigen Bestimmung, die allgemeine Benennung der Waare, die in dem Kolli enthalten ist, das Zeichen, die Nummer und das Gewicht desselben, so wie auch die Namen des Versenders, des Empfängers an den Abladungsorten in der Schweiz und des Fuhrmanns bezeichnet sind.

ART. XXXII. Diese Bestimmungen haben einstweilen keinen Bezug auf Getreide, Holz, Salz u. Vieh.

ART. XXXIII. Ferner sind ausgenommen diejenigen Waaren und Weine, welche in solche Kantone bestimmt sind, oder daher kommen, welche diesem Konkordate noch nicht beigetreten sind.

VII. *Niederlagshäuser für transitirende Waaren.*

ART. XXXIV. Die Waaren, welche die Begünstigung des kleinen Zolls geniessen, sollen in keinem Falle in die Hände der Kaufleute kommen, sondern, wo sie nicht auf dem Wege bleiben, in obrigkeitlichen Susten, Wag- oder Kaufhäusern aufbewahrt werden.

ART. XXXV. Zu diesem Ende verpflichten sich diejenigen Kantone, die keine ähnlichen Anstalten besitzen, solche einzurichten.

1829 ART. XXXVI. In der Regel soll die Waare, welche den kleinen Zoll genießt, in dem Kaufhause des Gränzkantons nur vierzehn Tage lang lagern können. Bleibt sie länger gelagert, so entscheidet die betreffende Behörde, ob die Waare noch mit der Bezahlung des kleinen Zolles dürfe weiter spedirt werden, oder ob sie den großen Zoll entrichten soll. Der erste Fall tritt ein, wenn die Waare durch erwiesene Umstände, an denen der Versender keinen Antheil hat, liegen geblieben ist. Der zweite Fall tritt ein, wenn der Versender durch unvorhergesehene Umstände, nach der Abreise der Waaren zu andern Verfügungen veranlaßt wird.

ART. XXXVII. Für Beschädigungen, Verunreinigungen oder Diebstähle, die durch Schuld der Angestellten bei den Susten, Kauf- oder Zollhäusern sich ereignen, sind die Beamten und für diese die Gemeinden oder die Regierung, welchen jene Anstalten zugehören, verantwortlich.

ART. XXXVIII. Die Gränzkantone werden dafür sorgen, daß die Waaren, welche aus dem Innern der Schweiz angelangt sind und auf der Herkunft den kleinen Zoll bezahlt haben, nur mit Fuhrbriefen nach dem Auslande abgegeben und wirklich dahin spedirt werden.

VIII. *Besichtigung und Verifikation der Waaren.*

ART. XXXIX. Alle Waaren, welche den Vortheil des kleinen Zolles genießen wollen, müssen bei ihrem Eintritte in die Schweiz oder an dem Orte ihrer Versendung abgewogen, und auf dem Zoll-, Wag- und Kaufhaus ihr Gewicht, ihr Zeichen, Nummer, Inhalt, nebst der Nummer der Ladkarte eingeschrieben werden.

ART. XL. An den Zwischenorten, wo der Fuhrmann Waaren auf- oder abladet, sollen diese gewogen und ihr Gewicht mit den Ladkarten verglichen werden. Bei solchem Anlaß kann eine äußere Besichtigung und Verifikation der übrigen Ladung des Wagens mit der Ladkarte statt haben.

ART. XLI. Ohne diesen Fall soll in der Regel kein Fuhrmann wegen Besichtigung oder Abwägung

im geringsten aufgehalten werden. Glaubt jedoch ein 1829 Zollbeamter begründeten Verdacht zu haben von Defraudation irgend einer Art, so hat er das Recht dem Fuhrmann zu erklären, er begehre die Abladung und das Abwägen der Waare; der Fuhrmann kann dazu einwilligen oder aber die Dazwischenkunft einer unpartheiischen Behörde verlangen, welche nach Abhörung beider Parteien entscheidet, ob eine Abladung statt haben soll oder nicht. Jeder Kanton wird dafür sorgen, daß in der Nähe jeder Zollstätte ein Beamter bezeichnet werde, der in solchen Fällen zu entscheiden hat.

ART. XLII. Wird der Fuhrmann in dem benannten Falle (Art. XLI.) unschuldig befunden, so sind die Unkosten des Auf- und Abladens und des Wagens zu Lasten der Zollkasse; auch bleibt es dem Fuhrmanne vorbehalten, auf gesetzlichem Wege eine Entschädigung für seinen Aufenthalt u. s. w. nachzusuchen, wenn er sich dazu berechtigt glaubt.

ART. XLIII. Transitirende Kolli sollen in keinem Falle wegen des Zolles geöffnet werden. Essig, Wein und andere geistige Getränke sind jedoch von dieser Verfügung ausgenommen; die Fuhrleute, welche solche führen, sind den diesfalls bestehenden Kantonalverfügungen unterworfen.

ART. XLIV. Am Orte, wo die Waare abgeladen wird, soll dieselbe gewogen und ihr Gewicht, so wie die Anzahl und Beschaffenheit der Kolli, mit den Ladkarten verglichen werden.

ART. XLV. Waaren, welche in einem Kanton abgeladen werden, für welchen sie bestimmt sind, bleiben, von dem Eintritte in den Kanton an, ganz der Kantongesetzgebung unterworfen.

IX. *Zölpflichtigkeit.*

ART. XLVI. Die Zollaufgabe haftet zwar auf der Waare selbst, allein die Entrichtung derselben liegt dem Fuhrmanne ob, oder demjenigen, der die Waare bezieht.

X. *Bestimmung der Zolldefraudationsfälle und ihrer Folgen.*

ART. XLVII. Als Zolldefraudation ist anzusehen: a. Wenn ein Fuhrmann den bezeichneten Zoll-

1829 stätten ausweichen, oder dabei vorbeifahren würde, ohne den betreffenden Zoll zu entrichten. b. Wenn ein Fuhrmann Waaren geladen hätte, die auf den Ladkarten nicht verzeichnet sind, oder die von ihm nicht angegeben wären. c. Wenn eine Waare geringer im Gewicht angegeben wäre, als sie eigentlich wiegt. d. Wenn eine Waare als dem kleinen Zolle unterworfen angegeben würde, während davon der grofse Zoll entrichtet werden sollte. e. Wenn Frachtbriefe oder Ladkarten verfälscht würden.

ART. XLVIII. Die vorbenannten Defraudationen werden in der Regel in demjenigen Kanton untersucht und bestraft, wo sie entdeckt wurden, und zwar nach den daselbst bestehenden Polizeivorschriften und Strafgesetzen und von den dazu kompetenten Behörden.

ART. XLIX. Um jedoch bei dem diesfälligen Verfahren einige Gleichförmigkeit zu erzielen, so verstehen sich die konkordirenden Stände zu nachfolgenden näheren Bestimmungen: a. Diese hohen Stände werden überhaupt dafür Sorge tragen, dafs bei der Untersuchung und Beurtheilung der Zolldefraudationen ein so viel als möglich summarisches und unkostspieliges Verfahren in Anwendung gebracht werde, b. In den oben Art. XLVII. a. bis e. bezeichneten Straffällen kann niemals eine Konfiskationsstrafe, sondern blofs eine Geldbusse verhängt werden, welche den zehnfachen Betrag der auf der ganzen Route defraudirten Zollgebühren nicht übersteigt, nebst Vergütung aller Unkosten und allfälliger Entschädigung wegen Verspätung der Waarenlieferung. Pferde, Schiff und Geschirre und alle Transportmittel, wie sie heifsen mögen, haften für die Strafe, wenn nicht eine genügsame Bürgschaft kann geleistet werden. c. Wenn eine entdeckte Defraudation sich auf Zollstätten mehrerer Kantone erstreckt, so wird am Entdeckungsorte für das Ganze beurtheilt, so wie die verhängte Busse und die unterschlagenen Zölle dem gleichen Kanton allein zufallen. d. Wenn der Fuhrmann, welcher für jede Defraudation immer allererst haftet, seine Unschuld erweisen zu können behauptet, so soll ihm von der Untersuchungsbehörde eine hierzu erforderliche Zeitfrist gestattet werden, so bald er genügende inländische Bürgschaft oder Hinterlage giebt. e. Dem Fuhrmanne bleibt in jedem Falle der allfällige Regrefs

gegen Andere vorbehalten. Die benöthigten Belege 1829 zur Erlangung dieses Regresses können dem Bestraften nicht verweigert werden. f. Es soll dem Fuhrmanne, welcher wegen Defraudation in Untersuchung fällt, gegen genügende Bürgschaft oder Hinterlage bewilligt werden, seinen Geschäften ohne Aufenthalt nachgehen zu können. g. Wenn, um einen solchen Straffall zu untersuchen, ein Angehöriger eines andern konkordirenden Kantons rogirt werden müßte, so soll dem diesfälligen Rogatorium Genüge geschehen. h. Das über den Angehörigen eines andern Kantons rechtsförmlich ausgefallte Strafurtheil wird auch daselbst anerkannt und auf Verlangen von der betreffenden Kantonsregierung dessen Vollziehung angeordnet.

ART. L. Wirkliche Verfälschung der Fuhrbriefe oder Ladvkarten (Art. XLVII. e.), welche sich zu einem Kriminalverbrechen eignet, fällt hinsichtlich der Untersuchung und Bestrafung, dem allgemein eidgenössischen Konkordat gemäß, dem Kriminalrichter desjenigen Kantons anheim, wo das Verbrechen begangen worden ist; in welchem Falle dann auch der gleiche Richter die zugleich dabei verübte Defraudation, den obigen Bestimmungen (Art. XLIX.) gemäß, untersuchen und erledigen soll.

XI. Vollziehungsbestimmungen.

ART. LI. Alle nach Vorschrift Abschnitt III. Art. VII. und Abschn. IV. Art. XXIV und XXV. gefertigten Zolltarife werden dem eidgenössischen Zollrevisor eingesandt, und nachdem er solche richtig befunden hat, gefertigt er ähnliche Tabellen nach ganzen Straßenzügen bearbeitet, und sendet solche in die betreffenden Kantone.

ART. LII. Sind diese Tabellen dergestalt berichtigt, so werden sie, in deutscher und französischer Sprache gedruckt, bei jeder Zollstätte zur allgemeinen Einsicht öffentlich angeschlagen.

ART. LIII. Jeder Kanton erläßt, in Uebereinstimmung mit obigen Grundsätzen und Bestimmungen, die angemessenen Polizei-, Zoll- u. Kaufhausordnungen. Die Entwürfe solcher Verordnungen werden dem eidgenössischen Zollrevisor eingesendet, der dieselben prüft, ob sie nichts enthalten, was dem abzuschließenden Konkordate entgegen sei, und mit den Herren Delegirten der betreffenden Kantone das Erforderliche verabredet.

24.

1829 *Traité de commerce et de navigation entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et l'Autriche, conclu à Washington le 27 Août 1829 et ratifié à Washington le 10 Février 1831.*

(Acts passed at the second session of the twenty-first congress of the United States. Appendix p. 121).

The United States of America, and His Majesty the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, equally animated with the desire of maintaining the relations of good understanding which have hitherto so happily subsisted between their respective States, of extending, also, and consolidating the commercial intercourse between them, and convinced that this object cannot better be accomplished than by adopting the system of an entire freedom of navigation, and a perfect reciprocity, based upon principles of equity equally beneficial to both countries, have, in consequence, agreed to enter into negotiations for the conclusion of a treaty of commerce and navigation, for which purpose the President of the United States has conferred full powers on Martin van Buren, their Secretary of State; and His Majesty the Emperor of Austria has conferred like powers on Lewis, Baron de Lederer, his said Majesty's Consul for the port of New York, and the said Plenipotentiaries having exchanged their said full powers, found in good and due form, have concluded and signed the following articles.

ART. I. There shall be between the territories of the high contracting parties a reciprocal liberty of commerce and navigation. The inhabitants of their respective States shall mutually have liberty to enter the ports, places and rivers of the territories of each party, wherever foreign commerce is permitted. They

24.

*Traité de commerce et de navigation 1829
entre l'Autriche et les Etats-
Unis de l'Amérique septentrionale,
conclu à Washington le 27 Août 1829.*

(Privil. Wiener Zeitung 1831. 25 Juni. *Neueste
Staatsakten* Bd. 25. p. 311).

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, und die Vereinigten Staaten von Amerika, beseelt von gleichem Verlangen, die bisher zwischen beiden Mächten so glücklich bestehenden Freundschaftsverhältnisse zu unterhalten, so wie auch den Handelsverkehr zwischen denselben zu erweitern und zu befestigen, und überzeugt, daß diese Absicht am besten durch die Einführung einer gänzlichen Schifffarthsfreiheit und einer vollkommenen, auf Grundsätze einer beiden Staaten gleich vortheilhaften Billigkeit sich stützenden Reziprozität erreicht werden könne, sind übereingekommen, Unterhandlungen zur Abschließung eines Schifffarths- und Handelsvertrags einzugehen, und zu dem Ende haben Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich den Herrn Aloys Freiherrn von Lederer, Seiner Kaiserlichen Majestät Konsul zu New-York, und der Präsident der Vereinigten Staaten den Herrn Martin van Buren, Staatssekretair der auswärtigen Angelegenheiten, mit den erforderlichen Vollmachten versehen, welche, nachdem sie ihre Vollmachten ausgewechselt, und richtig befunden, über nachstehende Artikel sich vereinigt haben.

ART. I. Es soll zwischen den Ländern der hohen kontrahirenden Mächte eine wechselseitige Handels- und Schifffarthsfreiheit bestehen. Die Einwohner beider Staaten sollen gegenseitig alle Plätze, Häfen und Flüsse des andern, in welchen der auswärtige Handel gestattet ist, besuchen dürfen. Sie

1829 shall be at liberty to sejour and reside in all parts whatsoever of said territories, in order to attend to their commercial affairs; and they shall enjoy, to that effect, the same security, protection and privileges as natives of the country wherein they reside, on condition of their submitting to the laws and ordinances there prevailing.

ART. II. Austrian vessels arriving, either laden or in ballast, in the ports of the United States of America; and, reciprocally, vessels of the United States arriving, either laden, or in ballast, in the ports of the dominions of Austria, shall be treated on their entrance, during their stay and at their departure, upon the same footing as national vessels coming from the same place, with respect to the duties of tonnage, lighthouses, pilotage and port charges, as well as to the fees and perquisites of public officers and all other duties or charges of whatever kind or denomination, levied in the name, or to the profit of the Government, the local authorities, or of any private establishment whatsoever.

ART. III. All kind of merchandise and articles of commerce, either the produce of the soil or the industry of the United States of America, or of any other country which may be lawfully imported into the ports of the dominions of Austria, in Austrian vessels, may also be so imported in vessels of the United States of America, without paying other or higher duties or charges, of whatever kind or denomination, levied in the name or to the profit of the Government, the local authorities, or of any private establishments whatsoever, than if the same merchandise or produce had been imported in Austrian vessels. And, reciprocally all kind of merchandise and articles of commerce, either the produce of the soil or of the industry of the dominions of Austria, or of any other country, which may be lawfully imported into the ports of the United States, in vessels of the said States, may also be so imported in Austrian vessels, without paying other or higher duties or charges, of whatever kind or denomination levied in the name, or to the profit of the Government, the local authorities, or of any private establishments whatsoever, than if the same merchandise or produce had been imported in vessels of the United States of America.

sollen das Recht haben, in was für immer einem 1829 Theile ihrer wechselseitigen Gebiete zu verweilen und zu wohnen, um ihren Handelsgeschäften nachgehen zu können, und sie sollen zu diesem Zwecke dieselbe Sicherheit, denselben Schutz und Privilegien als die Einwohner des Landes, in welchem sie wohnen, genießen, jedoch mit der Bedingung, daß sie sich allen daselbst bestehenden Gesetzen und Vörrordnungen zu unterwerfen haben.

ART. II. Oesterreichische Fahrzeuge, die entweder mit Ballast oder mit einer Ladung in irgend einem Hafen der Vereinigten Staaten von Amerika, und gegenseitig Nordamerikanische Fahrzeuge, die entweder mit Ballast oder mit einer Ladung in irgend einem Hafen der Domainen Seiner kaiserl. königl. apost. Majestät anlangen, sollen bei ihrem Einlaufen, während ihres Aufenthalts und bei ihrer Abfarth, sowohl in Rücksicht der Tonnen-, Leuchthurn-, Lootsen- und aller andern Hafengebühren, als auch in Rücksicht anderer Abgaben und Taxen aller Art, sie mögen unter was immer für Benennung im Namen und zum Vörrtheile der Regierung, der Ortsbehörden, oder irgend einer Privatanstalt erhoben werden, auf gleiche Weise, wie die Nationalfahrzeuge behandelt werden, die von demselben Hafen kommen.

ART. III. Alle Gattungen Waaren und Handelsartikel, solche mögen nun Grund- oder Industrie-Erzeugnisse der Oesterreichischen Monarchie oder irgend eines andern Landes sein, welche gesetzlich in den Nordamerikanischen Vereinigten Staaten, in Nordamerikanischen Fahrzeugen eingeführt werden können, sollen eben so in Oesterreichischen Fahrzeugen daselbst eingeführt werden dürfen, ohne andere oder höhere Abgaben und Zölle aller Art zu entrichten, was solche immer für Benennung haben mögen, die im Namen oder zum Vörrtheile der Regierung, der Ortsbehörden oder irgend einer Privatanstalt erhoben werden, als diejenigen, welche dieselben Waaren oder Erzeugnisse zu entrichten hätten, wenn sie in Oesterreichischen Fahrzeugen eingeführt würden.

1829. ART. IV. To prevent the possibility of any misunderstanding, it is hereby declared that the stipulations contained in the two preceding articles, are, to their full extent, applicable to Austrian vessels and their cargoes, arriving in the ports of the United States of America; and, reciprocally, to vessels of the said States and their cargoes arriving in the ports of the dominions of Austria, whether the said vessels clear directly from the ports of the country to which they respectively belong, or from the ports of any other foreign country.

ART. V. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the United States, of any article the produce or manufacture of the dominions of Austria; and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the dominions of Austria, of any article the produce or manufacture of the United States, than are, or shall be payable on the like article, being the produce or manufacture of any other foreign country. Nor shall any prohibition be imposed on the importation or exportation of any article the produce or manufacture of the United States, or of the dominions of Austria, to or from the ports of the United States, or to or from the ports of the dominions of Austria, which shall not equally extend to all other nations.

ART. VI. All kind of merchandise and articles of commerce, either the produce of the soil or of the industry of the United States of America, or of any other country, which may be lawfully exported, or re-exported from the ports of the said United States, in national vessels, may also be exported, or re-exported therefrom in Austrian vessels, without paying other, or higher duties or charges of whatever kind or denomination, levied in the name or to the profit of the Government, the local authorities, or of any private establishments whatsoever, than if the same merchandise or produce had been exported or re-exported, in vessels of the United States of America.

ART. IV. Um aber der Möglichkeit eines Miß- 1829
verständnisses vorzubeugen, so wird hiermit erklärt,
daß die in den zwei vorhergehenden Artikeln ent-
haltenen Bestimmungen, in ihrem vollen Umfange, auf
Oesterreichische Schiffe und Ladungen, die in irgend
einem Hafen der Vereinigten Staaten anlangen und
gegenseitig auf Nordamerikanische Fahrzeuge, die in
Oesterreichischen Häfen anlangen, anwendbar seien,
die genannten Schiffe mögen nun direkt von einem
Hafen des Landes kommen, zu welchem sie gehören,
oder von irgend einem Hafen eines andern Landes.

ART. V. Es sollen von sämtlichen Artikeln,
welche in den Staaten Seiner Majestät des Kaisers von
Oesterreich erzeugt oder fabrizirt sind, bei der Ein-
fuhr in die Vereinigten Staaten von Amerika, und
von sämtlichen Artikeln, welche in den Vereinig-
ten Staaten erzeugt oder fabrizirt sind, bei ihrer Ein-
fuhr in die Oesterreichischen Staaten keine höhere
oder andere Zölle bezahlt werden, als diejenigen,
welche von denselben Artikeln, wenn sie Erzeugnisse
eines andern Landes sind, erlegt werden müssen.

Auch soll kein Verbot, weder auf die Ein- noch
Ausfuhr der Oesterreichischen oder Nordamerikani-
schen Grund- oder Industrie-Erzeugnisse, von oder
nach den Oesterreichischen Häfen, oder von und nach
den Häfen der Vereinigten Staaten gelegt werden,
wenn solches nicht zugleich auf dasselbe Erzeugniß
anderer Länder ausgedehnt wird.

ART. VI. Alle Gattungen Waaren und Handels-
artikel, solche mögen nun Grund- oder Industrie-
Erzeugnisse der Domainen Seiner Kaiserl. Königl.
apostol. Majestät oder irgend eines andern Landes sein,
welche gesetzlich von den Oesterreichischen Häfen in
Nationalschiffen ausgeführt, oder wieder ausgeführt
werden können, dürfen auch in Schiffen der Verei-
nigten Staaten ausgeführt oder wieder ausgeführt wer-
den, ohne andere oder höhere Zölle oder Abgaben
aller Art zu entrichten, sie mögen unter was immer
für Benennung im Namen und zum Vortheile der
Regierung, der Ortsobrigkeiten oder irgend einer Pri-
vatanstalt erhoben werden, als diejenigen, welche die-
selben Waaren oder Erzeugnisse zu bezahlen hätten,
wenn sie in Oesterreichischen Schiffen ausgeführt oder
wieder ausgeführt würden.

1829 An exact reciprocity shall be observed in the ports of the dominions of Austria, so that all kinds of merchandise and articles of commerce either the produce of the soil or of the industry of the said dominions of Austria, or of any other country, which may be lawfull exported or re-exported, from Austrian ports, in national vessels, may also be exported or re-exported therefrom, in vessels of the United States of America, without paying other or higher duties or charges, of whatever kind or denomination, levied in the name or to the profit of the Government, the local authorities, or of any private establishments whatsoever, than if the same merchandise or produce had been exported, or re-exported, in Austrian vessels.

And the same bounties and drawbacks shall be allowed, whether such exportation or re-exportation be made in vessels of the one party, or of the other.

ART. VII. It is expressly understood and agreed that the coastwise navigation of both the contracting parties, is altogether excepted from the operation of this treaty, and of every article thereof.

ART. VIII. No priority or preference shall be given, directly, or indirectly, by either of the contracting parties, nor by any Company, Corporation or Agent, acting on their behalf or under their authority, in the purchase of any article of commerce, lawfully imported, on account of, or in reference to the character of the vessel, whether it be of the one party or of the other, in which such article was imported, it being the true intent and meaning of the contracting parties that no distinction or difference whatever shall be made in this respect.

ART. IX. If either party shall hereafter grant to any other nation any particular favor in navigation or commerce, it shall immediately become common to the other party, freely, where it is freely

Eine vollkommene Reziprozität soll in dieser 1829 Rücksicht in den Häfen der Vereinigten Staaten beobachtet werden, so zwar, daß alle Gattungen Waaren und Handelsartikel, sie seien nun Grund- oder Industrie-Erzeugnisse der Vereinigten Staaten von Amerika, oder irgend eines andern Landes, die gesetzlich von den Nordamerikanischen Häfen in Nationalschiffen ausgeführt, oder wieder ausgeführt werden können, gleichfalls von Oesterreichischen Fahrzeugen ausgeführt oder wieder ausgeführt werden dürfen, ohne andere oder höhere Zölle oder Abgaben aller Art zu entrichten, sie mögen unter was immer für Benennung im Namen oder zum Vortheile der Regierung, der Ortsbehörden oder irgend einer Privatanstalt erhoben werden, als diejenigen, welche dieselben Waaren oder Erzeugnisse zu bezahlen hätten, wenn sie in Fahrzeugen der Vereinigten Staaten von Nordamerika ausgeführt, oder wieder ausgeführt würden.

Eben so sollen dieselben Prämien und Rückgaben von Zöllen bei Gelegenheit einer solchen Ausfuhr oder Wiederausfuhr erlaubt werden, sie mag nun in Fahrzeugen der einen oder der andern Nation gemacht werden.

ART. VII. Es ist ausdrücklich verstanden und bestimmt, daß die Küstenschiffarth der beiden kontrahirenden Mächte gänzlich von aller Wirkung dieses Traktats und jedes Artikels desselben ausgeschlossen bleibt.

ART. VIII. Keine der kontrahirenden Mächte soll weder selbst, noch durch irgend eine unter ihrer Vollmacht und zu ihrem Behufe handelnde Privat- oder privilegierte Gesellschaft oder Agenten, im Ankaufe eines gesetzlich eingeführten Handelsartikels irgend einen Vorzug oder sonstige Priorität, wegen oder in Rücksicht des Charakters des Schiffs zugestehen; das Schiff, in welchem der Artikel eingeführt wurde, mag nun dem einen oder dem andern Theile zugehören; indem es der ausdrückliche Wunsch und die Absicht der beiden kontrahirenden Mächte ist, daß kein Unterschied und keine Distinktion von was immer für Art in dieser Hinsicht gemacht werde.

ART. IX. Wenn immer in der Folge eine der beiden kontrahirenden Mächte eine besondere Begünstigung in der Schiffarth, oder im Handelsverkehr einer andern Nation zugestehen sollte, so soll der andere Theil alsogleich derselben theilhaftig werden,

1829 granted to such other nation, or on yielding the same compensation, when the grant is conditional.

ART. X. The two contracting parties hereby reciprocally grant to each other, the liberty of having, each in the ports of the other, Consuls, Vice-Consuls, Agents and Commissaries of their own appointment, who shall enjoy the same privileges and powers as those of the most favored nations. But if any such Consuls shall exercise commerce, they shall be subjected to the same laws and usages to which the private individuals of their nation are subject in the same place, in respect of their commercial transactions.

ART. XI. The citizens or subjects of each party shall have power to dispose of their personal goods, within the jurisdiction of the other, by testament, donation, or otherwise; and their representatives, being citizens or subjects of the other party, shall succeed to their personal goods, whether by testament, or *ab intestato*, and may take possession thereof, either by themselves or by others acting for them, and dispose of the same at their will, paying such dues, taxes or charges, only, as the inhabitants of the country wherein the said goods are shall be subject to pay in like cases. And in case of the absence of the representative, such care shall be taken of the said goods, as would be taken of the goods of a native in like case, until the lawful owner may take measures for receiving them. And if any question should arise among several claimants, to which of them said goods belong, the same shall be decided finally by the laws and Judges of the land wherein the said goods are. But this article shall not derogate, in any manner, from the force of the laws already published, or hereafter to be published by His Majesty the Emperor of Austria, to prevent the emigration of his subjects.

und zwar unentgeltlich, wenn sie der andern Nation un- 1829
entgeltlich bewilligt wurde, oder für dieselbe Entgeltung,
wenn die Bewilligung bedingungsweise gemacht wurde.

ART. X. Die beiden kontrahirenden Mächte gehen sich hiermit wechselseitig das Recht zu, in den Handelsplätzen des andern Staats Konsuln, Vice-Konsuln, Konsularagenten und Kommissaire aufzustellen, welche in Rücksicht ihrer Gerechtsame, Vorzüge und Freiheiten mit jenen der meist begünstigten Nation gleichgestellt werden sollen. Sollten jedoch Konsuln einen Handel treiben, so sollen sie in Rücksicht ihrer Handelsgeschäfte denselben Gebräuchen und Gesetzen unterworfen bleiben, welchen die Privatindividuen ihrer Nation, die in demselben Platze wohnen, unterworfen sind.

ART. XI. Die Unterthanen und Bürger jeder der kontrahirenden Mächte sollen das Recht haben, von ihrem persönlichen Vermögen, das sie unter der Gerichtsbarkeit der Andern besitzen, kraft eines Testaments, durch Schenkung oder auf irgend eine andere Weise zu disponiren, und ihre Repräsentanten, wenn sie Unterthanen oder Bürger des andern Theils sind, vollen das Recht der Erbfolge in Hinsicht des persönlichen Vermögens, sowohl kraft eines Testaments, als auch ab intestato genießen, von demselben entweder selbst oder durch einen Bevollmächtigten Besitz nehmen, und nach Willkühr darüber schalten und walten, wofür sie bloß dieselben Abgaben oder Steuern zahlen sollen, welche die Einwohner des Landes, in dem das genannte Vermögen sich befindet, in einem gleichen Falle zu zahlen hätten. Und im Falle der Erbfolge abwesend wäre, so soll das Vermögen mit derselben Sorgfalt aufbewahrt werden, als in einem gleichen Falle ein solches Vermögen für einen Einwohner des Landes aufbewahrt zu werden pflegt, bis der rechtmäßige Eigenthümer Maafsregeln für dessen Vertheilung treffen kann.

Und wenn die Frage sich erheben sollte, wem von mehreren Individuen, die auf die Erbfolge Ansprüche machen, dieselbe zugehöre, so soll diese Frage von den Gerichtsbehörden und nach den Gesetzen des Landes entschieden werden, in welchem das Vermögen sich befindet. Dieser Artikel soll jedoch auf keine Weise der Kraft der schon bestehenden oder

1829

ART. XII. The present treaty shall continue in force for ten years, counting from the day of the exchange of the ratification; and if twelve months before the expiration of that period, neither of the high contracting parties shall have announced by an official notification to the other, its intention to arrest the operation of said treaty, it shall remain binding for one year beyond that time, and so on, until the expiration of the twelve months which will follow a similar notification whatever the time at which it may take place.

ART. XIII. This Treaty shall be approved and ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof; and by His Majesty the Emperor of Austria; and the ratifications shall be exchanged in the City of Washington, within twelve months from the date of the signature hereof, or sooner, if possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed and sealed this Treaty, both in the English and German languages, declaring, however, that, it having been originally composed in the former, the English version is to decide the interpretation, should any difference in regard to it unfortunately arise.

Done in triplicate, at Washington, this twenty-seventh day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-nine.

M. VAN BUREN.

L. *Baron* DE LEDERER.

in der Zukunft von Sr. Kaiserl. Königl. apost. Majestät 1829 zu erlassenden Gesetze, die zur Absicht haben, der Auswanderung seiner Unterthanen vorzubeugen, den geringsten Eintrag thun.

ART. XII. Gegenwärtiger Handels- und Schiffarthsvertrag soll vom Tage der Auswechselung der Ratifikationsurkunden zehn Jahre in Wirksamkeit bleiben. Doch erlischt derselbe nach Verlauf dieses Zeitraums nur in dem Falle, wenn er von dem einen oder dem andern Theile zwölf Monate früher aufgekündigt wurde. Geschieht keine Aufkündigung zu der bestimmten Frist, so dauert der Vertrag auf unbestimmte Zeit fort, bis eine der kontrahirenden Mächte ihn aufkündigt, wo sodann derselbe zwölf Monate nach erfolgter Aufkündigung aufzuhören hat, wann immer diese Aufkündigung geschehen sollte.

ART. XIII. Dieser Vertrag soll von Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich und dem Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika nach und mit der Zustimmung des Senats genehmigt und ratifizirt werden und die Ratifikationsurkunden sollen in Washington zwölf Monate nach dem Datum des Vertrages oder wo möglich, noch früher ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Instrument sowohl in der deutschen, als in der englischen Sprache unterzeichnet und besiegelt, jedoch mit der Erklärung, daß, indem dieser Vertrag ursprünglich in der englischen Sprache verfaßt wurde, der englische Text zur Richtschnur dienen soll, wenn unglücklicher Weise irgend ein Zweifel über dessen Auslegung sich erheben sollte.

So geschehen in Triplikat zu Washington am sieben und zwanzigsten August im Jahre des Herrn Eintausend Achthundert und neun und zwanzig.

ALOYS Freiherr von LEDERER. M. VAN BUREN.

Les ratifications de ce traité ont été échangées à Washington le 10 Février 1831.

25.

1829 *Capitulation entre le général Espagnol Barradas et le général Mexicain Santa-Anna, signée à Pueblo Viejo, près de Tampico le 11 Septembre 1829.*

(*Allgemeine Zeitung* 1829. Dezbr. *Neueste Staatsakten* Bd. 16. p. 323).

Im Hauptquartier von Pueblo Viejo, bei Tampico, den 11ten September 1829. Gegenwärtig: Generalmajor Pedro Landero, Jose Ignacio Yberri, Ingenieur-obrist, und Obrist Jose Antonio Meija, von Seiten Antonio Lopez de Santa Anna's, Oberbefehlshabers des Mexikanischen Heeres; und Brigadegeneral Jose Miguel Salmon und Major Fulgencio Salas von Seiten Isidoro Barradas, Generals der Spanischen Invasionstruppen von Mexiko. Nachdem dieselben ihre respektiven Vollmachten ausgewechselt hatten, sind sie über folgende Artikel übereingekommen.

ART. I. In der Frühe des morgenden Tages um 9 Uhr, wird das Spanische Heer das Fort an der Barre, die Truppen mit ihren Waffen und unter Trommelschlag, verlassen, um solche sammt ihrer Kriegsmunition der Mexikanischen Division zu übergeben; sie werden vom General Manuel de Mier y Teran, zweiten Befehlshaber der Arnee angeführt werden. Besagte Truppen werden sich zu ihren Offizieren in Tampico de Tamaulipas begeben, letztere behalten ihre Degen.

ART. II. Am andern Tage um 6 Uhr Morgens wird die ganze Spanische Division, welche Tampico de Tamaulipas besetzt hält, unter dem Befehle des Generals de Mier y Teran ausmarschiren und in dem untern Quartier von Altamira ihre Waffen, Fahnen und Kriegsmunition übergeben, die Offiziere behalten ihre Degen.

ART. III. Die Arnee und die Mexikanische Republik verbürgen aufs feierlichste die Sicherheit des

Lebens und des Privateigenthums aller zum Invasions- 1829
korps. gehörigen Individuen.

ART. IV. Die Spanische Division wird sich nach der Stadt Victoria begeben, wo sie so lange bleibt, bis sie sich nach der Havannah einschiffen wird.

ART. V. Dem Spanischen Generale wird die Erlaubniß ertheilt, nach Havannah zwei Offiziere zu senden, um für die Ueberfarth seiner Truppen nach jenem Hafen Transportschiffe zu verlangen.

ART. VI. Der Spanische General wird die Kosten der Unterhaltung seiner Division, so lange sie sich in diesem Lande aufhält, so wie die Ueberschiffungskosten tragen.

ART. VII. Die Kranken und Verwundeten der Spanischen Division, welche zum Marsche unfähig sind, sollen so lange in der Stadt Tampico de Tamaulipas bleiben, bis sie nach dem Hospitale der Mexicanischen Armee gebracht werden können, wo man für sie auf Kosten der Spanischen Armee Sorge tragen wird; letztere Armee wird einen Wundarzt, Korporale, und die zur Wartung für nöthig erachteten Soldaten hiezu liefern.

ART. VIII. Das zum Abmarsch nothwendige Gepäck wird der Spanischen Division zugestanden; für den Transport desselben hat sie den im Lande gewöhnlichen Frachtlohn zu zahlen, auch hat sie für ihre Lebensmittel Zahlung zu leisten.

ART. IX. Der Oberste der Spanischen Armee-division ist mit der Ausführung dieser Kapitulation, in Bezug auf die Truppen an der Barre beauftragt, und er wird auch darauf achten; daß dem auf dem Punkte Dona Cecilia kommandirenden Generale Gelegenheit zur Ueberfarth verschafft wird.

ART. X. General Mier y Teran wird zwei Offiziere ernennen, um die in den vorhergehenden Artikeln bestimmten Operationen zu erleichtern. Die Unterzeichneten sind über obige Punkte übereingekommen, und haben solche an dem erwähnten Tage und Jahre bestätigt.

PEDRO DE LANDERO. JOSE IGNACIO YBERRI.
JOSE ANTONIO MEIJA. JOSE MIGUEL SALMON.
FULGENCIO SALAS.

1829 Ich ratifizire die vorhergehende Kapitulation.

ANTONIO LOPEZ DE SANTA ANNA.

Ich ratifizire die vorhergehende Kapitulation.

ISIDORO BARRADAS.

Z u s a t z a r t i k e l.

Vorgeschlagen vom Spanischen General. Im Falle irgend eine zur Division des Generals Barradas gehörige Spanische Truppenabtheilung vor diesem Hafen eintreffen sollte, so soll sie an der Landung verhindert, und ihr diese Kapitulation bekannt gemacht werden.

Vorgeschlagen vom Mexikanischen General. Die zur Division des Generals Barradas gehörigen Generale, Befehlshaber, Offiziere und Truppen versprechen, nie wieder feindlich zurückzukehren, noch die Waffen gegen die Mexikanische Republik zu tragen.

(Unterzeichnet und ratifizirt wie oben.)

26.

Article supplémentaire au traité conclu entre les Etats-Unis et les Delawares du 3 Octobre 1818, signé le 24 Septembre 1829 et ratifié par le président des Etats-Unis le 24 Mars 1831.

(Acts passed at the second session of the twenty-first congress of the United States. Appendix p. 149).

Supplementary Article to the Delaware Treaty, concluded at St. Mary's in the State of Ohio, on the 3d of October, 1818.

Whereas the foregoing Treaty stipulates that the United States shall provide for the Delaware Nation,

a country to reside in, West of the Mississippi, as 1829
the permanent residence of their Nation; and whereas
the said Delaware Nation, are now willing to remove,
on the following conditions, from the country on
James' fork of White River in the State of Missouri,
to the Country selected in the fork of the Kansas
and Missouri River, as recommended by the govern-
ment, for the permanent residence of the whole De-
laware Nation; it is hereby agreed upon by the par-
ties, that the country in the fork of the Kansas and
Missouri Rivers, extending up the Kansas River, to
the Kansas Line, and up the Missouri River to Camp
Leavenworth, and thence by a line drawn Westward-
ly, leaving a space ten miles wide, north of the Kan-
sas boundary line, for an outlet; shall be conveyed
and forever secured by the United States, to the said
Delaware Nation, as their permanent residence: And
the United States hereby pledges the faith of the go-
vernment to guarantee to the said Delaware Nation
forever, the quiet and peaceable possession and un-
disturbed enjoyment of the same, against the claims
and assaults of all and every other people whatever.

And the United States hereby agrees to furnish
the Delaware Nation with forty horses, to be given
to their poor and destitute people, and the use of
six waggons and ox-teams, to assist the nation in
removing their heavy articles to their permanent home;
and to supply them with all necessary farming uten-
sils and tools necessary for building houses, etc.:
and to supply them with provisions on their journey,
and with one year's provisions after they get to their
permanent residence; and to have a grist and saw
mill erected for their use, within two years after
their complete removal.

And it is hereby expressly stipulated and agreed
upon by the parties, that for and in consideration of
the full and entire relinquishment by the Delaware
Nation of all claim whatever to the country now oc-
cupied by them in the State of Missouri, the United
States shall pay to the said Delaware Nation, an ad-
ditional permanent annuity of one thousand dollars.

And it is further stipulated that thirty-six sections
of the best land within the limits hereby relinquished,
shall be selected under the direction of the President

1829 of the United States, and sold for the purpose of raising a fund, to be applied under the direction of the President, to the support of schools for the education of Delaware children.

It is agreed upon by the parties that this supplementary article shall be concluded in part only, at this time, and that a deputation of a Chief, or Warrior, from each town with their Interpreter shall proceed with the Agent to explore the country more fully, and if they approve of said country, to sign their names under ours, which shall be considered as finally concluded on our part; and after the same shall be ratified by the President and Senate of the United States, shall be binding on the contracting parties.

In testimony whereof the United States Indian Agent, and the Chiefs and Warriors of the Delaware Nation of Indians, have hereunto set their hands, at Council Camp, on James' fork of White River, in the State of Missouri, this 24th day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-nine.

GEO. VASHON, U. S. Ind. Agent.

27.

Publication relative à la convention conclue le 18 Mars 1829 entre l'Autriche et la Bavière concernant les rapports des salines respectives, du 23 Octobre 1829.

(*Intelligenzblatt für den Isarkreis* 1829. den 4ten Nov. *Neueste Staatsakten* Bd. 16. p. 125.)

In Folge eines zwischen Baiern und Oesterreich bestehenden Traktates vom 14ten April 1816, ist über die einem nachfolgenden Einverständnisse überlassen

gebliebenen Forst- und Salinenverhältnisse eine besondere Konvention am 18ten März 1829 in Wien abgeschlossen worden, welche die beiderseitige Allerhöchste Ratifikation erhalten hat. 1829

Da mehrere Bestimmungen dieser Konvention für die Folge den betreffenden K. Baierischen Gerichtsbehörden, Aemtern und Unterthanen zur Richtschnur dienen, und in Anwendung kommen müssen, so wird nach Allerhöchster Anordnung das Nöthige hierüber zur allgemeinen Kenntniß und Nachachtung bekannt gemacht.

Die Salforste betreffend.

1. Von den bisherigen Salforsten auf K. K. Oesterreichischem Landesgebiete verbleiben, nach Art. I. der Konvention der K. Baierischen Regierung unwiderrufflich:

a. Im Leogang und Buchweisbachthale. Die Schwarzwälder:

Wimpach und Saupach, Schwarzbach und Plamm Maysbach, Finsterbach, Kryenbach, Walchersbach Prundlkendl, Mardeck, Reichenspielberg mit dem Waldort Ochsenneck, Ocheneck (Schwarzwald) Käerspach, Puchweisbach.

b. Im Bezirk von Lofer und Unken,

aa. die Schwarzwälder:

Rechtschutt, Loferalben, Großweyßspach, Oedenpackeben und Ganiß, Oedenpach, Pranger, Fufsthal, Schwarzberg, Hochruednerspach, Prunnspach, Luegpach mit Neustallen, Slispach mit Gern, Scheyblperg, Fünsterspach mit Mösererspach, Laubenberg, Marteinspühl, Ochsenprunn, Ratmays oder Schinalbl, Wielands-
pach und Wielandsseiten, Pruntzberg, Reythendel, Aispach, Wannkrat.

bb. Die Baierischen Friewälder:

Wannkrat, Schoberweißspach (der innere) Dornspach, Illersbach, Scharnpach, Innerspach, Steinbach.

c. Im Bezirk der Berchtesgadenschen Zinswaldungen.

Die Zins- und Forstwälder:

Weißbach, Diefsbach, Fusstein, Gwänd, Pürtzl-
bach (mit dem Bannwalde) Nebelsberg, Lindau, Ger-
hardsstein mit Seiseeberg, Grasenbach mit Golden-
zweig, Koglperngericht, Grasenwand, Köglstatt-Ur-

1829 mais, Küglstatt-Forstwald, Hirschbüchel mit Scharleithen, Laitenbichel, Hundalbm, Triefslstein, Kötschmair.

2. Ausser diesen vorbezeichneten, ältern Salforsten sind, nach Art. II. der Konvention, der Königl. Baierischen Regierung noch folgende Waldungen überwiesen:

Der Freiwald Artzteck im Leogangthal, die Freiwälder Grub und Pfann in den Hohlwegen, die Bannwälder Scheyblberg und Durnpacheck im Unkenthale.

Die Freiwälder, Tiefenthal oder Tiefenbach Ebmet oder Ebenwald und Hirscheck oder Hirschbach mit Kothleiten im Unkner-Heuthale.

Der Rofskaarwald im Steinbach-Thale.

3. Die Königl. Baierische Regierung wird (laut Art. III.) die vorbezeichneten Waldungen in den, durch eine gemeinschaftliche Kommission beider Regierungen, theils bereits schon im Jahre 1820 näher ausgemittelten, theils erst noch festzustellenden Gränzen, jedoch mit Ausnahme der darin befindlichen, den Unterthanen verbleibenden, oder ihnen durch gegenwärtige Konvention zugewiesenen Güter, Ehealpen, Ehebloßen, Mähder und Etzen, als volles, unwider-
ruffliches Grundeigenthum und für ewige Zeiten steuer- und abgabefrei, jedoch unter K. K. Oesterreichischer Souverainetät besitzen.

Waldungen oder Waldtheile, welche von der K. Baierischen Regierung etwa künftig an Unterthanen überlassen oder urbar gemacht werden sollten, verlieren diese Steuer- und Abgabefreiheit.

Der Königl. Baierischen Regierung werden überdiß noch in Ansehung der von den Berchtensgadenschen Zinswaldungen eingeschlossenen Unterthansgüter und Besitzungen, die vormals von der Fürstl. Berchtensgadenschen Regierung besessen und ausgeübten grundherrlichen Rechte überlassen.

4. Die Lage, Gränzen, Bestandtheile, Inklanden und übrigen Verhältnisse der an die Königl. Baierische Regierung grundeigenthümlich überlassenen Salforste, werden durch eine gemeinschaftliche Kommission untersucht, festgestellt und inkatastrirt werden.

Eben diese Kommission wird die Vermarkung der betreffenden Salforste theils erneuern, theils wo es nöthig ist, neu vornehmen, um die Gränzlinien dieser Forste und ihrer Inklanden vollkommen festzustellen.

Die Baugelacken werden, so viel möglich, besonders an den Hauptgränzpunkten durch Marksteine oder Felsengelacke ersetzt werden. 1829

Ueber alle Gränzzüge sind ordentliche auf Vermessung gegründete Gränzplane zu entwerfen und von zwanzig zu zwanzig Jahren wird eine Revision aller dieser Gränzen, und in so weit es nöthig sein wird, die Erneuerung der Gränzzeichen vorgenommen.

Die Eigenthümer der angränzenden oder inklavirten Grundstücke, werden Auszüge aus den Gränzbeschreibungen erhalten. Sie sind auch zur Aufsicht über die Gelacke verpflichtet.

5. Die von den Salforsten eingeschlossenen Güter, Mähder, Etzen und andere Grundstücke der Privaten, ferner die in diesen Forsten bestehenden schwandrechtlichen Blößen der Ehealpen und Maisalpen, endlich die auf den Inklaven oder auf dem Waldgrunde selbst errichteten Futterhöfe, Käfer, Viehschirme, Hütten, Weidehäge und andere Gebäude oder Vorrichtungen, verbleiben, nach der Bestimmung des Art. IX. der Konvention, ihren Besitzern in der Zahl und Gröfse belassen, wie sie die gemeinschaftliche Saalforstkommission an Ort und Stelle getroffen und im Kataster verzeichnet hat.

6. In Ansehung der stocklosen Blößen innerhalb der Gränzen der Salforste, auf welchen kein Schwandrecht haftet, soll es (laut Art. X.) auf nachstehende Weise gehalten werden:

a. Die stocklosen Blößen in den Weidebezirken der Maisalpen oder der gemeinen Blumbesuche sind den übrigen eingemischten Waldblößen gleichzuachten und als Waldgrund zu behandeln,

b. die um die Alpgeläger der Maisalpen herum bestehenden stocklosen Blößen werden diesen Alpen als schwandrechtliche Lichthaltungen belassen und ausgelacket, insofern sie nicht den Flächenbetrag von zwei Tagwerken (zu 40,000 Baierischen Quadratfusen) für jedes Käserrecht, bedeutend überschreiten, in welchem letztern Falle von Königl. Baierischer Seite eine Beschränkung auf vorbemerktcs Maafs verlangt werden kann.

Durch diese Zutheilung von schwandrechtigen Lichthaltungen sollen die betreffenden Maisalpen we-

1829 der eine Veränderung in ihrer Eigenschaft als solche erlangen, noch eine neue Abgabenbelegung erleiden.

c. Von den stocklosen Blößen, welche sich an die Alpgeläger oder Ehealpen, oder an die schwandrechtlichen Eheblößen dieser Alpen anschließen, werden zwei Drittheile denselben als Erweiterung ihrer Eheblößen mit Schwandrecht ausgelassen und ausgelackt, der Rest aber dem bestandenem Schwarzwalde zugetheilt, und demselben gleichgehalten werden.

Bei der gemeinschaftlichen Ausmittelung des Flächeninhalts der auf vorbemerkte Art zu vertheilenden Waldblößen, sollen weder die bereits schwandrechtigen Parteien, noch die kahlen Felsen eingerechnet werden, und es ist bei der Abtheilung selbst auf die Arrondirung der reinen Weide einerseits, so wie des Waldes anderseits, gleich billige Rücksicht zu nehmen.

Das ganze Abtheilungsgeschäft wird gemeinschaftlich von Abgeordneten beider Regierungen innerhalb der nächsten drei Jahre vollendet sein.

7. Nach Art. XII. der Konvention ist die Königl. Baierische Regierung berechtigt, den nachhaltigen Holzertrag ihrer sämtlichen Salforste, ohne Ausnahme irgend einer Holzgattung zu fällen, zu ihren Salinen oder andern Werken auszutriften oder auszuführen, das Holz auf dem Stocke zu verkaufen, oder auf andere Art zu verwenden, wie auch alle Forstnebenprodukte zu benutzen und zu verwerthen, ohne davon Stockgeld, Forstzins oder wie immer Namen führende Abgaben an die K. K. Oesterreichische Regierung zu entrichten.

Unter den erwähnten Forstnebenprodukten werden die Früchte, Harze, Abfälle der Bäume und übrigen vegetabilischen Erzeugnisse des Waldbodens, ferner die mineralischen Bestandtheile desselben verstanden, welche nicht nach den Landesgesetzen als Regalien zu betrachten sind.

Das Holz und die Forstnebenprodukte, welche die Königl. Baierische Regierung aus ihren Salforsten bezieht, so wie das Holz, welches sie etwa zum Gebrauche ihrer Salinen von K. K. Oesterreichischen Unterthanen in den Pflegerichten Salfelden und Lofer erkauft, ist bei der Ausfuhr oder Austriftung aus dem K. K. Oesterreichischen Gebiete, von Bezahlung jeder

Mauth, oder irgend eines Ausfuhrzolls, oder einer, 1829
andern ähnlichen Abgabe befreit.

8. Der Art. XIV. der Konvention bestimmt: daß zu dem Holzschlage in den Salforsten nur K. K. Oesterreichische Unterthanen als Holzmeister verwendet werden können, insoferne sie sich mit billiger Bezahlung begnügen und in hinreichender Anzahl vorhanden sind. Von dieser Bestimmung machen jedoch die Theile der ehemals Berchtesgadenschen Zinswaldungen eine Ausnahme, aus welchen das Holz von jeher durch Berchtesgadensche Unterthanen zur Saline Frauenreit gebracht worden ist.

Die als Holzmeister verwendeten K. K. Oesterreichischen Unterthanen und die Arbeiter derselben werden in Hinsicht auf Verpflichtung zum Militairdienste, ganz den Arbeitern der nämlichen Art in den K. K. Oesterreichischen Salinenforsten gleichgehalten werden.

Die Wahl, Aufnahme und Entlassung der Holzmeister steht, wie bisher, der Königl. Baierischen Regierung frei.

9. Die Königl. Baierische Regierung bleibt (laut Art. XV.) im Besitze des Rechts der freien und ausschließenden Benutzung der Triftbäche im Bezirk der Salforste und der Sale selbst, zum Behuf der Holzbringung aus diesen Forsten. Sie ist befugt, hierzu nicht nur die bereits bestehenden Klausgebäude und Schwellwerke, welche ihr selbst oder ihren Holzmeistern eigenthümlich angehören, ungehindert zu verwenden, sondern auch nach Bedarf neue derlei Holzbringgebäude auf denjenigen Bächen zu errichten, welche nach dem Grundbuche der Salforste berechnete Klausbäche sind.

Die K. K. Oesterreichische Regierung behält sich die Mitberechtigung zur Holztrift auf der Sale von der Leoganerbrücke bis zur Baierischen Landesgränze vor, doch wird hiervon nur nach vorläufigem Benehmen mit den Königl. Baierischen Behörden und auf eine solche Weise Gebrauch gemacht werden, welche die Baierische Holztrift nicht beirrt.

10. Um die Beschädigungen der Unterthansgründe bei der Holzbringung zu verhüten, sollen die großen Drehlinge am Stocke gespalten, das Holz so viel möglich durch Rissen aus den Schlägen zu den Bächen

1829 gebracht, und das Brennholz auf eine Scheiterlänge von $3\frac{1}{2}$ Fuß Baierisches Maass (bei gehacktem Holze mit Einschluss des Spranges) beschränkt werden.

Die Trift der Sägprügel von neun Fuß Länge kann nur auf dem Unkenbache, und die Trift von noch größeren Stämmen nur auf der Sale, von der Einmündung des Unkenbachs anfangend, statt finden.

In Ansehung des Schadenersatzes bei der Holztriftung auf den Seitenbächen soll es bei dem Herkommen verbleiben, gemäß welchem den Holzmeistern von denjenigen Holzarbeiten, die bei ihrer Bringung aus den Schlägen oder auf den Seitenbächen Beschädigungen verursachen können, ein verhältnissmäßiger Betrag per Klafter (das Ableggeld genannt) in den Lieferpreis eingerechnet, und ihnen zur Pflicht gemacht wird, die Betheiligten schadlos zu halten.

Die Trift auf dem Hochwasser der Sale, d. i. von der Leoganerbrücke abwärts, soll wie bisher von allen Ansprüchen auf Schadenersatz frei bleiben.

Wegen des Ableggeldes und der Unterhaltung der Werke an den Seitenbächen gelten folgende Bestimmungen:

a. Die Unken vom Einflusse des Großweisbaches bis zu ihrer Einmündung in die Sale; dann die Leo von der Vereinigung des Griesenbaches mit dem Schwarzler sollen als Haupttriftbäche behandelt und betrachtet werden.

Die höher liegenden Theile der Unken und der Leo und alle übrigen Bäche im Bezirke der Salforsten gelten für gemeine Triftbäche.

b. Bei den Haupttriftbächen liegt den Besitzern der angränzenden Grundstücke ob, ihre Uferversicherungen, Wasserauslaßkanäle u. s. w. in einem Zustande zu erhalten, daß die Trift ungehindert passieren kann.

c. Als Ersatz für die Triftbeschädigungen und als Beitrag zur Unterhaltung der Werke an den Haupttriftbächen werden von der Königl. Baierischen Regierung jährlich, ohne Rücksicht auf Grösse des Schadens und ohne Steigerung für außerordentliche Fälle, an die K. K. Oesterreichische Behörde bezahlt:

für jede Klafter nach Baierischem Normalmaass, welche aus dem Leoganthale getriftet wurde, drei Kreuzer Reichswährung, für jede solche Klafter,

welche aus dem Unkenthale in die Sale getriftet 1829 wurde, $\frac{1}{2}$ Kreuzer Reichswährung.

d. Außerdem zahlt die Königl. Baierische Regierung, jeder, zur Zeit an den Haupttriftbächen bestehenden Mühle, zwei Gulden, und jeder auf gleiche Art gelegenen Schmiede einen Gulden jährliche Abgabe, für die Jahre, in welchen auf den betreffenden Haupttriftbächen wirklich eine Holzbringung zur Saline statt gefunden hat.

Es bestehen vier solche Mühlen und zwei solche Schmieden.

11. Diejenigen K. K. Oesterreichischen Unterthanen, öffentlichen Gebäude und Anstalten, welche bisher mit ihrem Holzbedarf auf die betreffenden Salforste angewiesen waren, erhalten auch fernerhin in diesen Waldungen das benöthigte Brennholz, Bauholz, Zaunholz, Dachholz, und Lathholz, insofern dieser Bedarf nicht durch den Ertrag an Eigenwäldern, Hofsäcken und Freigelacken oder Freiwaldungen, nachhaltig gedeckt ist.

Zur Vermeidung der Anstände wird ein Kataster der Einforstung in die Salwaldungen hergestellt werden.

12. Mit den zum Holzbezüge aus den Salforsten Berechtigten wird von zehn zu zehn Jahren abgerechnet. Sie sind nicht ermächtigt, jedes Jahr eine gleiche Quantität abzunehmen, sondern sie können nach ihrem Bedarfe von dem ihnen für das ganze Jahrzehnt gebührenden Betrage in einigen Jahren mehr, in andern weniger beziehen.

Was sie jedoch am Ende des Jahrzehnts von dem ihnen für die Dauer desselben gebührenden Betrage nicht genommen haben, kann nicht nachgenommen werden, sondern fällt dem Walde anheim. Auch sind sie nicht berechtigt, von dem erst in dem folgenden Dezzennium ihnen gebührenden Holze, vor Anfang desselben etwas zu beziehen.

In Fällen eines außerordentlichen Holzbedürfnisses wegen Brändschadens, wird die Königl. Baierische Regierung den Eingeforsteten besondere Unterstützungen aus den Salforsten zukommen lassen.

Es ist den zum Holzbezüge aus den Salforsten Berechtigten nicht gestattet, das erhaltene Holz zu veräußern oder zu andern Zwecken, als wozu es ihnen gereicht wird, zu verwenden.

1829 Für die katastermäßige ständige Holzabgabe aus den Salforsten wird von der Königl. Baierischen Regierung nur das altherkömmliche Schreib- und Anweisgeld von sechs Kreuzern Reichswährung für jede besondere Anzeige erhoben.

13. Die K. K. Oesterreichische Regierung wird keinen Konsens zu neuen Bauführungen oder zu anderen Holz erfordernden Vorrichtungen ohne vorläufige Einvernehmung und Beistimmung der K. Baierischen Behörde für solche Punkte ertheilen, welche innerhalb der Gränze eines Salforstes oder überhaupt so gelegen sind, daß das Holz aus denselben nicht wohl von einem andern Walde als aus einem Baierischen Salforste gebracht werden kann.

14. Dem Herkommen gemäß, werden die Holzmeister auch zukünftig gehalten sein, über jedes hundert Klafter der Ansage, ein Klafter Brennholz mehr zu bearbeiten und zu bringen. Dieser Ueberschuß ist zur unentgeltlichen Vertheilung an Geistliche und Schulen in Bezirke der Salforste bestimmt, welchen die Auffangung desselben aus den Triftbächen gestattet wird. Die Vertheilung bleibt, nach Maafsgabe der jährlichen Holzansage, den Königl.-Baierischen Behörden überlassen.

15. Die Weidebenutzung in den Salforsten wird den hiezu berechtigten Gütern und Alpen in der Ausdehnung und Weise ferner unentgeltlich gestattet werden, welche sie wohl hergebracht haben, und sich mit dem Zwecke der Erhaltung des Waldstandes verträgt.

Um desfalls künftigen Beschwerden und Irrungen vorzubeugen, wird ein Kataster der Weideberechtigungen angefertigt und deren bereits begonnene Beschreibung und Liquidation ergänzt werden.

16. In Ansehung der Weideverhältnisse in den Salforsten haben im Allgemeinen nachfolgende Normen zu gelten, welche auch bei Verfassung des Weidekatasters zu befolgen sind:

a. Ehealpenbesitzer sollen so viel Vieh in die zum Weidebezirk ihrer Alpen gehörigen Theile der Salforste treiben dürfen, als sie berechnete Gräser urkundlich nachweisen können oder hergebracht haben.

b. Bei den Maisalpen und gemeinen Blumbesuchen hat sich das Maaf der Weideberechtigung nach den zur Zeit in Wirksamkeit stehenden Eichbriefen zu richten.

c. Wo diese Eichbriefe fehlen, sind sie in der 1829 Art zu veranlassen und herzustellen, daß von dem ganzen Winterfutterstande der weideberechtigten Güter, die Gattung und Zahl des Viehes in Abzug gebracht wird, welches seine genügende Weide in den zum Gute gehörigen Heingrasungen findet, und der Rest als eichbriefmäßiger Viehstand für die Salforste erscheint.

d. An Orten, wo dormalen selbst das eichbriefmäßige Vieh in die Waldungen nicht aufgetrieben wird, soll es jederzeit in der Macht der Weideberechtigten stehen, diese Zahl zu erfüllen.

e. Die Gestattung eines verstärkten Viehauftriebs an die Weideberechtigten über die eichbriefmäßige Zahl, bei allenfalls vermehrter Waldweide, bleibt der Königl. Baierischen Forstbehörde vorbehalten, und ist zu jeder Zeit widerruflich.

f. Die Aufkehr von fremdem, Lohn- oder sogenanntem Aufnahmenvieh, außer in die Eigenthums- oder Ehealpen, ist in den Salforsten durchaus verboten; doch wird diese Beschränkung niemals auf die ärmeren in ihrem Viehstande herabgekommenen Weideberechtigten in dem Maasse ausgedehnt werden, daß ihnen die Mittel benommen würden, wieder zu demselben zu gelangen.

g. Der Auftrieb von jungen Pferden, von Schafen, Ziegen und ungeringelten Schweinen in Weidebezirke, welche sich über Maise oder über Schläge verbreiten, deren Holzbestand dem Bereiche des Viehs noch nicht entwachsen sind, soll gänzlich untersagt sein. Auch darf von diesen dem Waldstande verderblichen Viehgattungen, keine größere Zahl zur Weide in die Salforste gelassen werden, als der landwirthschaftliche Betrieb der weideberechtigten Güter mit sich bringt.

h. Wenn in den Urkunden, auf welche sich die Weideberechtigung gründet, keine abweichenden Bestimmungen enthalten sind, so soll ein Pferd, welches noch kein Jahr alt ist, für zwei Gräser oder Kuhgräser, ein Pferd, welches ein Jahr und darüber alt ist, für drei Gräser, zwei Rinder unter einem Jahre für Ein Kuhgras, und fünf Schafe oder Ziegen, gleichfalls für Ein Gras gerechnet werden.

1829 i. Die Zeit für den Auftrieb des Weideviehs in die Salforste und für den Abtrieb desselben wird jährlich von dem K. K. Oesterreichischen Land- oder Pflegegerichte des Distrikts, nach Beschaffenheit der Witterung und unter Rücksprache mit der Königl. Baierischen Forstbehörde, bestimmt und bekannt gemacht werden.

17. Außerhalb der Gränzen der Schwandrechte kann jede zur Beförderung des Nachwuchses am Holzbestande dienliche Vorkehrung getroffen werden, bei welcher keine Sperrung des Weideganges statt findet.

Die Forstkultursunternehmungen hingegen, wobei der Weidegang durch Befriedigung mit Hag und Gräben oder durch Hut eine Verhinderung erleiden soll, unterliegen folgenden Bestimmungen:

a. Im Allgemeinen darf die örtliche Beschränkung der Weide zum Behufe der Forstkultur den funfzigsten Theil der Waldfläche eines Weidebezirks nicht überschreiten.

b. Diese Verfügung erstreckt sich nur auf die Weidebezirke der Alpen oder gemeinen Blumbesuche im Ganzen u. s. w.

c. Bei Bestimmung des funfzigsten Theils eines Bezirks zur Forstkultur werden die kahlen Felsen und schwandrechtigen Blößen abgezogen.

d. Die Wahl der Befriedigungsart und die Dauer derselben ist dem Forstpersonal überlassen.

e. Bei den Weidebezirken der Ehealpen, deren schwandrechtige Blößen eine Erweiterung erhalten, ist der Königl. Baierischen Regierung als Gegenleistung hiefür, und als nothwendiges Mittel, um den Rest der stocklosen Blößen nach und nach wieder in Holzbestand zu bringen, die Befugniß eingeräumt, außer dem vorbemerkten funfzigsten Theile des ganzen Waldweidebezirkes, noch insbesondere den Flächenbetrag des fünften Theiles der vorbehaltenen stocklosen Blöße in Befriedigung zu setzen, und nach Gutbefinden in solcher zu erhalten.

f. Wenn neue unbefugte Schwendungen in den Salforsten vorgenommen werden sollten, so ist die Königl. Baierische Regierung berechtigt, die geschwendeten Waldpartien für die zum gesicherten Nachwuchs erforderliche Zeit, durch besondere Befriedigung dem Weidegange zu entziehen, ohne daß hie-

durch dem Maafse der übrigen Forstkulturberechtigungen Eintrag geschehen soll. 1829

18. Nach Inhalt des Art. XXXI. der Konvention, steht der Königl. Baierischen Regierung die Forstverwaltung ausschliessend zu. Sie ist zu diesem Ende berechtigt, Forstämter im K. K. Oesterreichischen Gebiete zu errichten, mit dem ihr nöthig scheinenden Personal zu besetzen, und sie kann die Leitung des Geschäftes sowohl durch die betreffenden Salinenämter, als durch abgeordnete Kommissarien besorgen lassen.

Den zur Salforstverwaltung bestimmten K. Baier. Behörden und Beamten liegt überhaupt die Besorgung aller Geschäfte ob, welche mit der Forstverwaltung im Allgemeinen, mit der Bewirthschaftung, Benutzung, Erhaltung, Verbesserung und Beschützung der Wälder verbunden sind.

19. Die Königl. Baierische Regierung wird wieder in den eigenthümlichen Besitz des sogenannten Baierischen Waldmeisterhauses zu Salfelden mit seinen Nebengebäuden und den dazu gehörigen Grundstücken eingesetzt.

Besagte Gebäude bleiben, in so lange, sie nicht in Privatbesitz übergehen, von allen Steuern und Abgaben befreit. Von den dazu gehörigen Grundstücken bezahlt die Königl. Baierische Regierung alle Abgaben, gleich einem andern Besitzer.

Es ist ihr gestattet, noch andere Wohngebäude im Bezirke der Salforste für ihr untergeordnetes Forstpersonal zu erbauen oder zu erkaufen, welche alsdann gleiche Abgabenfreiheit wie das Waldmeisterhaus zu Salfelden geniessen werden.

20. Die Königl. Baierischen Forstämter im K. K. Oesterreichischen Gebiete werden (laut Art. XXXIII) bei allen Gelegenheiten als öffentliche Behörden behandelt und betrachtet werden.

Die bei denselben angestellten Königl. Baierischen Beamten geniessen bei ihren Geschäftsverbindungen mit K. K. Oesterreichischen Behörden und auch ausserdem, gleichen Rang, und auch gleiche Auszeichnung mit den K. K. Oesterreichischen Beamten derselben Kategorie.

Die von ihnen ausgestellten amtlichen Zeugnisse und Urkunden haben die nämliche Beweiskraft, welche

1829 nach den K. K. Oesterreichischen Gesetzen den von K. K. Oesterreichischen Beamten derselben Kategorie ausgestellten Amtszeugnissen und Urkunden beigelegt ist.

21. Es steht der Königl. Baierischen Regierung frei, bei ihren Forstämtern im K. K. Oesterreichischen Gebiete oder als Aufsichtspersonal in den K. Baierischen Salforsten auch Oesterreichische Unterthanen anzustellen, welche jedoch dadurch nicht aus dem Oesterreichischen Unterthansverbande treten. Sie unterliegen wie andere Königl. Baierische Beamte und Diener den Königl. Baierischen allgemeinen und besonderen Dienstvorschriften und sind in Dienstsachen ihren vorgesetzten Behörden untergeordnet und zum Gehorsam verpflichtet.

22. Die bei den Königl. Baierischen Forstämtern im K. K. Oesterreichischen Gebiete oder in den K. Baierischen Salforsten als Beamte oder zur Aufsicht angestellten Königl. Baierischen Unterthanen behalten ihre Eigenschaft als Königl. Baierische Unterthanen, wenn sie sich auch länger als zehn Jahre ununterbrochen im Oesterreichischen Gebiete aufhalten.

Sie werden von den K. K. Oesterreichischen Behörden und Gerichten in allen Fällen nach den Vorschriften und Gesetzen behandelt werden, welche in Ansehung der in den K. K. Oesterreichischen Staaten sich aufhaltenden Fremden bestehen. Doch haben die polizeilichen Maafsregeln, welche in Hinsicht der blofs Durchreisenden oder kürzere Zeit in den K. K. Staaten verweilenden Ausländer in Uebung sind, auf sie keine Anwendung.

Sie und ihre Familien werden von der Militairkonskription und von allen Abgaben befreit sein, zu deren Entrichtung die in den K. K. Oesterreichischen Staaten sich aufhaltenden Fremden nicht verpflichtet sind.

Bei Sterbefällen werden von den K. K. Oesterreichischen Gerichten in Ansehung ihres Nachlasses nur diejenigen Vorkehrungen getroffen werden, welche überhaupt zum Besten der etwa abwesenden Erben und zur Sicherstellung der inländischen Gläubiger des Verstorbenen in dergleichen Fällen gesetzlich vorgeschrieben sind u. s. w.

23. Nach Art. XXXVI. der Konvention steht die Gerichtsbarkeit in den Salforsten und vormals Berchtesgadenschen Zinswäldungen den K. K. Oesterreichi-

schen Landesfürstlichen Behörden, in deren Bezirken 1829 sie liegen, und zwar den Oesterreichischen Gesetzen gemäß, in Ansehung der eigentlichen Verbrechen den Kriminalgerichten und in Ansehung der mindern Frevel den ersten polizeilichen Instanzen zu.

Doch ist das Königl. Baierischerseits aufgestellte Forstaufsichtspersonal berechtigt, die auf der That betretenen Forstfrevler oder Verbrecher zu pfänden, oder auch anzuhalten, um sie sogleich an die betreffende Oesterreichische Behörde zu stellen, welcher jedenfalls das abgenommene Pfand unverzüglich zu übergeben ist.

24. Da die regreßmäßige Waldstraftordnung für die Salförste vom Jahre 1781 den gegenwärtigen Zeitverhältnissen nicht mehr angemessen ist, so wird die K. K. Oesterreichische Regierung eine zweckmäßigere und mit den in Oesterreich geltenden Gesetzen mehr in Einklang stehende Waldstraftordnung in den Salförsten einführen lassen. Bis dahin bleibt die Waldstraftordnung vom Jahre 1781 soweit in Wirksamkeit, als die darin aufgeführten Forstfrevler nach den Oesterreichischen Strafgesetzen nicht als Verbrechen zu betrachten sind. Auf Fälle, welche diesen Charakter annehmen, wird das allgemeine Oesterreichische Strafgesetzbuch angewendet.

Das Jagdrevier Falleck betreffend.

1. Die Königl. Baierische Regierung tritt in den unwiderruflichen, eigenthümlichen und für immer steuer- und abgabenfreien Besitz des vormals vom Stifte Berchtesgaden ausgeübten hohen und niedern Jagdrechts in dem erweiterten Jagdrevier Falleck auf Salzburgischem-, nun K. K. Oesterreichischem Gebiete.

Sie wird überdies das im besagten Revier liegende sogenannte Jagdgut Falleck mit den dazu gehörigen Gebäuden, Grundstücken und Nutzungsrechten als volles Eigenthum besitzen.

2. Die Gränze des erweiterten Königl. Baierischen Jagdreviers Falleck auf K. K. Oesterreichischem Gebiete geht am großen Hundstödt von der Landesgränze zwischen Baiern und Oesterreich ab, sie zieht sich anfangs über das sogenannte Platterer der Windbachscharte (im Salfeldischen) zu, läuft von da in westlicher Richtung auf dem Rücken des Gebirges

1829 fort, bis an den Rauchenkopf und fällt in des Saunkendl auf die Sale herab. — Sie folgt nun dem Rinnsale dieses Flusses bis zur Kleberauerbrücke, verläßt es dort wieder, und steigt im Kleisengraben oder Grasenbache nach der Gränze des vormals Berchtesgadenschen Zinswaldes Grasenbach mit Goldenzweig in östlicher Richtung auf, bis zum sogenannten Geisteig an der Grasenwand. Von da läuft sie am nördlichen Fusse der Felsenwände des Gerhardsteines fort, bis an den Lützelkogel, vereinigt sich hier mit dem Lützelalphshage u. der alten Jagdgränze (von 1734), folgt ihnen über die Hirschbichlereinsattlung bis zur Gegenseite des Gebirges, steigt dort nach dem Rücken des Hufnagels auf die Höhe des Sulzensteines, und schließt sich daselbst wieder der Landesgränze zwischen Baiern und Oesterreich an.

3. Die Verwaltung des Königlich - Baierischen Jagdrechtes im Fallecker-Revier wird von Seite des Königlich - Baierischen Jagdantes Berchtesgaden geschehen. Es steht der Königl. Baierischen Regierung zu, das zum Schutze und zur Ausübung der Jagd für nöthig erachtete subalterne Personal auf K. K. Oesterreichischem Gebiete zu bestellen.

Das Königlich - Baierische Jagdaufsichtspersonal des Fallecker-Reviers, welches seinen Wohnsitz auf K. K. Oesterreichischem Gebiete haben wird, soll in allen Stücken dem Königl. Baierischen Forstaufsichtspersonale im Bezirk der Salforste gleich gehalten sein.

4. Nach den Bestimmungen des Artikels VII. des 2ten Abschnitts der Konvention steht die Gerichtsbarkeit in dem oben bezeichneten Jagdreviere auf K. K. Oesterreichischem Gebiete der K. K. Oesterreichischen Regierung auch in Ansehung der Jagdfrevel zu.

In dem Falle jedoch, wenn das Königl. Baierische Jagdpersonal in besagtem Revier Jagdfrevler betreten sollte, welche Königlich - Baierische Unterthanen sind, ist dasselbe befugt, sie nicht nur anzuhalten, sondern auch nach Berchtesgaden zur weiteren Verhandlung abzuführen.

Werden aber K. K. Oesterreichische Unterthanen oder Unterthanen einer dritten Regierung auf einem Jagdfrevel im besagten Revier von dem Königlich - Baierischen Jagdpersonale betreten, so kann letzteres

sie zwar anhalten, ist jedoch verpflichtet, sie unverzüglich der kompetenten K. K. Oesterreichischen Behörde zu überliefern, welche nach den K. K. Oesterreichischen Strafgesetzen wider dieselben verfahren, und das Königlich-Baierische Jagdamt von dem erfolgten Erkenntniß benachrichtigen wird. 1829

Den K. K. Oesterreichischen Behörden ist zur Pflicht gemacht worden, nicht nur dem Königlich-Baierischen Jagdrecht jeden gesetzlichen Schutz angedeihen zu lassen, sondern auch insbesondere die Jagdfrevler zum Ersatze des dem Königlich-Baierischen Aerar zugefügten Schadens anzuhalten.

Den Salzbergbau am Dürrenberge betreffend.

1. Der K. K. Oesterreichischen Regierung wird (laut Artikel I. und II. des dritten Abschnitts) zum Behufe ihres Halleiner Salzbergbaues am Dürrenberg ein unmittelbar an die Landesgränze anstossendes Grubenfeld nach folgender über Tag vermarkten Form und Ausdehnung auf dem Königl. Baierischen Landesgebiete zugewiesen, in welchem Grubenfelde sie das Bergbaurecht auf Salzsoole und Steinsalz für immer, auch gänzlich steuer- und abgabefrei, jedoch unter Königl. Baierischer Souverainetät besitzen wird.

Die Vierung dieses Grubenfeldes auf Königlich-Baierischem Gebiete, soll unmittelbar an die Landesgränze, und zwar in die Hauptrichtung des bisherigen Aufschlusses vom Salzgebirge am Dürrenberge gelegt werden.

Als Hauptrichtung dieses Aufschlusses und des künftigen Grubenfeldes wird eine Linie angenommen, welche vom Abgehen des Wolfdietrich-Stollschurfes im Johann-Jakobberge über das Feldort dieses Berges am Fassungsunkte des stinkenden Wässerls zu ziehen ist.

Die südöstliche und die nordwestliche Markscheide der Vierung werden von zwei graden, mit der Hauptrichtungslinie parallel laufenden Linien gebildet; wovon erstere vierhundert Salzburgische Berglachter zu sechs Werkschuben vom Fusse des Teufenbach-Tageschurfes, und letztere gleichfalls vierhundert solche Lachter vom gegenwärtigen Feldorte des Ducker-Versuchbaues, als den beiden äußersten

1829 Punkten des bisherigen Grubenbaues auf Königlich-Baierischem Gebiete abstehen werden.

Die erwähnten Anstände sind sühlig und rechtwinklich auf die Richtungslinie der Markscheide zu messen.

Die nordöstliche Markscheide folgt der Landesgränze zwischen Oesterreich und Baiern.

Die südwestliche Markscheide besteht in einer geraden Linie, welche achtzehn Berglächter hinter das oben bemerkte Feldort des Johann-Jakobberges in die Kreuzstunde der Hauptrichtung des Grubenfeldes gelegt wird, mithin die südöstliche und nordwestliche Markscheide rechtwinklich schneidet.

Das solchergestalt ausgezeichnete Grubenfeld soll dem Fallen nach keine Begränzung haben; sondern an allen Punkten saiger in die ewige Tiefe niedersetzen.

2. Die K. K. Oesterreichische Regierung macht sich (laut Art. VII. des dritten Abschnitts) verbindlich, allen Schaden zu vergüten, welcher den Königlich-Baierischen Unterthanen durch die Unternehmungen des Salzbergbaues der Saline Hallein zugefügt werden könnte.

Die Königl. Baierischen Behörden werden ihrerseits dazu mitwirken, daß in solchen Fällen die Abfindung der Beschädigten auf eine für beide Theile gleich billige Weise erfolge.

Man wird die für frühere Beschädigungen oder für bleibende Lasten den Betheiligten von dem Salinenamte Hallein zugesicherten oder alt herkömmlichen Bezahlungen und Leistungen gemeinschaftlich erheben, in ein Verzeichniß bringen, und dieselben werden auch fernerhin entrichtet oder erfüllt werden.

3. Nachdem ein Theil des Erwerbes bei dem Grubenbetriebe der K. K. Oesterreichischen Saline Hallein am Dürrenberge gemäß früherer Verträge oder durch besondere Verleihungen an vormals Berchtesgadensche, nun Königlich-Baierische Unterthanen jener Gegend übergegangen ist, so werden diese Unterthanen in ihrem Besitze und in dem Genuße der damit verbundenen Vortheile auch fernerhin unwiderruflich, und nach einem besonders hierüber bestehenden Uebereinkommen belassen werden.

4. Der K. K. Oesterreichische Salzbergbau am Dürrenberge wird in Ansehung seines Bedarfs an Grubenholz,

für eine Quantität von jährlichen dreihundert Klaftern 1829 (zu 126 Baierischen Kubikfuß) in die acht sogenannten Forstwaldungen auf Baierischem Gebiete, Namens: Prielwäld, Hangendmoos, Haarpoint, Rostock, Rofsbeithe, Lendlau, Mittereckwald und Eckwald eingeforstet. Der desfallsige Holzbezug hat unentgeltlich nach einem besonderen Regulative zu geschehen.

5. Innerhalb der auf Baierischem Gebiete ausgesteckten Vierung steht es der K. K. Oesterreichischen Regierung frei, Steinbrüche, Thon, Lehm, Sandgruben u. s. w. für den Bedarf bei ihrem Salzbergbau und den dazu bestimmten Baulichkeiten anzulegen, in so ferne sie sich mit dem Eigenthümer des Grundes hierwegen abfindet.

Wenn der Steinbruch, Thon-, Lehm- oder Sandgrube auf einem Freigrunde oder dem Königl. Baierischen Aerar zugehörigen Platze angelegt wird, so wird der Grund zu erwähntem Gebrauche unentgeltlich überlassen.

6. Die Königl. Baierische Regierung behält sich die landesherrliche Oberaufsicht über den Halleinischen Salzbergbau im Königlich - Baierischen Gebiete bevor.

Die Verwaltung und Leitung des K. K. Oesterreichischen Salzbergwerks am Dürrenberge, ohne Unterschied, ob es diesseits oder jenseits der Landesgränze betrieben wird, bleibt ausschliessend der K. K. Oesterreichischen Regierung und den von ihr hierzu aufgestellten Behörden überlassen.

Wenn von K. K. Oesterreichischer Seite ein Bergbeamter oder Aufseher auf Königl. Baierischem Gebiete innerhalb der Vierung des K. K. Oesterreichischen Grubenfeldes bleibend bestellt werden wollte, so wird dieses von Königl. Baierischer Seite nicht verwehrt werden.

Ein solcher K. K. Oesterreichischer Beamter oder Aufseher tritt dann ganz in das Verhältniß gegen die Königl. Baierische Behörde, welches hinsichtlich der Königl. Baierischen Forstbeamten und Aufseher in den Salforsten gegen die K. K. Oesterreichischen Behörden durch die Konvention bestimmt wurde.

7. Das gesammte im Dienste des K. K. Oesterreichischen Halleiner Salzwerkers stehende Bergpersonal, mit Inbegriff der darunter befindlichen Königl.

1829 **Baierischen Unterthanen**, ist in allen Dienstangelegenheiten, und so viel die Disziplin im Dienste betrifft, an die K. K. Oesterreichischen Dienstesvorschriften gebunden, und ohne Unterschied, ob es seine Dienste im K. K. Oesterreichischen oder im Baierischen Gebiete, in der Grube oder über Tag verrichtet, dem K. K. Oesterreichischen Salinenamte Hallein untergeordnet, welchem daher auch das Recht zusteht, Verletzungen der Dienstpflichten, mit Verweisen, Lohnungsabzügen, Suspension und Entlassung vom Dienste zu ahnden.

8. Die ganzen Tagreviere des K. K. Oesterreichischen Grubenfeldes auf Königl. Baierischem Gebiete und alle im Königl. Baierischem Gebiete ausmündende Grubengänge in so fern und in so lange sie nicht mit dem vom K. K. Oesterreichischen Gebiete aus, aufgeschlossenen Halleiner Salzbergbau durchschlägig sind, bleiben unmittelbar der Königl. Baierischen Jurisdiktion und Polizei unterworfen.

Da übrigens die ganz eigenthümlichen Lokalverhältnisse des Salzbergwerkes am Dürrenberg nicht wohl gestatten, die Jurisdiktion und Polizei im Innern desselben gleichfalls nach dem Zuge der Landesgränze gegenseitig abzuschneiden, so wird die Ausübung der Gerichtsbarkeit und Polizei im Innern des erwähnten Salzbergbaues, auch in so weit er sich in das Königl. Baierische Gebiet ausdehnt, der K. K. Oesterreichischen Regierung, jedoch nur in Ansehung der K. K. Oesterreichischen Unterthanen überlassen. Die Königl. Baierischen Unterthanen hingegen und die Unterthanen einer dritten Regierung, welche sich im Innern des Salzbergbaues eines Vergehens oder Verbrechens schuldig machen, bleiben ohne Unterschied, ob dieses in dem auf K. K. Oesterreichischem oder in dem auf Königl. Baierischem Gebiete liegenden Theile des Salzbergbaues geschehen ist, der K. Baierischen Gerichtsbarkeit unterworfen.

Doch sind die K. K. Oesterreichischen Behörden in jedem solchen Falle berechtigt, den Thatbestand an Ort und Stelle zu erheben, und wenn Gefahr der Entweichung droht, den Angeschuldigten anzuhalten, welcher sodann, ohne vorher auf K. K. Oesterreichischem Gebiete in Verwahrung gebracht zu werden,

dem Königl. Baierischen Landgerichte Berchtesgaden 1829 zu überliefern ist.

Die weitere Untersuchung und Aburtheilung bleibt der kompetenten Königl. Baierischen Gerichtsbehörde überlassen.

Von dem Erfolge der Untersuchung über Vergehen oder Verbrechen, welche im Innern des K. K. Oesterreichischen Salzbergbaues am Dürrenberge vorgefallen, wird sich gegenseitig benachrichtigt.

9. Nachdem in Gemäßheit dieser Bestimmungen die beiderseitigen Gerichte in die Lage kommen können, über Vergehen oder Verbrechen, welche in dem Gebiete des andern Theils begangen worden sind, zu erkennen, und nachdem die allgemeine Regel, welcher zufolge sträfliche Handlungen nach den Gesetzen des Landes, worin sie geschehen, beurtheilt werden sollen, hier in ihrer Anwendung um deswillen mit besonderen Schwierigkeiten verbunden wäre, weil sich nicht immer leicht erkennen läßt, zu welchem Gebiete der unterirdische Punkt, auf welchem das Vergehen oder Verbrechen begangen wurde, gehört, so ist man dahin übereingekommen, ausnahmsweise festzusetzen, daß ohne Rücksicht, in welchem Gebiete sich die sträfliche Handlung ereignet hat, von den beiderseitigen Gerichten nur nach den eigenen Gesetzen entschieden werden solle. Doch behalten sich beide Allerhöchste Regierungen das Recht bevor, von fünf zu fünf Jahren von dieser Ausnahme zurückzutreten.

Salz- und Getreidetransit aus Tyrol nach Vorarlberg betreffend.

1. Die traktatmäßig bedungene Freiheit des Durchzugs von Salz und Getreide auf der durch das Königl. Baierische Gebiet aus Tyrol und Vorarlberg ziehenden Straßse erstreckt sich nicht bloß auf K. K. Oesterreichisches Aerarialsalz und Getreide, sondern wird auch, nach Art. I. des 5ten Abschnitts der Konvention, auf das Salz und Getreide ausgedehnt, welches Eigenthum Oesterreichischer Unterthanen ist. Königl. Baierischer Seits wird davon keine Zollmauth oder andere Transitabgabe erhoben werden.

2. Die mit K. K. Oesterreichischem Aerarialsalze oder Getreide beladenen Fuhren und eben so die Fuhren,

1829 welche sich unbeladen an die Niederlagen begeben, um K. K. Oesterreichisches Aerarialsalz zu laden, sind überdies von Bezahlung aller in die Königlich-Baierischen Staatskassen fließenden Brücken- und Weggelder und damit verbundenen Stempelgebühren befreit.

Sie zahlen nur dasjenige Weg-, Pflaster- oder Brückengeld, zu dessen Erhebung für eigene Rechnung die an der Straße liegenden Königl. Baierischen Stadt- oder anderen Gemeinden derzeit berechtigt sind, und in dem Maasse, wie es gegenwärtig besteht.

Von den mit Oesterreichischem Privatsalz oder Privatgetreide beladenen Fuhren wird das allgemein angeführte Weg-, Brücken- oder Pflastergeld ohne Unterschied, ob es für Staats- oder Gemeindekassen erhoben wird, bezahlt.

3. Von dem durch Baiern transitirenden Salze oder Getreide darf unterwegs im Königl. Baierischen Gebiete weder etwas verkauft oder veräußert, noch ein Vorrath aufgehäuft werden. Den Fuhren, auf welchen Aerarial- oder Privatsalz geladen wird, darf nichts anderes beigeladen werden. Eben so wenig darf Aerarial- und Privatsalz zusammen geladen werden. Diese Bestimmungen wegen ungemischter Ladung gelten auch von dem durch Baiern transitirenden Getreide.

4. Das K. K. Oesterreichische Aerarialsalz darf bloß auf der Straße, welche von Nesselwängle über Hindelang, Immenstadt, und Simmerberg nach Bregenz führt, und ohne von dieser Straße abzuweichen, durch das Königl. Baierische Gebiet gebracht werden. Es soll durchaus in Fässern von gleicher Form und von gleichem bekannten Normalgewichtsinhalte (dermalen in Fässern, welche fünf Zentner Salz netto enthalten) verpackt sein.

In keinem Jahre dürfen mehr als dreißigtausend Zentner Aerarialsalz aus Tyrol durch das Baierische Gebiet nach Vorarlberg verführt werden.

5. Die Spedition des K. K. Oesterreichischen Aerarialsalzes durch das Königl. Baierische Gebiet, geschieht auf die bisher gewöhnliche Weise durch sogenannten Abstofs und nach besonders im Art. V. des fünften Abschnittes näher bezeichneten Normen.

In jedem einzelnen Jahre muß das ganze aus Tyrol nach Baiern eingeführte Salzquantum und in der nämlichen Zahl von Fässern wieder ausgeführt sein. 1829

Die sogenannte Auffüllung der Fässer darf im Königl. Baierischen Gebiete nicht vorgenommen werden. Die Reparatur der Fässer, oder die durch außerordentliche Zufälle nothwendig werdende Umpackung des Salzes wird dadurch nicht ausgeschlossen.

Die letzte Salzfactorie auf K. K. Oesterreichischem Gebiete (dermalen in Nüsselwängle) wird jedem Salzfuhrmann nebst dem gewöhnlichen Frachtscheine noch eine besondere Pollete über seine Ladung zu stellen, welche bei der Königl. Baierischen Eintrittsstation durch die Vergleichung mit dem Frachtscheine und durch Untersuchung der Ladung zu kontroliren und in Empfang zu nehmen ist.

Auf gleiche Weise versieht die letzte Salzfactorie auf Königl. Baierischem Gebiete (dermalen in Simmerberg) jeden Salzfuhrmann mit doppelten Polleten, um eine derselben nach vorgenommener Kontrolle bei der Königl. Baierischen Austrittsstation, als Beleg der vollzogenen Durchfuhr des Salzes zurücklassen zu können.

6. Die K. K. Oesterreichischen Behörden werden die Königl. Baierischen Unterthanen nicht, von der herkömmlichen Theilnahme an dem Frachterwerke bei dem Transporte des Oesterreichischen Aerarialsalzes ausschließen, in so fern sie sich mit billigen Frachtlöhne befriedigen lassen.

Wenn bei gleichzeitiger Spedition des Königl. Baierischen Salzes über Immenstadt nach Lindau, Mangel an den erforderlichen Fuhren entstehen sollte, so haben die beiderseitigen Behörden auf gleiche Theilung der Transportmittel genau Bedacht zu nehmen.

7. Für die Durchfuhr des Oesterreichischen Privatsalzes aus Tyrol nach Vorarlberg werden von der Königl. Baierischen Regierung, nebst der Hauptstrasse über Hindelang, Immenstadt und Simmerberg nach Bregenz, noch zwei Nebenstraßen in das Gericht Mittelberg und in den Bregenzer Wald bewilligt; nämlich von Hindelang über Obersdorf durch den Paß Hohenzweig und von Immenstadt über Stauffen durch den Paß Ach.

1829 Der Transport dieses Salzes hat nur in plombirten Säcken von bekanntem normalen Gewichtsinhalte (dermalen von einhundert fünfzig Pfund der Sack) zu geschehen. Bei demselben ist weder Abstoß noch Umladung gestattet, und es darf in keinem Jahre das Quantum von zehntausend Zentnern übersteigen.

8. Jeder Fuhrmann mit Oesterreichischem Privatsalze muß sich bei der Königl. Baierischen Eintrittsstation zwischen Nesselwängle und Hindelang durch ein salzamtliches Zeugniß (Pollete) über den Ankauf, dann über Zahl und Gewicht der geladenen Säcke ausweisen. Er erhält hiefür nach gepflogener mauthamtlicher Untersuchung eine Transitofreipollete, in dieser ist die Richtung jenes Durchzuges, die Austrittsstation und die Zeit binnen welcher der Austritt zu geschehen hat, auszudrücken. Die Transitofreipollete wird bei der Austrittsstation wieder abgegeben, wo eine wiederholte mauthamtliche Behandlung als Kontrolle statt zu finden hat,

9. Der Transit des K. K. Oesterreichischen Getreides durch das Königl. Baierische Gebiet, kann sowohl in der Richtung von Tyrol nach Vorarlberg, als auch in der Gegenrichtung aus Vorarlberg nach Tyrol, doch immer nur auf der Hauptstrasse stattfinden, welche über Hindelang, Immenstadt und Simmerberg zieht.

Da die Fuhren, welche solches Getreide geladen haben, nach den Bestimmungen des Artikels II, auch vom Weggelde befreit sind, so müssen sie sich bei der Eintrittsstation durch ein Zeugniß der K. K. Oesterreichischen Behörde, für welche der Transport geschieht, über die Eigenschaft ihrer Ladung als K. K. Oesterreichisches Aerarialgut ausweisen.

Der Transit des Privatgetreides aus Vorarlberg nach Tyrol ist gleichfalls auf die ebenbemerkte Hauptstrasse beschränkt; für das Privatgetreide hingegen, welches aus Tyrol durch das Königl. Baierische Gebiet nach Vorarlberg verführt wird, sollen neben dieser Hauptstrasse, auch in die beiden für das Privatsalz bewilligten Nebenstraßen über Obersdorf und über Stauffen geöffnet sein.

Der Transit des Getreides überhaupt ist in Ansehung auf Quantität ganz unbeschränkt; er unterliegt aber übrigens den mauthamtlichen Vorschriften und

Förmlichkeiten, gemäß welchen das Getreide nicht 1829 in offenen Ladungen, sondern nur in plombirten Säcken verpackt, und ohne Abstoß oder Umladung durchgeführt werden darf, bei der Eintrittsstation mit einer Transitfreipollete versehen wird, welche an der Austrittsstation wieder abzugeben ist, und an beiden Stationen der Untersuchung, auch falls es für nothwendig befunden werden sollte, der Verschnürungsmanipulation unterzogen werden soll.

10. Sollten Oesterreichische Unterthanen auf dem Baierischen Gebiete mit Salz- oder Getreidefahren von dem vorgeschriebenen Straßenzuge abweichen, oder die übrigen Förmlichkeiten verletzen, oder überhaupt die Königl. Baierischen Zollgesetze übertreten, so haben gegen sie die in den Königl. Baierischen Verordnungen bestimmten Strafen mit Einschluss der Konfiskation statt.

Nöthigenfalls werden die Oesterreichischen Behörden auf Ansuchen der Baierischen die Strafen an ihnen vollziehen und sie zu den schuldigen Ersatzleistungen, im Wege der Exekution anhalten.

Wenn hingegen Königl. Baierische Unterthanen mit Oesterreichischen Salz- oder Getreidefahren im Königl. Baierischen Gebiete von der vorgeschriebenen StraÙe abweichen, oder gegen die bestimmten Förmlichkeiten gehandelt, oder eine Zollübertretung begangen, und dadurch die Konfiskation des geladenen Oesterreichischen Salzes oder Getreides verwirkt, mithin entweder das Oesterreichische Aerar oder ein Oesterreichischer Unterthan in Schaden versetzt wird, so werden die Königl. Baierischen Behörden ihres Orts ebenfalls durch geeignete Zwangsmittel den Ersatz dieses Schadens eintreiben.

Verschiedene Transitbegünstigungen betreffend.

1. Um den Verkehr zwischen Reichenhall und Berchtesgaden auf der graden, eine kurze Strecke das K. K. Oesterreichische Gebiet durchschneidenden StraÙe über den sogenannten Hallthurn zu erleichtern, wird die dort errichtete K. K. Oesterreichische Mauthstation aufgehoben, und die K. K. Oesterreichische Mauthlinie so zurückgezogen werden, daß diese StraÙe außer derselben bleibt.

1829 Es wird daher von den auf der erwähnten StraÙe durch das K. K. Oesterreichische Gebiet transitirenden Gegenständen, sie mögen Aerarial- oder Privatgut sein, kein Zoll, keine Mauth, und keine ähnliche Abgabe bezahlt, auch damit keine zollamtliche Behandlung vorgenommen werden.

Eben so wenig wird daselbst ein Weggeld erhoben werden u. s. w.

2. Das Königl. Baierische Aerarialsalz kann aus Berchtesgaden durch das K. K. Oesterreichische Gebiet über den hangenden Stein und Niederalp an die Salzach, und dann auf diesem Flusse nach Baiern gebracht werden.

Die K. K. Oesterreichische Regierung wird von diesem durch ihr Gebiet ziehenden Königl. Baierischen Aerarialsalze keinen Zoll, keine Mauth, und keine dergleichen Abgaben erheben.

Die mit solchem Königl. Baierischen Aerarialsalze beladenen Fuhren, sind sowohl auf dem Wege an die Salzach, als auch, wenn sie von da leer in das Königl. Baierische Gebiet zurückkehren, von Entrichtung des Weg- und Brückengeldes oder ähnlichen Abgaben, in so fern sie von dem K. K. Oesterreichischen Aerar bezogen werden, befreit. In so weit aber besagte Fuhren, um nach ihrem Eintritte in das K. K. Oesterreichische Gebiet an die Salzach zu gelangen, Vizinalstraßen einschlagen müssen, deren Unterhaltung den dortigen Gemeinden obliegt, wird sich die Königl. Baierische Regierung mit besagten Gemeinden über eine angemessene Entschädigung für die Benutzung dieser Wege verständigen.

Zur Aufbewahrung des Salzes am Ufer der Salzach bis zur Verschiffung, ist der Königl. Baierischen Regierung die Befugniß eingeräumt, auf K. K. Oesterreichischem Gebiete ein Magazin zu errichten.

Der Transport des Königl. Baierischen Salzes aus Berchtesgaden in das Magazin an der Salzach oder dessen Verschiffung auf diesem Flusse, hat in wohlverschlossenen hölzernen Geschirren oder in plombirten Säcken von bekanntem Normalgewichte zu geschehen. Es darf nur in unvermischten Ladungen statt finden.

Von diesem Salze soll auf K. K. Oesterreichischem Gebiete nichts verkauft, oder auf eine andere

Veise veräußert, auch kein Vorrath von einem Jahre 1829 auf das andere belassen werden.

Hinsichtlich des Transits werden alle Bestimmungen des fünften Abschnitts der Konvention über den Transit des K. K. Oesterreichischen Aerarialsalzes von Tyrol nach Vorarlberg, analoge Anwendung finden.

4. Das K. K. Oesterreichische Aerarialsalz der Saline Hallein, welches auf der Salzach, dem Inn und der Donau stromabwärts verschifft wird, soll auf diesen Flüssen für immer von aller Zoll-, Mauth-, Wasserweggeld-, Bodenrecht- und jeder andern Abgabentrachtung an Königl. Baierische Kassen sowohl an der Gränze des Königl. Baierischen Gebiets, als bei dem Transit durch dasselbe befreit sein.

Gleiche Befreiung von allen Abgaben an K. K. Oesterreichische Kassen soll das Aerarialsalz für immer genießen, welches die Königl. Baierische Regierung von ihren eigenen Salinen auf der Salzach und am Inn verführen läßt.

Diese Abgabefreiheit erstreckt sich auf die für die iderseitigen Salztransporte bestimmten Schiffe, wenn sie ganz unbeladen stromaufwärts getrieben werden.

5. Das K. K. Oesterreichische Salz der Saline Hallein kann durch das Königl. Baierische Gebiet über Archesgaden und Hirschbichl in den Bezirk der K. K. Oesterreichischen Pfliegerichte Lofer, Salfelden, Zell am See und Mittersil verführt werden.

Von diesem K. K. Oesterreichischen Aerarialsalze wird weder Zoll noch Mauth, noch eine andere dergleichen Abgabe erhoben werden.

Der Eintritt dieses Salzes auf das Baierische Gebiet soll durch den hangenden Stein, oder durch das Thierel geschehen können.

Die mit K. K. Oesterreichischem Aerarialsalze beladenen Fuhren, entrichten bei dem Transito durch das Baierische Gebiet das allgemein herkömmliche Weggeld. Die von diesem Transport zurückkehrenden oder für ihn bestimmten Fuhren bleiben, wenn sie ganz unbeladen sind, vom Weggelde befreit.

6. Die K. K. Oesterreichische Regierung ist beauftragt, in Ramsau oder Hintersee ein Salzmagazin zu errichten, um daselbst den Abstoß und die Umladung des durch das K. Baierische Gebiet transitirenden Salzes vornehmen zu können.

1829 7. Der Transport des K. K. Oesterreichischen Aerarialsalzes von Hallein durch das Königl. Baierische Gebiet über den Hirschbichl kann nur in wohlverschlossenen hölzernen Geschirren oder in plombirten Säcken von bekanntem Normalgewichte und nur in unvermischten Ladungen geschehen.

Von diesem Salze darf auf Königl. Baierischem Gebiete nichts verkauft, oder auf eine andere Weise veräußert, auch kein Vorrath daselbst angehäuft werden.

Für den Transit dieses Salzes gelten übrigens dieselben Bestimmungen, welche für den Transit des K. K. Oesterreichischen Aerarialsalzes aus Tyrol nach Bregenz getroffen wurden.

München, den 23sten October 1829.

Königl. Baierische Regierung des Isarkreises.

V. WIDDER, *Präsident.*

Rösch, *Sekretair.*

28.

1830 *Déclaration tenant lieu d'une convention d'étappes renouvelée entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, du 12 Janvier 1830.*

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1832. Nr. 4. p. 30.)

Nachdem die zwischen der Königlich-Preussischen und der Großherzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenachschen Regierung am 31sten Dezember 1816, zu Weimar abgeschlossene Militair-Durchmarsch- und Etappenkonvention, der in dem Artikel V. derselben enthaltenen Bestimmung zufolge, mit dem 1sten Januar 1827 abgelaufen ist, das Bedürfnis eines, die diesfälligen gegenseitigen Verhältnisse regelnden Uebereinkommens aber noch fort dauert; so haben die beider-

seitigen Ministerien, Kraft des ihnen von ihren resp. 1830 Gouvernements ertheilten Auftrags, nachstehende anderweite Uebereinkunft verabredet.

ART. I. *Feststellung der Linie der Königlich-Preussischen Militairstrasse, der Etappen-Haupt-Oerter und Bestimmung der Etappenbezirke.*

1. Buttstedt, welches drei Meilen von Erfurt, und drei und eine halbe Meile von Naumburg entfernt liegt, wird in der Regel und so lange, als die Wege in jener Gegend nicht verdorben sind, als der Etappen-Ort zwischen Naumburg, dem Herzogthume Sachsen, und Erfurt angenommen, und nur bei sehr übler Witterung und dadurch sehr verschlimmertem Wege wird der Truppenmarsch über Weimar dirigirt. Zu dem Etappenbezirke Buttstedt gehören: Hardisleben, Olbersleben, Guthmannshausen, Großbrennbach, Krautheim, Neumark, Buttstedt, Norinsdorf, Schwerstedt, Niederreissen, Mannstedt, Rudersdorf, Nirmsdorf und Oberreissen.

Da jedoch die Etappen von Erfurt bis Buttstedt und von diesem Punkte bis Naumburg, für den Marsch der Remonten zu groß sind, der Rayon von Buttstedt aber bedeutend ist und nach Vorstehendem Buttstedt in sich schließt, so ist man, um den beregten Uebelstand zu vermeiden, übereingekommen, daß von jetzt an Buttstedt und seine Umgebung mit den Remonten belegt werden soll.

2. Von Erfurt nach Coblenz trifft die Militairstrasse Eisenach als Etappen-Ort, zu deren Etappenbezirk Fischbach, Lichrodt, Stedtfeld, Förtha, Melborn, Wenigen-Lupnitz, Groß-Lupnitz, Stockhausen, Hetzelroda, Stregda, Seebach, Farnroda, Kittelsthal, Morbach, Eppichnelle, Marksehl und Burkhardtsroda gerechnet werden.

3. Vacha, drei und eine halbe Meile von Eisenach. Zu deren Etappenbezirk gehört: Ober- und Unter-Zella, Dorndorf, Frauensee, Dönnges, Keiselbach, Niederbreitsbach, Ettenhausen, Tiefenorth, Merkers, Pfordsdorf und wenn stärkere Truppenmärsche erfolgen, Berka an der Werra, Gerstungen, Dankmarshausen, Grossensee, Wünschensuhl, Fernbreitenbach, Dippach, Horschlitt, Oberellen, Hurda, Unterellen, Lauchröden und Hausbreitenbach.

1830 Die Entfernung von Vacha nach Hersfeld beträgt drei Meilen, von Berka nach Hersfeld drei Meilen, dagegen von Berka nach Eisenach nur zwei und eine halbe Meile.

4. Die Militairstraßen von den Königl. Preussischen Staaten nach den Königl. Preussischen Theilen des Neustädter Kreises, welche in dem Staatsvertrage d. d. Paris, den 22sten September 1815 bestimmt sind, werden Königl. Preussischer Seits vorbehalten, und sollen auf diesen Straßen dieselben Grundsätze der Verpflegung, Vergütung der Preise und polizeilichen Einrichtungen statt finden, wie solche in gegenwärtiger Uebereinkunft bestimmt werden. Dagegen wird

5. Königlich - Preussischer Seits Erfurt als Etappen - Ort für die Großherzoglich - Sachsen - Weimarschen Truppen auf ihrer Marschroute von Weimar nach Eisenach oder Vacha, und von da wieder zurück, zugestanden, jedoch soll in Rücksicht, daß die Festung mit fremden Truppen nicht belegt werden kann, das Nachtquartier und die Verpflegung in den nächst an der Chaussee nach Gotha gelegenen Dörfern des Erfurtschen Gebiets angewiesen werden.

Die durchmarschierenden Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detachements von 50 Mann (welche in die Barracken kommen, sobald dieselben eingerichtet sind), sind gehalten, nach jedem als zum Bezirke gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappen - Behörde angewiesen wird; es sei denn, daß dieselben Artillerie - Munitions - oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militairstraße liegen. Andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeekorps in starken Echellons marschieren. In solchen Fällen werden sich die mit der Dislokation beauftragten Offiziere mit den Etappenbehörden über einen weiter ausgedehnten Bezirk vereinigen.

ART. II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.*

Sämmtliche durch die Königl. Preussischen und 1830 Großherzoglich - Sachsen - Weimarschen Lande marschierenden Truppen müssen auf einer der genannten Militairstraßen, mit genauer Berücksichtigung der nunmehr festgestellten Etappen - Oerter, instradirt sein, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können.

Sollten etwa in der Folge hin und wieder abweichende Bestimmungen nothwendig werden, so kann nur in Folge einer Vereinigung beider kontrahirenden Theile eine Aenderung darunter erfolgen.

Was die Einrichtung der Marschrouten betrifft, so können die Marschrouten für die Königl. Preussischen Truppen, welche durch die Großherzoglich - Sachsen - Weimarschen Lande marschieren, nur von dem Königlich - Preussischen Kriegs - Ministerio und den Generalkommandos in Sachsen und am Rheine mit Gültigkeit ausgestellt werden; dagegen können für die durch Erfurt marschierenden Großherzoglich - Sächsischen Truppen die Marschrouten nur von dem Großherzoglich - Sächsischen Generalkommando in Weimar oder Eisenach mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Offiziere, Unteroffiziere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, daß die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniß gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht folgendes bestimmt:

Den Detachements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bei der Etappen - Behörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft größerer Detachements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Eskadron, müssen die Etappen - Behörden wenigstens drei Tage vorher benachrichtiget werden.

Wenn ganze Bataillons, Eskadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschieren, so müssen nicht allein die Etappen - Behörden wenigstens acht Tage zuvor benachrichtiget werden, sondern es sollen auch

1830 die gegenseitigen Landesbehörden (in Erfurt die Regierung, in Weimar oder Eisenach die Landesdirektion) wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Außerdem soll, wenn ein Regiment, oder mehrere gleichzeitig durchmarschieren, dem Korps ein kommandirter Offizier wenigstens drei Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislokation, Verpflegung der Truppen, Stellung der Transportmittel u. s. w. mit der die Direktion über die betreffende Militairstrasse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämtlichen Etappen-Haupt-Oertern für das ganze Korps zu treffen. Dieser kommandirte Offizier muß von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruiert sein.

Da der bisher ohne Ruhetag fortgesetzte Marsch der Königlich-Preussischen Truppen auf der Strasse von Erfurt nach Mainz und umgekehrt, welcher 32 Meilen beträgt, und auf der Strasse von Erfurt nach Coblenz über Braunfels, welcher 27 Meilen beträgt, die nachtheiligsten Folgen herbeigeführt hat, so hat die Großherzoglich-Sachsen-Weimarsche Regierung, nach dem Wunsche des Königlich-Preussischen Gouvernements, für diese Truppenmärsche einen Ruhetag in Vacha zwar gestattet, jedoch ist man dahin übereingekommen, daß zur Erleichterung der Großherzoglichen Lande, auch von den beiden andern fremdherrlichen Regierungen, deren Gebiet jene Truppenmärsche berühren, nämlich von der Kurfürstlich-Hessischen und der Großherzoglich-Hessischen Regierung gleichmäfsig zur Erreichung jenes Zwecks in der Art mitgewirkt werde, daß für die Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft, eine jede derselben einen gleichen Zeitraum hindurch den Preussischen Truppen einen Rasttag auf ihrem Gebiete gestatte.

Das Königlich-Preussische Gouvernement wird sich mit der Kurfürstlich-Hessischen und der Großherzoglich-Hessischen Regierung hierüber näher vereinigen, so daß die von der Großherzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenachschen Regierung nach dem Inhalte des gegenwärtigen Artikels übernommene Verpflichtung zur Gewährung eines Rasttags in Vacha,

sich auf die drei Jahre vom 1sten October 1831 bis 1830 zum 1sten October 1834 beschränkt.

ART. III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung.*

A. *Verpflegung der Mannschaft.*

Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienste befindlichen Militair-Personen wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben.

Diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei den Einwohnern, oder in den Barracken, deren Anlage der betreffenden Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in den Barracken bestehen für den Unteroffizier und Gemeinen in Lagerstroh, einem Hackenbrett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unteroffizier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Barracken zufrieden zu sein, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmäßig zu fordern berechtigt ist.

Die durchmarschierenden Truppen, welche der Marschroute gemäß, bei den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Etappen-Behörden und gegen auszustellende Quittung der Kommandierenden die Natural-Verpflegung vom Quartierwirth, indem Niemand ohne Verpflegung ferner einquartiert werden soll.

Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgesetzt, daß der Offizier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirths zufrieden sein muß.

Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirthes, wie übermäßigen Forderungen von Seiten des Soldaten vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unteroffizier und Soldat und jede zum Militair gehörende Person, die nicht den Rang eines Offiziers hat, kann in jedem Nachtquartiere, sei es bei den Einwohnern oder in den Barracken, verlangen: zwei Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ein halbes Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirth Bier, Brantwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen sollen die Obrigkeiten dafür sorgen, daß hinreichender Vorrath von Bier und Brantwein an

1830 jedem Orte vorhanden ist und daß der Soldat nicht übertheuert werde. Die Subaltern-Offiziere bis zum Hauptmann exclusive, erhalten, außer Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ein halb Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht; auch Mittags und Abends bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühstück Kaffee, Butterbrod und ein achtel Quart Brantwein. Der Hauptmann kann außer der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen.

Für diese Verpflegung wird, nach vorgängiger Liquidation, von dem Königlich-Preussischen Gouvernement folgende Vergütung bezahlt, als:

für den Soldaten vier gute Groschen in Golde;

- - Unteroffizier . . vier - - - -

- - Subaltern-Offizier zwölf - - - -

- - Hauptmann . . . sechszehn - - - -

Staabs-Offiziere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten aber, wo dieses nicht thunlich sein sollte, bezahlt der Staabs-Offizier einen Reichsthaler in Gold; der Obrist und General einen Reichsthaler zwölf gute Groschen in Golde; wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muß. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabs-Offizieren unmittelbar berichtet.

Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in die Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder gleich den Soldaten gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Offiziere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

Sollten hin und wieder durchmarschierende Soldaten krank werden und nicht fähig sein, in die eigenen Hospitäler respektive zu Erfurt und zu Weimar zurückgebracht zu werden, so sollen dieselben auf Kosten ihres Gouvernements in einem Etappen-Hospitale verpflegt werden.

B. Transport, Verpflegung und nächtliche Bewachung der Militair-Arrestaten. 1830

Die Verpflegung der Militair-Arrestaten wird in demselben Betrage vergütet, welcher vorstehend unter III A. der gegenwärtigen Uebereinkunft für die Verpflegung der durchziehenden Militairs überhaupt festgesetzt worden ist.

Die Eskortirung wird mit vier guten Groschen auf die Meile für jeden Eskortirenden, sei dieser nun zu Fuß oder zu Pferde bezahlt.

Die Zahl der eskortirenden Mannschaft wird jedesmal von den Königlich-Preussischen Behörden, unter dem Vorbehalte, bestimmt werden, daß es den Großherzoglich-Sachsen-Weimarschen Behörden überlassen bleibe, die Eskorte in einzelnen Fällen, wenn Widersetzlichkeit zu besorgen ist, zu verstärken.

In Etappenplätzen, wo Garnison liegt, wird für die nächtliche Bewachung und Verwahrung der Arrestaten keine besondere Vergütung geleistet. Dagegen wird an denjenigen Etappen-Orten, die keine Garnison haben, und in den Fällen, wo alldort kein entbehrlicher leerer und gut verwahrter Raum mehr vorhanden, und die Bewachung in einem weniger gesicherten Lokale unvermeidlich ist, Königlich-Preussischer Seits eine Entschädigung von sechs guten Groschen für jeden Wächter bezahlt.

Auf allen Etappenplätzen ohne Ausnahme aber wird die Heizung und Beleuchtung der Verwahrungs-Orte der daselbst eintreffenden Preussischen Militair-Arrestaten, wenn jener Aufwand bloß um dieser letzteren willen geschieht, für jede Nacht in den sechs Wintermonaten mit vier guten Groschen, in den sechs Sommermonaten aber mit zwei guten Groschen vergütet.

C. Verpflegung der Pferde.

Die Etappen-Behörden und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, daß den Pferden stets möglichst gute reinliche Stallung angewiesen werde. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bei der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es bei nachdrücklicher Strafe zu untersagen, daß die Militairpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen,

1830 die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle zögen und ihre Pferde hineinbringen lassen.

Der Fouragebedarf wird in das an dem Etappen-Haupt-Orte zu errichtende verhältnißmäßige Etappenmagazin durch eingeborne Lieferanten beigeschafft und das zum Magazin erforderliche Lokal durch letztere gestellt.

Von den Quartiergebern darf aber in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage anders als in der nachfolgend bestimmten Art verlangt werden.

Die Fouragelieferung wird für einen von dem Königlich-Preussischen Etappen-Inspektor zu bestimmenden Zeitraum in desselben oder seines Bevollmächtigten Gegenwart durch die Großherzoglichen Behörden öffentlich an den Mindestfordernden nach Weimarschem Maasse und Gewichte versteigert. Der nur erwähnte Königliche Inspektor ist berechtigt, einen zweiten Versteigerungstermin zu verlangen und abhalten zu lassen, wenn die Preise des ersten Termins ihm zu hoch scheinen, in welchem Falle auch Ausländer konkurriren können. Der letzte Termin ist aber in jedem Falle entscheidend, und darf der Lieferant die im Großherzoglich-Weimarschen Lande angekaufte Fourage, ohne Erlaubniß der Landesbehörde, nach auswärtigen Etappen nicht ausführen.

Die Bezahlung für die von den Lieferanten aus den Magazinen verabreichte Fourage wird durch die Königlichen Etappen-Inspektoren sofort nach erfolgter Liquidation der darüber vorgelegten Rechnungen und Quittungen u. s. w., an die Lieferanten ohne Abzug entrichtet.

Die Fourage wird gegen ordnungsmäßige von den Königlichen Etappen-Inspektoren zu visirende Quittungen der Empfänger aus den Magazinen nach obigem Maasse und Gewichte abgegeben. Die dabei etwa entstehenden Streitigkeiten sollen von der Etappen-Behörde sofort regulirt und entschieden werden.

Wenn die Zeit es nicht erlaubt, die Fourage aus den Etappenmagazinen beizuschaffen und die zu den Etappenbezirken gehörenden bequartierten Ortschaften unvermeidlicherweise die Fourage im Orte selbst liefern müssen; so steht es den Gemeinden jederzeit frei, solche nach Weimarschem Maasse und Gewichte selbst auszugeben und haben die Kommandirten der Detache-

ents dieselbe von den Ortsobrigkeiten zur weiteren 1830
istribution gegen ordnungsmässige, gehörig autho-
rte Quittungen in Empfang zu nehmen.

Im Falle die Quittungen überhaupt verweigert,
er vor dem Abmarsche der Truppen den Ortsobrig-
keiten gar nicht eingehändigt würden, so soll die von
der Etappen-Behörde pflichtmässig geschehene Atte-
station der auf der Marschroute geleisteten Lieferun-
gen bei der Liquidation als gültige Quittung ange-
nommen werden.

Die Königlich - Preussische Etappen - Behörde
bezahlt an die Großherzoglich - Sachsen - Weimarsche
Regierung zur weitem Vertheilung an die Orts-Obrig-
keiten für die von diesen letzteren unvermeidlich ge-
eferte Fourage den nämlichen Preis, welchen die
Lieferanten erhalten haben würden, wenn aus den
Magazinen fouragirt worden wäre.

Das Königlich - Preussische Gouvernement vergü-
tet die Kurkosten für die etwa krank zurückgelasse-
nen Pferde auf die von den Großherzoglichen Behör-
den attestirten Rechnungen.

ART. IV. *Verabreichung der Vorspanne und Stellung der Fußboten.*

Die Transportmittel werden den durchmarschie-
renden Truppen auf Anweisung der Etappen - Behör-
den und gegen Quittung nur in sofern verabreicht, als
deshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige
vermerkt worden.

Nur diejenigen Militairpersonen, welche unter-
wegs erkrankt sind, können außerdem, und zwar ge-
gen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu mar-
schieren durch das Attest eines approbirten Arztes
oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Trans-
portmittel zur Fortschaffung in das nächste Etappen-
hospital Anspruch machen.

Wenn bei Durchmärschen starker Armeekorps der
Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht
bestimmt angegeben worden, und deinnach diese Ord-
nung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der
Commandeur der in einem Orte bequartierten Abthei-
lung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung
Transportmittel zu requiriren, dieses muß aber durch
eine schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete
Requisition geschehen, welche für die Stellung der

1830 Fuhrren, gegen die bei der Stellung sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird.

Quartiermachende Kommandirte dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren; es sei denn, daß sie sich durch eine schriftliche Order des Regiments - Kommandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

Die Transportmittel werden von einem Nachtquartiere bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschierenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bei der Ankunft im Nachtquartiere sofort zu entlassen, dagegen muß von den Behörden dafür gesorgt werden, daß es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschierenden Truppen oder einzeln reisende Militairpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden am andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, an demselben Tage weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmäßige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen.

Den betreffenden Offizieren wird es bei eigener Verantwortung zur besonderen Pflicht gemacht, darauf zu achten, daß die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und daß die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt sind.

Als Vergütung für den Vorspann wird von dem resp. Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von sechs guten Groschen Gold bezahlt.

Die Entfernung von einem Nachtquartiere in das andere wird der Entfernung des Etappen - Haupt-Ortes, nach der oben angegebenen Entfernung bis zum andern, gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weiteren oder näheren Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die Fußboten oder Wegweiser dürfen von dem Militair nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt

gezwungen werden, sondern es sind solche von den 1830
Obrigkeiten des Ortes, worin das Nachtquartier ist,
oder wodurch der Weg gehet, schriftlich zu requiri-
ren und die Requirenten haben darüber sofort zu quit-
tiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Li-
quidation, welche jedesmal dem Etappen-Inspektor
vorzulegen ist, um die Richtigkeit der angegebenen
Entfernungen zu prüfen und zu attestiren, soll das
Botenlohn für jede Meile mit vier guten Groschen
Gold vergütet werden, wobei jedoch der Rückweg
nicht gerechnet wird.

Die durch die Mundverpflegung des Militairs, den
Transport und die Bewachung der Arrestaten, die
Fouragelieferung und Stellung der Vorspann- und
Fußboten entstehenden Kosten werden vierteljährig
nach den konventionsmäßigen Vergütungspreisen be-
rechnet und in so weit dieselben nicht kompensirt
werden können, von dem betreffenden Gouvernement
von drei zu drei Monaten baar berichtigt. Die mit
der Liquidation zu beauftragenden gegenseitigen Be-
hörden werden sich über die Form des Rechnungs-
wesens noch weiter verständigen und einigen.

*Art. V. Aufrechthaltung der Ordnung und
militairischen Polizei.*

Um die gute Ordnung auf den Etappen aufrecht
zu erhalten, soll in Erfurt ein Königlich-Preussischer
Etappen-Inspektor angestellt werden, dessen Bestim-
mung dahin geht, für die Aufrechthaltung der Ord-
nung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tra-
gen und etwanigen Beschwerden so viel wie möglich
abzuhelfen. Er hat aber keine Autorität über die Groß-
herzoglich-Sächsischen Unterthanen. Dem Etappen-
Inspektor wird die Portofreiheit bei Dienstsiegel und
Kontrasignatur der Militairbriefe zugestanden. Soll-
ten hin und wieder Differenzen zwischen den Be-
quartierten und den Soldaten entstehen, so werden
dieselben von der betreffenden Etappen-Behörde und
den kommandirenden Offizieren, wie auch von dem
erwähnten Etappen-Inspektor gemeinschaftlich besei-
tigt. Die Etappen-Behörde ist berechtigt, jeden Un-
teroffizier oder Soldaten, welcher sich thätliche Mis-
handlungen seines Wirthes oder eines andern Unter-

1830 thanen erlaubt, zu arretiren und an den Kommandirenden zur weiteren Untersuchung und Bestrafung abzuliefern.

Den gegenseitigen Etappen - Behörden wird es noch zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, daß die Wege stets in gutem Stande erhalten werden, und überhaupt haben dieselben ihre stete Sorgsamkeit darauf zu richten, daß es den durchmarschierenden Truppen an nichts fehle, was dieselben mit Recht und Billigkeit verlangen können, über welchen Gegenstand der Etappen - Inspektor gleichfalls zu wachen hat, und bei den Landesbehörden Beschwerde führen kann.

Die kommandirenden Offiziere sowohl, als die Etappen - Behörden, sind angewiesen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten, daß zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und daß die Einwohner in Beziehung auf ihre deutschen Brüder willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

Die Königlich - Preussischen Truppen, welche auf eine der genannten Militairstraßen, und die Großherzoglich - Sächsischen Truppen, welche in Erfurt intradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Konvention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet werden, so wie die erforderlichen Auszüge aus derselben auf allen Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden sollen.

Die vorstehende Uebereinkunft wird als mit dem 1sten October 1828 in Kraft getreten angesehen und ist bis zum 1sten October 1837 mit dem Vorbehalte jedoch abgeschlossen, daß für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft festgesetzt werden sollen.

Gegenwärtige Uebereinkunft soll, nachdem sie gegen eine gleichlautende, von dem Großherzoglich - Sachsen - Weimar - Eisenachschen Ministerium vollzogene Ausfertigung ausgewechselt worden sein wird,

durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten. 1830

Geschehen Berlin, den 12ten Januar 1830.

Königlich - Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf v. BERNSTORFF.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des Großherzoglich-Sachsen - Weimarschen Staatsministerii ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 10ten Januar 1832.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

EICHHORN.

29.

Convention entre le grand-duché de Bade et celui de Hesse concernant les délits forestiers dans les forêts limitrophes, publiée à Carlsruhe le 10 Juillet 1830.

(Großherzoglich - Badisches Staats- und Regierungs-Blatt den 25sten August 1830.)

Um sich gegenseitig mehrere Sicherheit zu gewähren, daß die auf dem eigenen Staatsgebiet betretenen, dem andern Staate angehörigen und vertragsmäßig an denselben zur Bestrafung auszuliefernden Forstfrevler auch wirklich jedesmal die gesetzliche Strafe erleiden, ist mit der Großherzoglich - Hessischen Regierung als ergänzende Bestimmung zu dem Art. III. der früher abgeschlossenen und durch das Regierungsblatt Nr. IV. vom Jahr 1822. bekannt gemachten Uebereinkunft noch weiterhin nachträglich verabredet worden:

1830 „dafs zur gleichbaldigen Konstatirung der von beiderseitigen Unterthanen in dem Gebiet des andern Staats begangenen Forstfrevel, dieselben jedesmal vorher der Polizeibehörde, in deren Bezirk der Frevel verübt wurde, vorzuführen seien, welche sie sodann nebst dem hierwegen aufzunehmenden Informativprotokoll und einer jedesmal von der betreffenden Forstbehörde sogleich vorzunehmenden Schadensabschätzung, ihrer Heimathsbehörde zur gesetzlichen Bestrafung abzuliefern haben.“

Diese Bestimmung wird hiermit öffentlich bekannt gemacht, und haben sich die betreffenden Großherzogl. Behörden darnach in vorkommenden Fällen zu achten.

Carlsruhe, den 10ten Juli 1830.

Ministerium des Großherzoglichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten.

B. V. d. M.

JOLLY.

Vdt. v. BERCKHEIM.

30.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les tribus confédérées des Sacs et des Renards; des bandes des Sioux de Medawah-Kanton, de Wahpacoota, de Wahpeton et de Sissetong; les Omahas, les Ioways, les Ottoes et les Missourias, conclu à Prairie du Chien le 15 Juillet 1830 et ratifié par le président des Etats-Unis le 24 Février 1831.

(Acts passed at the second session of the twenty-first congress of the United States. Appendix p. 140).

Articles of a treaty made and concluded by William Clark Superintendent of Indian Affairs and Wil-

loughby Morgan, Col. of the United States 1st Regt. 1830 Infantry, Commissioners on behalf of the United States on the one part, and the undersigned Deputations of the Confederated Tribes of the Sacs and Foxes; the Medawah-Kanton, Wabpacoota, Wahpeton and Sissetong Bands or Tribes of Sioux; the Omahas, Ioways, Ottoes and Missourias on the other part.

The said Tribes being anxious to remove all causes which may hereafter create any unfriendly feeling between them, and being also anxious to provide other sources for supplying their wants besides those of hunting, which they are sensible must soon entirely fail them; agree with the United States on the following Articles.

ART. I. The said Tribes cede and relinquish to the United States forever all their right and title to the lands lying within the following boundaries, to wit: Beginning at the upper fork of the Desmoine River, and passing the sources of the Little Sioux, and Floyds Rivers, to the fork of the first creek which falls into the Big Sioux or Calumet on the east side; thence, down said creek, and Calumet River to the Missouri River; thence down said Missouri River to the Missouri State line, above the Kansas; thence along said line to the northwest corner of the said State, thence to the high lands between the waters falling into the Missouri and Desmoines, passing to said high lands along the dividing ridge between the forks of the Grand River; thence along said high lands or ridge separating the waters of the Missouri from those of the Desmoine, to a point opposite the source of Boyer River, and thence in a direct line to the upper fork of the Desmoine, the place of beginning. But it is understood that the lands ceded and relinquished by this Treaty, are to be assigned and allotted under the direction of the President of the United States, to the Tribes now living thereon, or to such other Tribes as the President may locate thereon for hunting, and other purposes.

ART. II. The confederated Tribes of the Sacs and Foxes, cede and relinquish to the United States forever, a tract of Country twenty miles in width, from the Mississippi to the Desmoine; situate south,

1830 and adjoining the line between the said confederated Tribes of Sacs and Foxes, and the Sioux; as established by the second article of the Treaty of Prairie du Chien of the nineteenth of August one thousand eight hundred and twenty-five.

ART. III. The Medawah-Kanton, Wah-pa-coota, Wahpeton and Sisseton Bands of the Sioux cede and relinquish to the United States forever, a Tract of Country twenty miles in width, from the Mississippi to the Demoine River, situate north, and adjoining the line mentioned in the preceding article.

ART. IV. In consideration of the cessions and relinquishments made in the first, second, and third articles of this Treaty, the United States agree to pay to the Sacs, three thousand dollars, — and to the Foxes three thousand dollars; To the Sioux of the Mississippi two thousand dollars; — To the Yanckton and Santie Bands of Sioux three thousand dollars; — To the Omahas, two thousand five hundred dollars; — To the Ioways two thousand five hundred dollars; — To the Ottoes and Missouriias two thousand five hundred dollars, and to the Sacs of the Missouri River five hundred dollars; to be paid annually for ten successive years at such place, or places on the Mississippi or Missouri, as may be most convenient to said Tribes, either in money, merchandize, or domestic animals, at their option; and when said annuities or any portion of them shall be paid in merchandize, the same is to be delivered to them at the first cost of the goods at St. Louis free of transportation. And the United States further agree to make to the said Tribes and Bands, the following allowances for the period of ten years, and as long thereafter as the President of the United States may think necessary and proper, in addition to the sums herein before stipulated to be paid them; that is to say; To the Bands of the Sioux mentioned in the third article, one Blacksmith at the expense of the United States, and the necessary tools; also instruments for agricultural purposes, and iron and steel to the amount of seven hundred dollars; — To the Yanckton and Santie Bands of Sioux, one Blacksmith at the expense of the United States, and the necessary tools, also in-

struments for agricultural purposes to the amount of 1830 four hundred dollars; To the Omahas one Blacksmith at the expense of the United States, and the necessary tools, also instruments for agricultural purposes to the amount of five hundred dollars; — To the Ioways an assistant Blacksmith at the expense of the United States, also instruments for agricultural purposes to the amount of six hundred dollars; To the Ottoes and Missouriias one Blacksmith at the expense of the United States, and the necessary tools, also instruments for agricultural purposes to the amount of five hundred dollars; and to the Sacs of the Missouri River, one Blacksmith at the expense of the United States and the necessary tools; also instruments for agricultural purposes to the amount of two hundred dollars.

ART. V. And the United States further agree to set apart three thousand dollars annually for ten successive years, to be applied in the discretion of the President of the United States, to the education of the children of the said Tribes and Bands, parties hereto.

ART. VI. The Yanckton and Santie Bands of the Sioux not being fully represented, it is agreed, that if they shall sign this Treaty, they shall be considered as parties thereto, and bound by all its stipulations.

ART. VII. It is agreed between the parties hereto, that the lines shall be run, and marked as soon as the President of the United States may deem it expedient.

ART. VIII. The United States agree to distribute between the several Tribes, parties hereto, five thousand, one hundred and thirty-two dollars worth of merchandize, the receipt whereof, the said Tribes hereby acknowledge; which, together with the amounts agreed to be paid, and the allowances in the fourth and fifth articles of this Treaty, shall be considered as a full compensation for the cession and relinquishments herein made.

ART. IX. The Sioux Bands in Council having earnestly solicited that they might have permission to bestow upon the half breeds of their Nation, the

1830 tract of land within the following limits, to wit: Beginning at a place called the barn, below and near the village of the Red Wing Chief, and running back fifteen miles; thence in a parallel line with Lake Pepin and the Mississippi, about thirty-two miles to a point opposite Beef or O-Boeuf River; thence fifteen miles to the Grand Encampment opposite the River aforesaid; The United States agree to suffer said half Breeds to occupy said tract of country; they holding by the same title, and in the same manner that other Indian Titles are held.

ART. X. The Omahas, Ioways and Ottoes, for themselves, and in behalf of the Yanckton and Santie Bands of Sioux, having earnestly requested that they might be permitted to make some provision for their half-breeds, and particularly that they might bestow upon them the tract of country within the following limits, to wit: Beginning at the mouth of the Little Ne-mohaw River, and running up the main channel of said River to a point which will be ten miles from its mouth in a direct line; from thence in a direct line, to strike the Grand Ne-mohaw ten miles above its mouth, in a direct line (the distance between the two Ne-mohaws being about twenty miles). — thence down said River to its mouth; thence up, and with the Meanders of the Missouri River to the point of beginning, it is agreed that the half-breeds of said Tribes and Bands may be suffered to occupy said tract of land; holding it in the same manner, and by the same title that other Indian titles are held: but the President of the United States may hereafter assign to any of the said half-breeds, to be held by him or them in fee simple, any portion of said tract not exceeding a section, of six hundred and forty acres to each individual. And this provision shall extend to the cession made by the Sioux in the preceding Article.

ART. XI. The reservation of land mentioned in the preceding Article having belonged to the Ottoes, and having been exclusively ceded by them; it is agreed that the Omahas, the Ioways and the Yanckton and Santie Bands of Sioux shall pay out of their annuities to the said Ottoe Tribe, for the period of ten

years, Three hundred Dollars annually; of which 1830 sum the Omahas shall pay one hundred Dollars, the Ioways one hundred Dollars, and the Yanckton and Santie Bands one hundred dollars.

ART. XII. It is agreed that nothing contained in the foregoing Articles shall be so construed as to affect any claim, or right in common, which has heretofore been held by any Tribes, parties to this Treaty, to any lands not embraced in the cession herein made: but that the same shall be occupied and held by them as heretofore.

ART. XIII. This Treaty, or any part thereof, shall take effect, and be obligatory upon the Contracting parties, so soon as the same shall be ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Done and Signed and Sealed at Prairie du Chien in the Territory of Michigan, this fifteenth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty, and of the Independence of the United States, the fifty-fifth.

WM. CLARK, <i>Su. In. Affairs</i> , et	} <i>Com'rs.</i>
WILLOUGHBY MORGAN,	
Col. 1st Inft. U. S. A.	

31.

*Teneur essentielle de la convention
conclue entre la France et la régence
de Tunis et ratifiée par le Bey le
11 Août 1830.*

(*Oesterreichischer Beobachter* 1830. 7ten September.
Neueste Staatsakten Bd. 20. p. 85.)

1. **V**erzichtung auf das Kaperrecht in Betreff der Handelsschiffe der Nationen mit denen der Bey sich im Kriege befindet, falls diese Nationen gleichfalls auf die Ausübung jenes Rechtes verzichten.

1830 2. Abschaffung der Christensklaverei und alsbaldige Freilassung derer, die sich im ganzen Umfang der Regentschaft als Sklaven befinden sollten.

3. Leidet ein Schiff an den Küsten der Regentschaft Schiffbruch und wird dabei die Ladung geplündert, so bezahlt der Bey den Werth der Ladung. Wird ein Mensch getödtet, so bezahlt er gleichfalls jenen Werth. Wird der Mord von mehreren konstatirt, so wird die Strafe verdoppelt, die Summe in die Hände des Konsuls der Nation gestellt, zu der das Schiff gehört und unter die Familien der Ermordeten vertheilt.

4. Abschaffung jeder Art von Tributen, Donationen, Konsulargeschenken bei der Einsetzung der Konsuln, wels Namens und Titels es sein möchte.

5. Volle und gänzliche Handelsfreiheit, d. h. Verzichtung des Beys auf den Aufkauf der Lebensmittel und Befugnißertheilung an die Europäischen Handelsleute, mit den Einwohnern, gegen Entrichtung der festzusetzenden Abgaben, in unmittelbaren Verkehr für den Kauf und Verkauf zu treten.

6. Unverweilte Bekanntmachung des gegenwärtigen Vertrags in der Stadt Tunis und innerhalb eines Monats im ganzen Umfang der Regentschaft.

7. Das Recht auf die Korallenfischerei in der ganzen Küstenausdehnung der Regentschaft und Zurrückerstattung der alten Französischen Domainen in Tabacco.

8. Frankreich nimmt in seinen Handelsverhältnissen zur Regentschaft keinen besonderen Vorthell in Anspruch, behält sich aber das Recht vor, alle die zu genießen, welche andere Mächte bereits besitzen oder noch künftig erwerben werden.

32.

*Proclamation du président des Etats- 1830
 Unis de l'Amérique septentrionale
 concernant la suspension réciproque
 des droits et impôts sur les vaisseaux
 et sur les marchandises entre les
 Etats-Unis et le grand-duché d'Ol-
 denbourg du 18 Septembre 1830.*

Whereas, by an act of the Congress of the United States, of the 24th of May, one thousand eight hundred and twenty-eight, entitled „An Act in addition to an Act, entitled ‘An Act concerning discriminating Duties of Tonnage and Impost,’ and to equalize the Duties on Prussian vessels and their cargoes,” it is provided that, upon satisfactory evidence being given to the President of the United States, by the Government of any foreign Nation, that no discriminating duties of tonnage or impost are imposed or levied in the ports of the said Nation, upon vessels wholly belonging to citizens of the United States, or upon the produce, manufactures, or merchandize, imported in the same from the United States, or from any foreign country, the President is thereby authorized to issue his proclamation, declaring that the foreign discriminating duties of tonnage and impost, within the United States, are, and shall be, suspended and discontinued, so far as respects the vessels of the said foreign Nation, and the produce, manufactures, or merchandize, imported into the United States in the same, from the said foreign Nation, or from any other foreign country; the said suspension to take effect from the time of such notification being given to the President of the United States, and to continue so long as the reciprocal exemption of vessels belonging to citizens of the United States, and their cargoes, as aforesaid, shall be continued, and no longer:

1830 'And whereas satisfactory evidence has lately been received by me from His Royal Highness the Grand Duke of Oldenburg, through an official communication of F. A. Mensch, his Consul in the United States, under date of the 15th September 1830, that no discriminating duties of tonnage or impost are imposed or levied in the ports of the Grand Dukedom of Oldenburg, upon vessels wholly belonging to citizens of the United States, or upon the produce, manufactures, or merchandize, imported in the same from the United States, or from any other country:

Now, therefore, I, Andrew Jackson, President of the United States of America, do hereby declare and proclaim, that so much of the several Acts imposing discriminating duties of tonnage and impost within the United States, are, and shall be, suspended and discontinued, so far as respects the vessels of the Grand Dukedom of Oldenburg and the produce, manufactures, and merchandize, imported into the United States in the same, from the Grand Dukedom of Oldenburg, and from any other foreign country whatever; the said suspension to take effect from the day above mentioned, and to continue thenceforward so long as the reciprocal exemption of the vessels of the United States, and the produce, manufactures, and merchandize, imported into the Grand Dukedom of Oldenburg in the same, as aforesaid, shall be continued on the part of the Government of His Royal Highness the Grand Duke of Oldenburg.

Given under my hand, at the City of Washington, the eighteenth day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty, and the fifty-fifth of the Independence of the United States.

ANDREW JACKSON.

By the President:

M. VAN BUREN, *Secret. of State.*

33.

Traité entre les Etats - Unis et les Choctaws conclu à Dancing Rabbit Creek, le 27 Septembre 1830 avec plusieurs articles supplémentaires signés le 28 Septembre — et ratifiés par le président des Etats - Unis le 24 Février 1831.

(Acts passed at the second session of the twenty-first congress of the United - States. Appendix p. 126.)

A Treaty of perpetual friendship, cession and limits entered into by John H. Eaton and John Coffee for and in behalf of the Government of the United States and the Mingoes Chiefs Captains and Warriors of the Choctaw Nation begun and held at Dancing Rabbit Creek on the fifteenth of September in the year eighteen hundred and thirty.

Whereas the General Assembly of the State of Mississippi has extended the laws of said State to persons and property within the chartered limits of the same and the President of the United States has said that he cannot protect the Choctaw people, from the operation of these laws; Now therefore that the Choctaw may live under their own laws in peace with the United States and the State of Mississippi they have determined to sell their lands east of the Mississippi and have accordingly agreed to the following articles of treaty:

ART. I. Perpetual peace and friendship is pledged and agreed upon by and between the United States and the Mingoes, Chiefs, and Warriors of the Choctaw Nation of Red People; and that this may be considered the Treaty existing between the parties all other Treaties heretofore existing and incon-

1830 sistent with the provisions of this are hereby declared null and void.

ART. II. The United States under a grant specially to be made by the President of the U. S. shall cause to be conveyed to the Choctaw Nation a tract of country west of the Mississippi River, in fee simple to them and their descendants, to inure to them while they shall exist as a nation and live on it, beginning near Fort Smith where the Arkansas boundary crosses the Arkansas River, running thence to the source of the Canadian fork; if in the limits of the United States, or to those limits; thence due south to Red River, and down Red River to the west boundary of the Territory of Arkansas; thence north along that line to the beginning. The boundary of the same to be agreeably to the Treaty made and concluded at Washington City in the year 1825. The grant to be executed so soon as the present Treaty shall be ratified.

ART. III. In consideration of the provisions contained in the several articles of this Treaty, the Choctaw nation of Indians consent and hereby cede to the United States, the entire country they own and possess, east of the Mississippi River; and they agree to remove beyond the Mississippi River, early as practicable, and will so arrange their removal, that as many as possible of their people not exceeding one half of the whole number, shall depart during the falls of 1831 and 1832; the residue to follow during the succeeding fall of 1833; a better opportunity in this manner will be afforded, the Government, to extend to them the facilities and comforts which it is desirable should be extended in conveying them to their new homes.

ART. IV. The Government and people of the United States are hereby obliged to secure to the said Choctaw Nation of Red People the jurisdiction and government, of all the persons and property that may be within their limits west, so that no Territory or State shall ever have a right to pass laws for the government of the Choctaw Nation of Red People and their descendants; and that no part of the land granted them shall ever be embraced in

any Territory or State; but the U. S. shall forever 1830
secure said Choctaw Nation from, and against, all
laws except such as from time to time may be
enacted in their own National Councils, not incon-
sistent with the Constitution, Treaties, and Laws of
the United States; and except such as may, and which
have been enacted by Congress, to the extent that
Congress under the Constitution are required to
exercise a legislation over Indian Affairs. But the
Choctaws, should this Treaty be ratified, express a
wish that Congress may grant, to the Choctaws the
right of punishing by their own laws, any white
man who shall come into their nation, and infringe
any of their national regulations.

ART. V. The United States are obliged to pro-
tect the Choctaws from domestic strife and from
foreign enemies on the same principles that the citi-
zens of the United States are protected, so that what-
ever would be a legal demand upon the U. S. for
defence or for wrongs committed by an enemy, on
a citizen of the U. S. shall be equally binding in
favor of the Choctaws, and in all cases where the
Choctaws shall be called upon be a legally autho-
rized officer of the U. S. to fight an enemy, such
Choctaw shall receive the pay and other emoluments,
which citizens of the U. S. receive in such cases,
provided, no war shall be undertaken or prosecuted
by said Choctaw Nation but by declaration made in
full Council, and to be approved by the U. S. un-
less it be in self defense against an open rebellion
or against an enemy marching into their country,
in which cases they shall defend, until the U. S.
are advised thereof.

ART. VI. Should a Choctaw or any party of
Choctaws commit acts of violence upon the person
or property of a citizen of the U. S. or join any
war party against any neighbouring tribe of Indians,
without the authority in the preceding article; and
except to oppose an actual or threatened invasion
or rebellion, such person so offending shall be de-
livered up to an officer of the U. S. if in the power
of the Choctaw Nation, that such offender may be
punished as may be provided in such cases, by the

1830 laws of the U. S.; but if such offender is not within the control of the Choctaw Nation, then said Choctaw Nation shall not be held responsible for the injury done by said offender.

ART. VII. All acts of violence committed upon persons and property of the people of the Choctaw Nation either by citizens of the U. S. or neighbouring Tribes of Red People, shall be referred to some authorized Agent by him to be referred to the President of the U. S. who shall examine into such cases and see that every possible degree of justice is done to said Indian party of the Choctaw Nation.

ART. VIII. Offenders against the laws of the U. S. or any individual State shall be apprehended and delivered to any duty authorized person where such offender may be found in the Choctaw country, having fled from any part of U. S. but in all such cases application must be made to the Agent or Chiefs and the expense of his apprehension and delivery provided for and paid by the U. States.

ART. IX. Any citizen of the U. S. who may be ordered from the Nation by the Agent and constituted authorities of the Nation and refusing to obey or return into the Nation without the consent of the aforesaid persons, shall be subject to such pains and penalties as may be provided by the laws of the U. S. in such cases. Citizens of the U. S. travelling peaceably under the authority of the laws of the U. S. shall be under the care and protection of the nation.

ART. X. No person shall expose goods or other article for sale as a trader, without a written permit from the Constituted authorities of the Nation, or authority of the laws of the Congress of the U. S. under penalty of forfeiting the Articles, and the constituted authorities of the Nation shall grant no license except to such persons as reside in the Nation and are answerable to the laws of the Nation. The U. S. shall be particularly obliged to assist to prevent ardent spirits from being introduced into the Nation.

ART. XI. Navigable streams shall be free to the Choctaws who shall pay no higher toll or duty

than citizens of the U. S. It is agreed further that 1830
the U. S. shall establish one or more Post Offices in
said Nation, and may establish such military post
roads, and posts, as they may consider necessary.

ART. XII. All intruders shall be removed from
the Choctaw Nation and kept without it. Private
property to be always respected and on no occasion
taken for public purposes without just compensation
being made therefore to the rightful owner. If an
Indian unlawfully take or steal any property from a
white man a citizen of the U. S., the offender shall
be punished. And if a white man unlawfully take
or steal any thing from an Indian, the property shall
be restored and the offender punished. It is further
agreed that when a Choctaw shall be given up to be
tried for any offence against the laws of the U. S. if
unable to employ counsel to defend him, the U. S.
will do it, that his trial may be fair and impartial.

ART. XIII. It is consented that a qualified Agent
shall be appointed for the Choctaws every four years,
unless sooner removed by the President; and he shall
be removed on petition of the constituted authorities
of the Nation, the President being satisfied there is
sufficient cause shown. The Agent shall fix his re-
sidence convenient to the great body of the people;
and in the selection of an Agent immediately after
the ratification of this Treaty, the wishes of the Choctaw
Nation on the subject shall be entitled to great
respect.

ART. XIV. Each Choctaw head of a family be-
ing desirous to remain and become a citizen of the
States, shall be permitted to do so, by signifying his
intention to the Agent within six months from the
ratification of this Treaty, and he or she shall there-
upon be entitled to a reservation of one section of
six hundred and forty acres of land, to be bounded
by sectional lines of survey; in like manner shall be
entitled to one half that quantity for each unmarried
child which is living with him over ten years of
age; and a quarter section to such child as may be
under 10 years of age, to adjoin the location of the
parent. If they reside upon said lands intending to
become citizens of the States for five years after the

1830 ratification of this Treaty in that case a grant in fee simple shall issue; said reservation shall include the present improvement, of the head of the family, or a portion of it. Persons who claim under this article shall not lose the privilege of a Choctaw citizen, but if they ever remove are not to be entitled to any portion of the Choctaw annuity.

ART. XV. To each of the Chiefs in the Choctaw Nation (to wit) Greenwood Laffore, Nutackachie, and Mushulatubbe there is granted a reservation of four sections of land, two of which shall include and adjoin their present improvement, and the other two located where they please but on unoccupied unimproved lands, such sections shall be bounded by section lines, and with the consent of the President they may sell the same. Also to the three principal Chiefs and to their successors in office there shall be paid two hundred and fifty dollars annually while they shall continue in their respective offices, except to Mushulatubbe who as he has an annuity of one hundred and fifty dollars for life under a former treaty, shall receive only the additional sum of one hundred dollars, while he shall continue in office as Chief, and if in addition to this the Nation shall think proper to elect an additional principal Chief of the whole to superintend and govern upon republican principles, he shall receive annually for his services five hundred dollars, which allowance to the Chiefs and their successors in office shall continue for twenty years. At any time when in military service, and while in service by authority of the U. S. the district Chiefs under and by selection of the President shall be entitled to the pay of Majors; the other Chief under the same circumstances shall have the pay of a Lieutenant Colonel. The Speakers of the three districts, shall receive twenty-five dollars a year for four years each; and the three secretaries one to each of the Chiefs, fifty dollars each for four years. Each Captain of the Nation, the number not to exceed ninety-nine, thirty-three from each district shall be furnished upon removing to the West, with each a good suit of clothes and a broad sword as an outfit, and for four years commencing with the first of their removal, shall each receive fifty dollars a year, for the trouble

of keeping their people at order in settling; and whenever they shall be in military service by authority of the U. S. shall receive the pay of a captain. 1830

ART. XVI. In waggons; and with steam boats as may be found necessary — the U. S. agree to remove the Indians to their new homes at their expense and under the care of discreet and careful persons, who will be kind and brotherly to them. They agree to furnish them with ample corn and beef, or pork for themselves and families for twelve months after reaching their new homes.

It is agreed further that the U. S. will take all their cattle, at the valuation of some discreet person to be appointed by the President, and the same shall be paid for in money after their arrival at their new homes; or other cattle such as may be desired shall be furnished them, notice being given through their Agent of their wishes upon this subject before their removal that time to supply the demand may be afforded.

ART. XVII. The several annuities and sums secured under former Treaties to the Choctaw nation and people shall continue as though this Treaty had never been made.

And it is further agreed that the U. S. in addition will pay the sum of twenty thousand dollars for twenty years, commencing after their removal to the west, of which, in the first year after their removal, ten thousand dollars shall be divided and arranged to such as may not receive reservations under this Treaty.

ART. XVIII. The U. S. shall cause the lands hereby ceded to be surveyed; and surveyors may enter the Choctaw Country for that purpose, conducting themselves properly and disturbing or interrupting none of the Choctaw people. But no person is to be permitted to settle within the nation, or the lands to be sold before the Choctaws shall remove. And for the payment of the several amounts secured in this Treaty, the lands hereby ceded are to remain a fund pledged to that purpose, until the debt shall be provided for and arranged. And further it is agreed, that in the construction of this Treaty wherever well

1830 founded doubt shall arise, it shall be construed most favourably towards the Choctaws.

ART. XIX. The following reservations of land are hereby admitted. To Colonel David Fulsom four sections of which two shall include his present improvement, and two may be located elsewhere, on unoccupied, unimproved land.

To I. Garland, Colonel Robert Cole, Tuppanahomer, John Pytchlynn, Charles Juzan, Johokebetubbe, Eaychahobia, Ofehoma, two sections, each to include their improvements, and to be bounded by sectional lines, and the same may be disposed of and sold with the consent of the President. And that others not provided for, may be provided for, there shall be reserved as follows:

First. One section to each head of a family not exceeding Forty in number who during the present year, may have had in actual cultivation, with a dwelling house thereon fifty acres or more. Secondly, three quarter sections after the manner aforesaid to each head of a family not exceeding four hundred and sixty, as shall have cultivated thirty acres and less than fifty, to be bounded by quarter section lines of survey, and to be contiguous and adjoining.

Third; One half section as aforesaid to those who shall have cultivated from twenty to thirty acres, the number not to exceed four hundred. Fourth; a quarter section as aforesaid to such as shall have cultivated from twelve to twenty acres, the number not to exceed three hundred and fifty, and one half that quantity to such as shall have cultivated from two to twelve acres, the number also not to exceed three hundred and fifty persons. Each of said class of cases shall be subject to the limitations contained in the first class, and shall be so located as to include that part of the improvement which contains the dwelling house. If a greater number shall be found to be entitled to reservations under the several classes of this article, than is stipulated for under the limitation prescribed, then and in that case the Chiefs separately or together shall determine the persons who shall be excluded in the respective districts.

Fifth; Any Captain the number not exceeding ninety persons, who under the provisions of this

article shall receive less than a section, he shall be 1830
entitled to an additional quantity of half a section
adjoining to his other reservation. The several re-
servations secured under this article, may be sold
with the consent of the President of the U. S., but
should any prefer it, or omit to take a reservation
for the quantity, he may be entitled to the U. S. will
on his removing pay fifty cents an acre, after reaching
their new homes, provided that before the first of
January next they shall adduce to the Agent, or some
other authorized person to be appointed, proof of his
claim and the quantity of it. Sixth; likewise chil-
dren of the Choctaw Nation residing in the Nation,
who have neither father nor mother a list of which,
with satisfactory proof of Parentage and orphanage
being filed with Agent in six months to be forward-
ed to the War Department, shall be entitled to a
quarter section of Land, to be located under the di-
rection of the President, and with his consent the
same may be sold and the proceeds applied to some
beneficial purpose for the benefit of said orphans.

ART. XX. The U. S. agree and stipulate as follows,
that for the benefit and advantage of the Choctaw
people, and to improve their condition, there shall
be educated under the direction of the President and
at the expense of the U. S. forty Choctaw youths for
twenty years. This number shall be kept at school,
and as they finish their education, others to supply
their places, shall be received for the period stated.
The U. S. agree also to erect a Council House for the
Nation at some convenient central point, after their
people, shall be settled; and a House for each Chief,
also a Church for each of the three Districts, to be
used also as school houses, until the Nation may con-
clude to build others; and for these purposes ten thou-
sand dollars shall be appropriated; also fifty thousand
dollars (viz.) twenty-five hundred dollars annually
shall be given for the support of three teachers of
schools for twenty years. Likewise there shall be
furnished to the Nation, three Blacksmiths one for
each District for sixteen years, and a qualified Mill
Wright for five years; Also there shall be furnished
the following articles, twenty one hundred blankets,
to each warrior who emigrates a rifle, moulds, wi-

1830 pers and ammunition. One thousand axes, ploughs, hoes, wheels and cards each; and four hundred looms. There shall also be furnished one ton of iron and two hundred weight of steel annually to each District for sixteen years.

ART. XXI. A few Choctaw Warriors yet survive who marched and fought in the army with General Wayne the whole number stated not to exceed twenty.

These it is agreed shall hereafter while they live receive twenty-five dollars a year; a list of them to be early as practicable, and within six months made out, and presented to the Agent to be forwarded to the War Department.

ART. XXII. The Chiefs of the Choctaws have suggested that their people are in a state of rapid advancement in education and refinement, and have expressed a solicitude that they might have the privilege of a Delegate on the floor of the House of Representatives extended to them. The Commissioners do not feel, that they can under a treaty stipulation accede to the request, but at their desire, present it in the Treaty, that Congress may consider of and decide the application.

Done and signed and executed by the Commissioners of the United States and the Chiefs Captains and Head Men of the Choctaw Nation at Dancing Rabbit Creek this 27th day of September, eighteen hundred and thirty.

JNO. H. EATON.

JNO. COFFEE.

Various Choctaw persons have been presented by the Chiefs of the Nation with a desire that they might be provided for, Being particularly deserving, an earnestness has been manifested that provision might be made for them. It is therefore by the undersigned commissioners here assented to with the understanding that they are to have no interest in the reservations which are directed and provided for under the general Treaty to which this is a supplement.

As evidence of the liberal and kind feelings of the President and Government of the United States

the Commissioners agree to the request as follows, 1830 (to wit) Pierre Juzan, Peter Pitchlynn, G. W. Harkins, Jack Pitchlynn, Israel Fulsom, Louis Laflore, Benjamin James, Joel H. Nail, Hopoynjahubbee, Onorkubbee, Benjamin Laflore, Michael Laflore and Allen Yates and wife shall be entitled to a reservation of two sections of land each to include their improvement where they at present reside, with the exception of the three first named persons and Benjamin Laflore who are authorized to locate one of their sections on any other unimproved and unoccupied land, within their respective districts.

ART. II. And to each of the following persons there is allowed a reservation of a section and a half of land, (to wit) James L. McDonald, Robert Jones, Noah Wall, James Campbell, G. Nelson, Vaughn Brashears, R. Harris, Little Leader, S. Foster, J. Vaughn, L. Durans, Samuel Long, T. Magagha, Thos. Everge, Giles Thompson, Tomas Garland, John Bond, William Laflore, and Turner Brashears, the two first named persons may locate one section each, and one section jointly on any unimproved and unoccupied land, these not residing in the Nation; The others are to include their present residence and improvement.

Also one section is allowed to the following persons (to wit) Middleton Mackey, Wesley Train, Chochomo, Moses Foster, D. W. Wall, Charles Scott Molly Nail, Susan Colbert, who was formerly Susan James, Samuel Garland, Silas Fisher, D. McCurtain, Oaklahoma, and Polly Fillecuthey, to be located in entire sections to include their present residence and improvement, with the exception of Molly Nail and Susan Colbert, who are authorized to locate theirs, on any unimproved unoccupied land.

John Pitchlynn has long and faithfully served the nation in character of U. States Interpreter, he has acted as such for forty years, in consideration it is agreed, in addition to what has been done for him there shall be granted to two of his children, (to wit) Silas Pitchlynn, and Thomas Pitchlynn one section of land each to adjoin the location of their father likewise to James Madison and Peter sons of Mushulatubbee one section of land each to include the old

1830 house and improvement where their father formerly lived on the old military road adjoining a large Prerarie.

And to Henry Groves son of the Chief Natticache there is one section of land given to adjoin his fathers land.

And to each of the following persons half a section of land is granted on any unoccupied and unimproved lands in the Districts where they respectively live (to wit) Willis Harkins, James D. Hamilton, William Juzan, Tobias Laflore, Jo Doke, Jacob Fulsom, P. Hays, Samuel Worcester, George Hunter, William Train Robert Nail and Alexander McKee.

And there is given a quarter section of land each to Delila and her five fatherless children, she being a Choctaw woman residing out of the nation; also the same quantity to Peggy Trihan another Indian woman residing out of the nation and her two fatherless children; and to the widows of Pushmilaha, and Pucktshenubbee, who were formerly distinguished Chiefs of the nation and for their children four quarter sections of land, each in trust for themselves and their children.

All of said last mentioned reservations are to be located under and by direction of the President of the U. States.

ART. III. The Choctaw people now that they have ceded their lands are solicitous to get to their new homes early as possible and accordingly they wish that a party may be permitted to proceed this fall to ascertain whereabouts will be most advantageous for their people to be located.

It is therefore agreed that three or four persons (from each of the three districts) under the guidance of some discreet and well qualified person or persons may proceed during this fall to the West upon an examination of the country.

For their time and expenses the U. States agree to allow the said twelve persons two dollars a day each, not to exceed one hundred days, which is deemed to be ample time to make an examination.

If necessary Pilots acquainted with the country will be furnished when they arrive in the West.

ART. IV. John Donly of Alabama who has several Choctaw grand children, and who for twenty

years has carried the mail through the Choctaw Na- 1830
tion, a desire by the Chiefs is expressed that he may
have a section of land, it is accordingly granted, to
be located in one entire section, on any unimproved
and unoccupied land.

Allen Glover and George S. Gaines licensed Tra-
ders in the Choctaw Nation, have accounts amount-
ing to upwards of nine thousand dollars against the
Indians who are unable to pay their said debts with-
out distressing their families; a desire is expressed
by the Chiefs that two sections of land be set apart
to be sold and the proceeds thereof to be applied to-
ward the payment of the aforesaid debts. It is agreed
that two sections of any unimproved and unoccupied
land be granted to George S. Gaines who will sell
the same for the best price he can obtain and apply
the proceeds thereof to the credit of the Indians on
their accounts due to the before mentioned Glover and
Gaines; and shall make the application to the poorest
Indian first.

At the earnest and particular request of the Chief
Greenwood Laflore there is granted to David Haley
one half section of land to be located in a half section
on any unoccupied and unimproved land as a com-
pensation, for a journey to Washington City with
dispatches to the Government and returning others to
the Choctaw Nation.

The foregoing is entered into, as supplemental
to the treaty concluded yesterday.

Done at Dancing Rabbit Creek the 28th day of
September 1830.

JNO. H. EATON.

JNO. COFFEE.

34.

1830 *Convention entre les gouvernemens de Cobourg, de Gotha et celui de Schwarzbourg Sondershausen, concernant la réception des vagabonds et des gens sans aveu, conclue le 30 Septembre 1830.*

(Sur copie officielle.)

Zwischen dem Herzoglich - Sächsischen Ministerium zu Coburg und Gotha und dem Fürstlich - Schwarzburgischen geheimen Konsilium zu Sondershausen ist auf vorhergegangene Kommunikation hinsichtlich der Aufnahme ausgewiesener oder heimathloser Personen, in Bezug auf die Herzoglich - Sachsen - Coburg - und Gotha'schen und die Fürstlich - Schwarzburg - Sondershäuserischen Lande, folgende Uebereinkunft getroffen worden.

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabunde oder Verbrecher in das Gebiet des Andern der beiden hohen kontrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staates ist, welchem er zugewiesen wird, in demselben sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch das Gebiet desselben, als ein Angehöriger eines in *gerader Richtung* rückwärts liegenden Staates, nothwendig seinen Weg nehmen muß.

§. 2. Als Staats - Angehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a. alle diejenigen, deren Vater, oder wenn sie außer der Ehe erzeugt worden, deren Mutter, zur Zeit ihrer Geburt, in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne vorher wieder aus dem Unterthans - Verbande entlassen worden zu sein, oder ein anderweitiges Heimathsrecht erworben zu haben.

Kinder, die noch im älterlichen Brode sind, folgen den Heimaths - Verhältnissen ihrer Eltern — ehe-

liche dem des Vaters, uneheliche dem der Mütter — 1830
bei deren Wohnorts- und Heimaths-Veränderungen.

b. Diejenigen, welche von heimathlosen Eltern zufällig innerhalb des Staatsgebietes geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterthansrecht nach dessen Verfassung erworben, oder sich daselbst, mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder darin unter Zulassung der Obrigkeit zehn Jahre lang gewohnt haben.

Derjenige aber hat eine eigene Wirthschaft angelegt, welcher nach erfolgter Trauung eine für sich und seine Familie bestimmte Wohnung nach seiner freien Willkür selbst ausgemittelt und bezogen, für seine und der Seinigen Beköstigung selbst gesorgt und von der Obrigkeit nicht etwa bloß Erlaubniß zu einem zeitigen Aufenthalte erlangt hat.

c. Diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht nach dessen Verfassung erworben haben, hingegen nach Aufhebung ihrer vorherigen staatsbürgerrechtlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, daß sie sich daselbst, unter Anlegung einer Wirthschaft verheirathet haben, oder daß ihnen während eines Zeitraums von zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, daß auch insbesondere diejenigen als ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen betrachtet werden sollen, welche nicht in dem Staatsgebiete geboren sind, jedoch dem Staate zu Zeiten eines Kriegs oder des Friedens Militairdienste geleistet haben und zwar ohne Rücksicht auf die Dauer dieses Dienstverhältnisses und den im Militair gehaltenen Rang.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich erworben, oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat, so ist der letztere Staat vorzugsweise verbunden, ihn aufzunehmen. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate mit der Verheirathung oder der zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erweislich neuere Verhältniß entscheidend, jedoch dann, wenn hierüber zu einer ausreichenden

1830 Gewißheit nicht zu gelangen sein sollte, der Staat, in welchem dem Heimathlosen ein zehnjähriger Aufenthalt gestattet worden, vorzugsweise zu seiner Aufnahme verpflichtet.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so muß derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann vermöge eines der angeführten Verhältnisse zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, daß während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sei, durch welche sie nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, ingleichen den geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern, die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorherigen Aufenthaltsort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schließung wieder getrennt worden, und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer vagabundirenden Familie zu der Zeit, wo die Frage entsteht, an welchem Orte dieselbe aufzunehmen ist, Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhaltes, den sie von den Eltern genießen, von denselben nicht getrennt werden können, so sind solche ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort in denjenigen Staat zu verweisen, welchem bei ehelichen Kindern der Vater, oder bei unehelichen die Mutter gehört.

Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und letztere bei ihrem Vater befindlich sind, so werden sie von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater zugehört. Diejenigen Kinder einer vagabundirenden Familie, welche zu der obenbemerkten Zeit 14 Jahre und darüber alt sind, und bei ihren Eltern keinen Unterhalt finden, gehören, sofern nicht ein näherer Anspruch auf ihre anderweitige Aufnahme begründet ist, in den Ort ihrer Geburt.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine **1830** Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu sein, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederannahme derselben sich nicht entziehen.

§. 8. Zeitpächter, Handlungsdiener, Handwerks-
gesellen, Dienstboten aller und jeder Art, Schäfer und
Dorflhirten oder Huthleute — selbst wenn sie eine
selbstständige Wirthschaft haben, ingleichen Zöglinge
und Studirende, welche der Erziehung oder des Un-
terrichts wegen irgendwo verweilen, erwerben durch
diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn
Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher, oder
aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen worden,
hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der
gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen
kein Heimwesen anzusprechen haben, ist Letzterer,
den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten nicht schuldig,
es würde dann urkundlich zur völligen Ueberzeugung
dargethan werden können, daß das zu übernehmende
Individuum einem in gerader Richtung rückwärts lie-
genden Staate zugehöre, welchem dasselbe nicht wohl
anders, als durch das Gebiet des erstern zugeführt
werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird
es zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung von
Vagabunden in das Gebiet des andern der hohen kon-
trahirenden Theile, nicht bloß auf die eigene unzu-
verlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern
wenn das Verhältniß, wodurch der andere Staat zur
Uebernahme eines Vagabunden konventionsmäßig ver-
pflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe,
oder aus andern völlig glaubhaften Urkunden hervor-
geht, oder wenn die Angabe des Vagabunden nicht
durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vor-
liegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor
die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln und nöthigen
Falles bei der vermeintlich zur Aufnahme des Vaga-
bunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, daß ein von
dem einen der hohen kontrahirenden Theile, dem an-
dern Theile zum weitem Transport in einen rück-
wärts liegenden Staat, zufolge der Bestimmung des

1830 §. 9. zugeführter Vagabunde, von dem letztern nicht angenommen würde; so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Es bleibt den beiderseitigen Regierungs-Behörden überlassen, unter einander die nähern Verabredungen wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte, so wie wegen der Uebernahmsorte zu treffen.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel vermittelt Transports und Abgabe derselben an die Polizei-Behörde desjenigen Orts, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staates für beendet anzusehen ist.

Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport konventionsmäfsig gegründet wird, übergeben. In solchen Fällen wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen worden.

Es sollen auch nie mehr als drei Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, daß sie zu einer und derselben Familie gehören, und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden können.

Größere sogenannte Vaganten - Schube sollen künftighin nicht statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staates geschieht, und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staates bezweckt wird; so können für den Transport und die Verpflegung der Vagabunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden.

Wird ein Auszuweisender, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht, so muß letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

§. 15. Vorstehende Uebereinkunft soll vom 1sten Dezember dieses Jahres an verbindlich sein, und in

Kraft treten, und diese Kraft so lange behalten, als 1830 man sich nicht über andere Grundsätze dieses Gegenstandes halber vernehmen, oder der eine oder der andere Theil solche aufkündigen wird.

Coburg, den 30sten September 1830.

Herzogl. S. Coburg - und Gothaisches Ministerium.

V. CARLOWIZ.

35.

Convention entre la Bavière et la Sardaigne concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-fo-raine, conclue le 5 Octobre 1830.

(Regierungsblatt für das Königr. Baiern Nr. 3. 1831.)

Die nachfolgenden Bestimmungen des mit dem Königreiche Sardinien unterm 5ten October v. J. abgeschlossenen Freizügigkeits-Vertrages werden hiemit durch das Regierungsblatt zur öffentlichen Kenntniß gebracht.

ART. I. Zwischen den gegenwärtigen Staaten Seiner Majestät des Königs von Baiern, und jenen Seiner Majestät des Königs von Sardinien sind und bleiben für immer aufgehoben die Heimfallsrechte, welche schon durch die Uebereinkunft vom 3ten September 1772 abgestellt wurden, die Nachsteuern, welche die nämliche Uebereinkunft beibehalten hatte, und alle anderen Gebühren gleicher Art. Demzufolge werden die gegenseitigen Unterthanen von nun an nicht nur alle schon durch die Artikel I. und III der Uebereinkunft vom 3ten September 1772 stipulirten Erleichterungen genießen, sondern sie werden für das Vermögen, welches ihnen durch testamentarische oder Intestat-Erbfolge, oder durch Vertrag, Vermächtniß oder Schenkung zufallen wird, dann für die Ausführung des beweglichen Eigenthums und des

1830 Erlöses aus dem unbeweglichen Eigenthum, welches sie auf solche Art überkommen oder erworben haben, keiner Gebühr mehr unterworfen sein, und zwar weder unter den Namen der Nachsteuer, noch unter einer andern Benennung.

ART. II. Die Aufhebung der Nachsteuer findet sohin statt, welches auch der Beweggrund oder die Ursache der Ausführung der Güter, des Geldes und andern beweglichen Eigenthumes sei. Sie erstreckt sich nicht allein auf die Gebühren, welche in die Kassen des Staates oder des Souverains, sondern auch auf jene, welche in die Kassen der Gemeinden, Städte, Märkte, frommen Stiftungen, Ritterorden, Patrimonialgerichtsbarkeiten, Korporationen und moralischer Personen oder welch' immer für Individuen fließen, so zwar, daß keine der besagten Kassen irgend eine der unter dem Namen Nachsteuer begriffenen Gebühren fordern oder erheben kann, ohne daß jedoch die Betheiligten sich entschlagen könnten, die nämlichen Gebühren zu bezahlen, welchen in ihrem Lande die Eingebornen selbst in Ansehung ihres Eigenthums und ihrer Erbschaften unterworfen sind oder unterworfen werden sollen.

ART. III. Zu diesem Ende erklären Ihre Majestäten der König von Baiern und der König von Sardinien durch gegenwärtige Uebereinkunft ausdrücklich die Stipulationen des Artikels V. und des Separat- und Zusatzartikels der Uebereinkunft vom 3ten September 1772, so wie alle Edikte, Königliche Patente, Gesetze, Verordnungen, Statuten, Beschlüsse, Gewohnheiten und Privilegien, welche entgegenstehen könnten, von nun an für kraftlos: sie sollen den beiderseitigen Unterthanen gegenüber, für die in den beiden vorstehenden Artikeln bezeichneten Fälle als nicht geschehen und erlassen angesehen werden.

ART. IV. Die besagten Erben, Legatarien, Erwerber oder Donatarien, nachdem sie sich in den Besitz der durch Erbschaften, Legate, Geschenke oder in anderer Art erworbenen Gegenstände gesetzt haben, sollen, wenn sie im Besitze und Genusse dieser Gegenstände bleiben wollen, deshalb nicht gehalten sein, sich Naturalisations-Dekrete zu verschaffen: ihre Personen und ihr Eigenthum sollen in diesem

Fälle keiner andern Auflage oder irgend einer Steuer 1830 als denen unterworfen sein, welchen die Personen und das Eigenthum der eigenen und eingebornen Unterthanen des Landes unterworfen sind, oder unterworfen werden sollen, und man wird sich auch in den beiderseitigen Gerichtshöfen nach den Bestimmungen des Art. IV., der besagten Uebereinkunft von 1772 richten.

ART. V. Die in den vorstehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen sollen jedoch in beiden Staaten den Gesetzen über die Auswanderung und die Militairpflicht ihrer beiderseitigen Unterthanen keinen Abbruch thun.

ART. VI. Die Bestimmungen gegenwärtiger Uebereinkunft sind auf alle in den gegenwärtig zu den Staaten der beiden kontrahirenden Mächte gehörigen Gebietstheilen seit der Konvention von 1772 eröffneten Erbschaften, so wie auf alle seit dieser Epoche in diesen Ländern sich ergebenden Fälle gleichmäßig anwendbar, unbeschadet jedoch bereits entschiedener Sachen und rechtskräftiger Vergleiche.

München, den 9ten Januar 1831.

*Königl. Staats-Ministerium des Königl. Hauses
und des Aeußern.*

Graf v. ARMANSBERG.

BRAUN.

36.

*Convention entre la Bavière, le Wur- 1831
temberg et le grand-duché de Saxe-
Weimar-Eisenach, concernant la ré-
ception du baillage Saxon d'Ost-
heim dans le système de douanes
de Bavière et de Wurtemberg, signée
le 25 Janvier 1831.*

(Regierungsblatt für das Königreich Baiern 1831.
30. März Nr. 14. Neueste Staatsakten Bd. 24. p. 43.)

Zwischen den Kronen Baiern und Würtemberg ei-
nes- und dem Großherzogthum Sachsen - Weimar-

1831 Eisenach anderen Theiles, ist wegen Inkladirung des Großherzoglichen Vordergerichts Ostheim in den Baierisch-Würtembergischen Zollverein, durch beiderseitige Bevollmächtigte unterm 25sten Januar d. J. ein Vertrag unterzeichnet, auch Allerhöchst genehmigt worden, dessen Inhalt andurch zur allgemeinen Wissenschaft und Nachachtung bekannt gemacht wird.

Allgemeine Bestimmungen.

ART. I. Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach erklären sich, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, bereit, mit Ihrem im Eingange genannten, innerhalb der Landesgränzen des Königlich-Baierischen Staats eingeschlossenen Besitzungen dem Baierisch-Würtembergischen Zollvereine und dem indirekten Abgabensysteme des Königreichs Baiern beizutreten. Demnach sollen die Gesetze und Verordnungen über die auf den Eingang, Ausgang, Durchgang, so wie auf die Produktion, den inneren Verkehr oder den Verbrauch von Waaren gelegten Abgaben, so weit sie respektive in dem Baierisch-Würtembergischen Zollverein, und in den, Ostheim zunächst liegenden, Bezirken des Königlich-Baierischen Untermainkreises gegenwärtig bestehen, oder künftig erlassen werden, in dem Großherzoglichen Vordergerichte Ostheim ebenso, — vorbehaltlich der Bestimmungen im Art. II. — zur Anwendung kommen, als wenn sie von Seiner Königlichen Hoheit selbst ausgeflossen wären.

ART. II. In Gemäßheit des Art. I. sollen daher die Baierisch-Würtembergischen Gesetze über die Zölle, und die Baierischen Gesetze über die Aufschlagsgefälle, namentlich die Vereinszollordnung und der Vereinszolltarif vom 12ten November 1828, die Zollverwaltungs-Reglements, insbesondere die Verordnung über die Kompetenz der Zollbehörden vom 8ten Februar 1829, über den Gränzverkehr vom 4ten Februar 1829, über die Aufsicht und Kontrolle bezüglich auf das Zollwesen vom 20sten September 1829, über Erleichterung der Durchfuhr im Zollvereine vom 22sten September 1828, über die Zollschtzwache und Sicherungsanstalten vom 3ten October 1828, dann die Verordnung vom 28sten Julius 1807 und in derselben

nachgefolgten verschiedenen Novellen über die allgemeine Gleichstellung und Erhebung der Bier-, Branntwein- oder Malzaufschläge, unmittelbar nach Auswechslung der Ratifikationen dieses Vertrages, in den gedachten Gebietstheilen von der Großherzoglichen Behörde förmlich publizirt, und dieselben zum strengsten Vollzuge angewiesen werden; auch wird angeordnet werden, daß die Gesetze und Verordnungen, welche künftig in Bezug auf das Zollwesen, dann die Produktions-, Verkehrs- oder Verbrauchssteuern in Baiern erlassen werden sollten, dem Großherzoglichen Landschaftskollegium zu Weimar und der Großherzoglichen Regierung zu Eisenach durch die Königliche Regierung des Untermainkreises in Würzburg jedesmal förderlich mitgetheilt werden, damit jene Großherzoglichen Behörden amtliche Kenntniß davon erhalten, und die Publikation im Vordergerichte Ostheim zeitig verfügen können.

In so weit Bestimmungen dieser Art nur den Vollzug der bestehenden Anordnungen zum Zwecke haben, werden sie, auch ohne förmliche Publikation im Amtssitze Ostheim, alsdann für bekannt vorausgesetzt, wenn sie in dem Königlich-Baierischen Intelligenzblatte für den Untermainkreis enthalten, oder der Großherzoglichen Behörde in Ostheim durch die nächste Königliche Behörde zur Kenntniß mitgetheilt worden sind.

ART. III. Seine Königliche Majestät von Baiern und Seine Königliche Majestät von Würtemberg eines, und Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach anderen Theils sichern Ihren Unterthanen gegenseitig einen völlig freien Gewerbs- und Handelsverkehr zwischen den Königreichen Baiern und Würtemberg und den oben genannten Gebietstheilen des Großherzoglichen Amtes Ostheim in derselben Art und Ausdehnung, als wenn dieselben einer und der nämlichen Regierung untergeben wären.

Insbesondere werden die Bewohner dieser Großherzoglichen Gebietstheile hinsichtlich ihrer Erzeugnisse und Fabrikate im Umfange der Baierischen und Würtembergischen Lande dieselben Rechte und Freiheiten genießen, welche den Baierischen und Würtembergischen Unterthanen zustehen, und nicht mehr

1831 Abgaben entrichten als diese. Desgleichen werden die Königlich - Baierischen und Königlich - Würtembergischen Unterthanen im Amtsbezirke von Ostheim ganz eben so behandelt werden, so daß auch solche inländische Erzeugnisse und Fabrikate, welche mit besonderen Fabrikations - oder Verbrauchssteuern belegt sind, wenn sie diese Steuern einmal entrichtet haben, ohne weitere Abgabe, noch sonstiges Hinderniß frei aus einem Lande in das andere übertreten.

Auch sollen die Großherzoglich - Sächsischen Unterthanen des Vordergerichts Ostheim diejenigen Vortheile mit zu genießen haben, welche den Königl. Baierischen und Königlich - Würtembergischen Unterthanen durch Handelsverträge mit anderen Staaten, namentlich durch den Vertrag mit der Krone Preußen und dem Großherzogthum Hessen vom 27sten Mai 1829 erworben sind.

ART. IV. Seine Königliche Majestät von Baiern und Seine Königliche Majestät von Würtemberg versprechen ferner, daß Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Sachsen - Weimar - Eisenach an dem Reinertrage der Zölle des Baierisch - Würtembergischen Zollvereins im Verhältniß der Bevölkerung des Großherzoglichen Vordergerichts Ostheim Antheil nehmen sollen.

Gegenseitige Kontrolirung der Malz - Aufschlagsverwaltung.

ART. V. Obgleich die Verwaltung und Erhebung aller übrigen, im vorhergehenden Artikel nicht genannten indirekten Abgaben, namentlich der auch im Vordergerichte Ostheim einzuführenden Malzaufschläge zum alleinigen Vortheile der betreffenden Landeskassen vorbehalten bleibt, so wollen doch Seine Königliche Hoheit von Sachsen - Weimar - Eisenach gestatten, daß die benachbarten Königlich - Baierischen Oberaufschlagämter sich durch Abordnung von Beamten, welche sich bei der Großherzoglichen Aufschlagsbehörde zu Ostheim gehörig auszuweisen haben, die Ueberzeugung verschaffen, daß von den letzteren überall und genau der Königlichen Verordnung vom 28sten Julius 1807 und den darauf gefolgten Novellen gemäß verfahren werde.

Gleiche Berechtigung soll der Großherzoglich-Sächsischen Behörde in Bezug auf die Kontrolirung der gehörigen Beobachtung der gedachten Verordnung in dem anstossenden Königlich-Baierischen Gebiete zustehen. 1831

Defraudationen.

ART. VI. Die Untersuchung gegen Handlungen Großherzoglicher Unterthanen, wodurch die Königlich-Baierisch-Würtembergischen im Großherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach für das Vordergericht Ostheim rezipirten Zollgesetze übertreten und die Einnahmen aus Zöllen oder Regalien, deren Erhebung Gegenstand des vorliegenden Vertrages ist, gefährdet werden möchten, es sei nun, daß jene Handlungen im Amtsbezirke Ostheim, oder außer demselben entdeckt werden, den einzigen Fall ausgenommen, wo der Uebertreter im Baierischen oder Würtembergischen Staatsgebiete auf frischer That ergriffen worden ist, — soll vom Großherzoglichen Justizamte Ostheim geführt werden. Dasselbe erkennt in erster Instanz in allen Zollstrafsachen, in welchen den Könighchen Untergerichten in Baiern und Würtemberg eine solche Kompetenz eingeräumt ist.

Das Untersuchungs- und Strafverfahren ist, so weit eine kriminelle Strafbarkeit nicht vorliegt, sowohl bei dem genannten Gerichte erster Instanz, als auch bei den höheren Gerichten, vor welche die Sache, nach dem im Großherzogthume verfassungsmässig geordneten Instanzenzuge gelangen möchte, nach den Baierisch-Würtembergischen Zollgesetzen zu bemessen und in jedem Falle soll das Verfahren so viel als möglich abgekürzt, auch durchaus keiner unnöthigen Verzögerung statt gegeben werden.

Wenn in Folge dieser obigen Bestimmungen Geldstrafen verfügt werden, so fallen dieselben nach Abzug des Aufbringerantheils und der defraudirten Gefälle den Großherzoglichen Kassen anheim.

Einige besondere Verhältnisse.

a. Salzkonsumption.

ART. VII. Die Bewohner des Großherzoglichen Amtes Ostheim werden das benöthigte Salz durch die

1831 Königlich - Baierischen Salzfactoreien und um dieselben Preise, wie die Königlich - Baierischen Unterthanen in den umliegenden Distrikten beziehen.

Seine Königliche Hoheit werden Sorge tragen, daß kein anderes als Baierisches Salz im Amtsbezirke verbraucht und die Königlich - Baierischen Verordnungen in Betreff der Salzregie daselbst streng aufrecht erhalten werden.

Seine Königliche Majestät werden dafür dem Großherzoglichen Aerar eine der Bevölkerung des Amtes und der jährlichen Salzkonsuntion angemessene baare Vergütung anweisen lassen.

b. Spielkarten.

ART. VIII. Seine Königliche Hoheit wollen ferner eine Fabrikation von Spielkarten im Gebiete des Vordergerichts Ostheim nicht gestatten. Dagegen wird von Seiten der Königlich - Baierischen Regierung veranstaltet werden, daß eine dem Verbrache des gedachten Bezirks angemessene Quantität von Spielkarten, welche mit dem Weimarischen Kartenstempel versehen und mit Attesten der Großherzoglich - Sachsen - Weimar - Eisenachischen Landesbehörde begleitet sind, aus dem Großherzogthume Sachsen - Weimar über das Königliche Vereinszollamt Mellrichstadt nach vorausgegangener gehöriger Deklaration bei demselben frei nach Ostheim gelangen können.

c. Erhaltung der Strassen, dann Brücken- und Pflastergeld.

ART. IX. Seine Königliche Majestät von Baiern sind geneigt, die Strassen von Oberfladungen bis an die Gränze von Melpers, sodann durch den sogenannten Höhl, und von der Eisenachischen Gränze bis nach Tann unverzüglich in guten fahrbaren Stand setzen, und dieselben, so wie die übrigen bestehenden nach den Großherzoglichen Landen führenden Strassen in solchem Stande forterhalten zu lassen; wogegen Seine Königliche Hoheit von Sachsen - Weimar Sorge tragen wollen, daß die durch den Amtsbezirk Ostheim und über die hohe Rhön durch Pürx und Frankenheim führenden Kommunikationswege in gutem fahrbaren Stande erhalten werden.

Für die Benutzung dieser Wege soll im Vordergerichte Ostheim unter keinerlei Namen eine Abgabe

zu entrichten sein, mit einziger Ausnahme des Pflaster- und Brückengeldes in der Stadt Ostheim, welches für Rechnung der dortigen Kommüne nach folgendem unüberschreitbaren Tarife erhoben wird.

Tarif.

Drei Kreuzer von jedem an einen Fuhrmannskarren gespannten oder angehängten Pferde;

Zwei und einen halben Kreuzer von jedem an einen beladenen Wagen oder an eine Chaise angespannten Pferde;

Zwei Kreuzer von jedem an einen unbeladenen Wagen oder Chaise gespannten Pferde;

Ein und ein halber Kreuzer von jedem Reitpferde oder angespannten Ochsen;

Ein Kreuzer von jedem leer gehenden Pferde;

Ein halber Kreuzer von jedem nicht angespannten Ochsen, Stier, Kuh oder Esel;

Ein Kreuzer von jedem mit andern als bloß landwirthschaftlichen Erzeugnissen beladenen Schiebkarren;

Die Hälfte hiervon, wenn er mit solchen zum Verkauf bestimmten Erzeugnissen beladen ist.

Die eine Hälfte dieser Gebühren wird für die Benutzung des Stadtpflasters und die andere Hälfte für die Benutzung der Brücke gerechnet.

Dieselben werden also nur zur Hälfte entrichtet, wenn die Brücke nicht passirt wird, und fallen ganz weg, wenn weder die Brücke noch die Stadt passirt wird.

Frei vom Pflaster- und Brückengeld sind die Oekonomiefahren der Baierischen Unterthanen und der Anspann und die Reitpferde Baierischer Beamten oder Bediensteten aus dem Zivil- und Militairstande.

So lange die durch die Stadt Ostheim führende Hauptstraße noch nicht gepflastert ist, soll auch kein Pflastergeld gegeben werden.

Ueber die wünschenswerthe Aufhebung aller besonderen Pflaster- und Brückengelder wird weitere Vereinbarung vorbehalten.

d. Behandlung des Verkehrs zwischen Kaltennordheim, Meiningen und Ostheim.

ART. X. Die Königlich-Baierischen Zollerhebungsstellen in Willmars und Oberfladungen werden

1831 ermächtigt werden, die für den gewöhnlichen Verkehr zwischen Ostheim einer-, dann Kaltennordheim und Meiningen andererseits, erforderlichen definitiven Zollbehandlungen im Eingange und Ausgange vorzunehmen, insbesondere für die durch Großherzogliche verpflichtete Boten hin- und hergebrachte Pakete.

Insofern dergleichen Pakete mit Großherzoglichen Dienstsiegeln verschlossen sind, sollen dieselben uneröffnet belassen und zollfrei behandelt werden. Bei eintretenden erheblichen Verdachtsgründen einer Zolldefraudation bleibt den Königlichen Zollbediensteten vorbehalten, diese Boten in das Amt Ostheim zu begleiten und respektive zurückzuführen und in ihrer Gegenwart am Amtssitze die verdächtigen Pakete öffnen zu lassen; worauf gegen die Schuldigen nach den Gesetzen zu verfahren ist.

Schluss.

ART. XI. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird bis zum Schlusse des Jahres 1842 festgesetzt; wird in diesem Jahre keine Aufkündigung von der einen oder andern Seite erfolgen, so soll derselbe als stillschweigend auf weitere zwölf Jahre verlängert angesehen werden.

München am 18ten März 1831.

*Königl. Staats-Ministerium des Königl. Hauses
und des Aeußern.*

Graf v. ARMANSBERG.

BRAUN.

37.

*Convention entre le gouvernement du
duché de Saxe - Meiningen et celui
de la principauté de Schwarzbourg
Sondershausen, concernant la récep-
tion des vagabonds et des gens sans
aveu, publiée le 30 Janvier 1831.*

(Sur copie officielle.)

Nachdem zwischen dem unterzeichneten Herzoglichen Landesministerium und dem Fürstlich-Schwarzburgi-

schen Geheimen Konsilium in Sondershausen eine Ue- 1831
bereinkunft wegen gegenseitiger Uebernahme der Land-
streicher und anderer Ausgewiesenen geschlossen wor-
den ist, so wird deren Inhalt auf höchsten Befehl
Seiner Herzoglichen Durchlaucht allen Behörden zu
genauer Befolgung hierdurch bekannt gemacht.

§. 1. In Zukunft soll kein Landstreicher oder
Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden kon-
trahirenden Theile ausgewiesen werden; wenn der-
selbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staats
ist, welchem er zugewiesen wird, und in demselben
sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch des-
sen Gebiet, als ein Angehöriger eines rückwärts lie-
genden Staats nothwendig seinen Weg nehmen muß.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme
gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a. alle diejenigen, deren Vater, oder wenn sie
außer der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter zur Zeit
ihrer Geburt in der Eigenschaft eines Unterthans mit
dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder welche
ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden
sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthansver-
bände entlassen worden zu sein, oder ein anderwei-
tes Heimathsrecht erworben zu haben;

b. diejenigen, welche von heimathlosen Eltern
zufällig innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so
lange sie nicht in einem andern Staate das Untertha-
nenrecht, nach dessen Verfassung, erworben, oder
sich selbst mit Anlegung einer Wirthschaft verhei-
rathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit,
zehn Jahre lang gewohnt haben;

c. diejenigen, welche zwar weder in dem Staats-
gebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht nach
dessen Verfassung erworben haben, hingegen nach
Aufhebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Ver-
hältnisse oder überhaupt als heimathlos, in nähere
Verbindung mit dem Staate dadurch getreten sind, daß
sie daselbst unter Anlegung einer Wirthschaft sich ver-
heirathet haben, oder daß ihnen während eines Zeit-
raums von zehn Jahren stillschweigend gestattet wor-
den ist, darin ihren Wohnsitz zu haben.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird,
welcher in dem einen Staate zufällig geboren wird,
in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrück-

1831 lich erworben, oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat, so ist der letztere Staat vorzugsweise verbunden, ihn aufzunehmen. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate mit der Verheirathung oder zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erweislich neuere Verhältniß entscheidend, jedoch dann, wenn hierüber zu einer ausreichenden Gewissheit nicht zu gelangen sein sollte, der Staat, in welchem dem Heimathlosen ein zehnjähriger Aufenthalt gestattet worden, vorzugsweise zu seiner Aufnahme verpflichtet.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar; so muß derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann vermöge eines der angeführten Verhältnisse zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, daß während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sei, durch welche sie nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, ingleichen den geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern, die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorherigen Aufenthaltsort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schließung wieder getrennt worden, und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhalts, den sie von den Eltern genießen, von denselben nicht getrennt werden können; so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort in denjenigen Staat zu verweisen, welchem bei ehelichen Kindern, der Vater, oder bei unehelichen, die Mutter zugehört. Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und dieselben bei ihrem Vater befindlich sind; so werden sie

von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater 1831 zugehört. Diejenigen Kinder einer heimathlosen Familie, welche 14 Jahre und darüber alt sind, und bei ihren Eltern keinen Unterhalt finden, gehören, sofern nicht ein näherer Anspruch auf ihre anderweite Aufnahme begründet ist, in den Ort ihrer Geburt.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu sein, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederannahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgesellen, Dienstboten, Schäfer und andere Hirten, welche, ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, in Diensten stehen, ingleichen Zöglinge und Studirende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen irgendwo verweilen, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

Zeitpächter sind den hier oben benannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person, oder mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher, oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen worden, hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen, kein Heimwesen anzusprechen haben, ist dieser Staat den Eintritt in sein Gebiet oder den Aufenthalt in demselben zu gestatten, nicht schuldig; es würde dann urkundlich zur völligen Ueberzeugung dargethan werden, daß das zu übernehmende Individuum einem rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe auf geradem Wege nicht anders, als durch das Gebiet des erstern, zugeführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der beiden kontrahirenden Theile, nicht bloß auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern, wenn das Verhältniß, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden, der Uebereinkunft gemäß, verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe, oder aus andern völlig glaubhaften Ur-

1831 kunden hervorgeht, oder wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln und nöthigenfalls bei der, vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, daß ein von dem einen der beiden kontrahirenden Theile dem andern Theile zur Weiterschaffung in einen rückwärts liegenden Staat, zu Folge der Bestimmung §. 9., zugeführter Vagabund von dem letztern nicht angenommen würde; so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Um die Transporte zu dirigiren, sind zu beiderseitigen Uebergabe-Orten und zwar: auf Herzogl. Meiningenschem Gebiete, Salzungen, Eisfeld und Kranichfeld, und auf Fürstl. Schwarzburgischem Gebiete, Clingen, Arnstadt und Gehren bestimmt worden.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel vermittelt Transports und Abgabe derselben an die Polizeibehörde desjenigen Orts, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staats beendet anzusehen ist. Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport, der Uebereinkunft gemäß, gegründet wird, übergeben.

In Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen werden.

Es sollen auch nie mehr, als drei Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, daß sie zu einer und derselben Familie gehören, und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden können. Größere, sogenannte Vagabundenschube sollen künftig nicht statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staats geschieht und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staats bezweckt wird; so können für den Transport und die Verpflegung der Va-

gabunden keine Anforderungen an den übernehmen- 1831
den Staat gemacht werden.

Wird ein Ausgewiesener, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen, und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht, so muß letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

Meiningen, den 30sten Januar 1831.

Herzogl. Sächsisches Landesministerium.

VON BAUMBACH.

D. V. STEIN.

38.

*Convention de cartel entre tous les
états de la confédération Germani-
que, signée à Francfort sur Mein
le 10 Février 1831.*

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1831. Nr. 4. p. 41.)

Die souverainen Fürsten und freien Städte Deutschlands, haben in Folge des Artikels XXIV, der in der Plenarversammlung vom 9ten April 1821 festgestellten Grundzüge der Kriegsverfassung des Deutschen Bundes, eine allgemeine Kartelkonvention abgeschlossen, deren Bestimmungen in folgenden Artikeln enthalten sind:

ART. I. Alle von den Truppen eines Bundesstaates, ohne Unterschied, ob selbige zu Provinzen gehören, welche im Bundesgebiete liegen oder nicht, unmittelbar oder mittelbar in die sämtlichen Lande eines Bundesgliedes, oder zu dessen Truppen, wenn diese auch außerhalb ihres Vaterlandes sich befinden, desertirende Militairpersonen, werden sofort und ohne

1831 besondere Reklamation an den Staat ausgeliefert, dem selbige entwichen sind. Gleichmäſsig werden auch alle Deserteure, welche in nicht zum Bundesgebiet gehörigen Provinzen der Bundesstaaten entweichen, an den Staat ausgeliefert, dem selbige entwichen sind.

ART. II. Als Deserteur wird derjenige ohne Unterschied der Waffe angesehen welcher, indem er zu irgend einer Abtheilung des stehenden Heeres oder der bewaffneten, mit demselben in gleichem Verhältnisse stehenden Landesmacht, nach den gesetzlichen Bestimmungen jedes Bundesstaats gehört und durch seinen Eid der Fahne verpflichtet ist, ohne Paſs, Ordre oder sonstige Legitimation sich in das Gebiet des andern Staates oder zu dessen Truppen begiebt.

Offiziere niederen oder höheren Grades, wenn sich bei solchen ein Desertionsfall ereignen sollte, sind nur auf ergangene Requisition auszuliefern.

ART. III. Sollte ein Deserteur schon von einem andern Bundesstaate entwichen sein, so wird er an denjenigen Bundesstaat ausgeliefert, in dessen Dienste er zuletzt gestanden.

Wenn ein Deserteur von einem Bundesstaate zu einem fremden Staate und von diesem zu den Truppen eines andern Bundesstaats entweicht, so wird er an den ersten Bundesstaat ausgeliefert, falls zwischen dem letztern und dem fremden Staate kein Kartel besteht.

ART. IV. Nur folgende Fälle können die Verweigerung oder Verzögerung der Auslieferung eines Deserteurs begründen:

a. wenn der Deserteur zu dem Staate, wohin er entweicht, durch Geburt oder rechtliche Erwerbung — abgesehen von dem anderswo übernommenen Militärdienste — im Unterthansverbande steht, also mittelst der Desertion in seine Heimath zurückkehrt;

b. wenn der Deserteur in dem Staate, in welchem er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, in welchem Falle die Auslieferung erst nach erfolgter Bestrafung, so weit es thunlich ist, unter Mittheilung des Strafurtheils, jedoch ohne Anspruch auf Erstattung der Untersuchungs- und Arrest-Kosten stattfinden soll. Schulden oder andere eingegangene Verbindlichkeiten geben aber dem Staate, in welchem er

